



## Le débat sur le discours de politique générale et la composition du gouvernement

### La francophonie en tranches

Le discours du premier ministre, mercredi 29 juin, au Palais-Bourbon, a été en grande partie axé sur la politique intérieure, laissant le domaine étranger à l'initiative de l'Elysée. M. Michel Rocard a cependant évoqué la francophonie, thème à la fois hexagonal et diplomatique : il a ainsi souligné que la France ne gagnerait « la bataille de la langue et de la culture qu'en prenant rapidement les moyens d'éviter un complet défillement de nos industries et moyens de communication audiovisuels ».

Dire qu'il fut un temps où la France officielle était accusée par les Québécois et autres Tunisiens ou Sénégalais de négliger la francophonie ! Aujourd'hui, six ou sept organismes, dont trois ou quatre ministères du nouveau cabinet, sans compter les comités ou les commissions « ad hoc » et la multitude des associations subventionnées, arc-boutent sur ou pour leur action nationale ou internationale sur la langue française.

« Action » est d'ailleurs un bien grand mot : « intervention » serait plus exact. Et comment pourrait-il en être autrement quand on a administré tout passer le plus clair de son temps à se préoccuper contre les inévitables empiétements de sa voisine, et vice versa.

Après le manque d'intérêt, qui fut longtemps réel, le risque de dispersion a aussi été perçu par nos partenaires étrangers. « Assez de paroles, des actes ! La France doit agir, sinon la francophonie restera un conglomérat d'énergies non utilisées », déclarait récemment au mensuel parisien « Arabes » le cinéaste égyptien Yousef Chahine, que M. Mitterrand a nommé membre du Haut Conseil de la francophonie.

M. Jacques Chirac avait créé, en 1986, le secrétariat d'Etat à la francophonie, mais il avait eu le tort de rattaché à Matignon, et non pas au Quai d'Orsay, un département aux tâches essentiellement extérieures. Il s'ensuivit des embrouilles courtoises avec le Commissariat général de la langue française, voué principalement à un travail dans l'Hexagone. Le spectacle attristant de la diplomatie française hésitant entre cinq ou six attitudes lors de la conférence ministérielle francophone de Bujumbura, en 1987, semblait avoir convaincu Paris de la nécessité de rationaliser son dispositif en matière de francophonie.

Or on a maintenant un ministre de la coopération, M. Jacques Pélissier, ayant pour domaine l'Afrique noire et une partie des Caraïbes, deux zones où a cours le français : un ministre délégué à la francophonie au Quai d'Orsay, M. Alain Decaux, un secrétaire d'Etat, toujours au Quai d'Orsay, M. Thierry de Beaucé, chargé des relations culturelles internationales, lesquelles ne sont pas concevables sans une part de francophonie ; sans compter le ministre des affaires étrangères et ceux de la culture, de l'éducation ou des DOM-TOM, qui ne peuvent pas ne pas avoir leur mot à dire lorsqu'il est question de langue française.

D'aucuns affirmaient que la francophonie était un « fromage » : elle fait en tout cas figure maintenant de « saucisson », dont chaque tranche est si maigre qu'elle ne peut contenter personne.



## M. Michel Rocard doit faire face à la défiance de la droite et aux doutes du PS

Malgré un discours de soutien très équilibré de M. Pierre Mauroy, qui, le mercredi 29 juin à l'Assemblée, parlait au nom des socialistes, ces derniers ont mal accueilli la composition du second gouvernement de M. Rocard, qui aura pour tâche de traduire

le « nouvel espoir » que le premier ministre veut incarner. Au cours du débat, le RPR et l'UDF ont manifesté leur défiance par rapport aux orientations de M. Rocard, tandis que M. Méhaignerie promettait de « s'opposer autrement ».

M. Rocard n'est pas modeste. Il est même extrêmement ambitieux, puisqu'il prétend donner, en toute chose, « un nouvel espoir » aux Français. Mais il a de la politique une vision d'humilité. Il a précédé, dans son discours de politique générale, l'invitation lancée par M. Pierre Méhaignerie à la modeste et au réalisme. Il a prononcé en effet un discours de proximité, en accord avec le Michel Rocard qui, naguère, incitait les socialistes à parler « plus vrai, plus près des faits ».

- La déclaration de M. Rocard
- La réponse de l'opposition
- La réaction des socialistes

Pages 6 à 10

La vie quotidienne a donc fait irruption à l'Assemblée nationale. Ce phénomène est en fait le fruit d'une lente maturation dans les têtes socialistes. M. Pierre Mauroy, premier ministre, que l'on n'écoutait plus mais qui parlait encore à la fin de 1983 et au début de 1984, avait tiré les leçons de l'affrontement entre les réalités et le discours lyrique, entre les lois qui prétendent changer la vie et la vie qui ne change pas.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES L'HOMEAU. (Lire la suite page 9.)

## L'art du pointillisme

par Daniel Vernet

Il est loin, l'intellectuel de la deuxième gauche, l'idéologue de l'autogestion, voire le théoricien de la social-démocratie. Michel Rocard, qui avait habitude à un langage abstrait ses auditoires parfois ravis de se croire aussi intelligents que l'orateur, plus souvent déçus par une pensée aussi agile que l'écoulement, a trouvé les chemins du pragmatisme. Rompant avec la langue de bois de la politique comme avec les envolées lyriques de la gauche parlementaire, il a situé, pour l'essentiel, son propos au niveau de la vie quotidienne, ne sacrifiant au rêve qu'à la fin de son intervention.

Perception aiguë de l'air du temps ou conversion profonde, il a refusé les généralités pour s'occuper des problèmes concrets, les grandes fresques pour donner dans la peinture pointilliste, enchaînement sans plan apparent ni logique évidente les mesures partielles, ponctuelles, parfois extrêmement terre à terre que son gouvernement a déjà prises ou s'apprete à prendre. Citant Victor Hugo, le premier ministre a estimé que « la défaite de la démagogie », devait être « la victoire du peuple ». L'arrivée à Matignon de Michel Rocard ne symbolise peut-être pas « la victoire du peuple », mais elle marque bien, s'il continue comme il a commencé, « la défaite de la démagogie ».

A peine remarquera-t-on qu'au nom de l'ouverture le chef du gouvernement s'est séparé d'un ministre des affaires sociales qu'avait montré ses talents, et redécoupé le ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur, ébauches d'un MITI sans Japonais.

On aurait bien tort, au nom d'un ne sait quelle vision globale de la politique, de se gausser du souci du détail manifesté par le chef du gouvernement. Parmi les propositions très concrètes qu'il a avancées figurent des idées simples et générales. Il ne s'est pas contenté, d'ailleurs, d'annoncer des intentions, il a ouvert son discours en rappelant le succès remporté, dimanche, dans l'affaire néo-calédonienne, preuve fragile mais tangible que la méthode Rocard peut fonctionner.

En s'attaquant aux maux de l'urbanisation, à la nouvelle pauvreté, aux besoins de formation, Michel Rocard veut vider l'eau du bocal dans lequel barbotait le poisson Le Pen ; en adoptant une approche des problèmes dépourvue de tout a priori, il devrait plaire aux centristes, même si leurs représentants officiels, coincés entre leurs désirs et leurs allées, n'osent pas encore le dire. Trouvera-t-il un écho favorable chez les socialistes, qui donnaient l'impression, mercredi à l'Assemblée, de ne pas savoir quand ils devaient applaudir ?

Beaucoup penseront sans doute que la soumission au principe de réalité l'emporte décidément de manière trop voyante. La simplification idéologique de 1981 laisserait alors la place à un réalisme sans souffrir ni ambition. Pour mobiliser les énergies, Michel Rocard, sacré grand intendant par M. Mitterrand, se doit de démontrer que « la politique de la vie quotidienne » n'est pas indigne d'un grand dessin.

## La constitution du plus grand marché du monde

### Les Américains, les Japonais... et l'Europe

Le succès du sommet d'Hanovre l'a montré, une dynamique européenne est en route. Américains et Japonais en ont désormais conscience. C'est un signe qui ne trompe pas.

L'Europe bouge. M<sup>me</sup> Edith Cresson, nouveau ministre chargé de ce dossier, ne cache pas qu'après avoir été éloignée des affaires pendant deux ans elle se rend mieux compte de l'extrême changement des mentalités.

Mais, mieux que le comptage des directives adoptées par les conseils des ministres en vue de réaliser un marché unique - on approche de la centaine sur les trois cents prévues - ou que les succès monétaires du sommet d'Hanovre, l'inquiétude qui commence à sourdre chez les principaux partenaires commerciaux de la Communauté prouve que l'« Euro-pessimisme » n'est plus de mise.

Les Etats-Unis et le Japon, après avoir longtemps douté de la capacité des Douze à réaliser le grand marché, semblent désormais y croire.

## Le Monde LIVRES

- « Le Rachat », de Friedrich Gorenstein
- « L'Épopée du buveur d'eau », de John Irving
- « La Peau de l'autre », de Jean-Daniel Balfassat
- Un atlas et un dictionnaire sur la Révolution française
- « Le Fantôme », d'Isaac Bashevis Singer
- La chronique de Nicole Zand
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Dostoïevski et Kafka

Pages 15 à 21

## Quatre évêques intégristes consacrés à Ecône

### Mgr Lefebvre excommunié

Mgr Marcel Lefebvre a ordonné quatre évêques au séminaire traditionaliste d'Ecône, en Suisse, le jeudi 30 juin. Ce geste marque officiellement la rupture du prélat intégriste avec le pape. Mgr Lefebvre et les quatre nouveaux évêques sont, ipso facto, excommuniés de l'Eglise romaine. La veille, le fondateur de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X avait déjà ordonné seize prêtres et reçu un ultime appel de Jean-Paul II.

ECONE (Suisse) de notre envoyé spécial

Couronné de sa mitre, le dos voûté sous le poids de la chasuble dorée, Mgr Lefebvre impose le livre des Évangiles sur les épaules, puis ses mains gantées de velours sur la tête des quatre futurs évêques. Il prononce la formule rituelle : « *Compte in sacerdote...* » C'est-à-dire : « Accomplissez en votre prêtre, Seigneur, la fin de votre ministère. Et l'ayant revêtu de tous les ornements de votre gloire, sanctifiez-le par la rosée de votre onction céleste. »

C'est à ce moment précis que les quatre prêtres de la Fraternité Saint-Pie X, Richard Williamson, Bernard Tissier de Mallerais,

**La conférence de Moscou**  
*Les conservateurs drapés dans la « glasnost »*  
PAGE 4

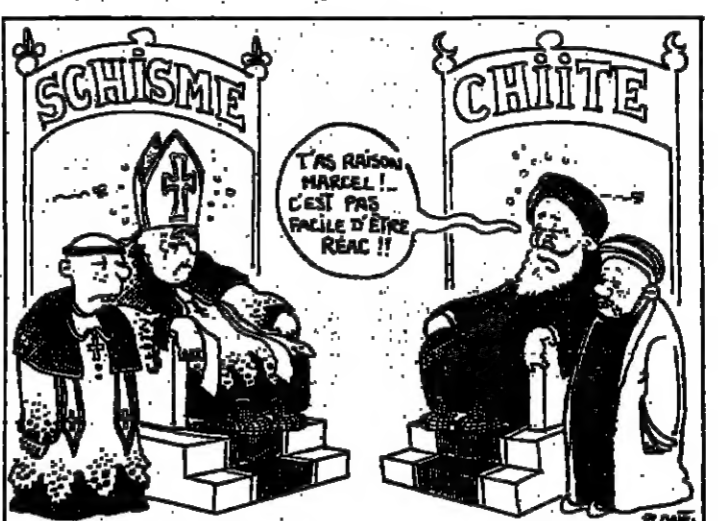
**La catastrophe de l'Airbus A-320**  
*On accuse trop vite le commandant de bord, nous déclarons le président du Syndicat national des pilotes de ligne*  
PAGE 32

**Baisse sur les boissons non alcoolisées**  
*Le gouvernement a décidé une réduction de la TVA*  
PAGE 30

**Quatrième Fête du cinéma**  
*L'espoir sur grand écran*  
PAGE 22

**Controverse au sein de l'OLP**  
*Un conseiller de M. Arafat suggère des négociations directes avec Israël*  
PAGE 2

**Le sommaire complet se trouve en page 36**



Alfonso de Galarreta et Bernard Fellay, deviennent évêques. Mgr Lefebvre oint encore leur front et leurs mains d'huiles saintes, leur remet l'anneau et la crosse insignes de leur nouvelle fonction. Mais leur excommunication de l'Eglise romaine, et celle de l'évêque dit consacrateur, est déjà effective (1). Le schisme est consommé. Sous un chapiteau éblouissant de soleil, devant dix mille témoins venus de France, d'Allemagne, de Suisse, d'Italie, d'Espagne et... du Gabon, une nouvelle Eglise est née.

Ordonner des prêtres avait valu, dès 1976, à Mgr Lefebvre une mesure de suspension de la plupart de ses pouvoirs. Mais sacrer des évêques, pour la discipline de l'Eglise catholique, est une faute beaucoup plus grave, car c'est un privilège réservé au pape, « vicaire du Christ » sur la terre, qui, seul, avait choisi ses apôtres.

HENRI TINGO.

(Lire la suite page 13.)

(1) Selon le canon 1382 du code de l'Eglise catholique, l'ordination épiscopale sans mandat du pape est puni d'une excommunication « *latae sententiae* », c'est-à-dire prenant effet avec l'acte lui-même, sans qu'elle soit décrétée.

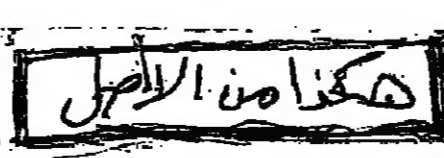
Rencontré avec ELIE WIESEL

Le maître et l'élève

ELIE WIESEL dialogue avec Philippe de Saint-Chéron

288 p. - 120 F

**nouvelle cité, paris**



# Etranger

## La position de l'OLP face à Israël et la répression dans les territoires occupés

### Les déclarations modérées d'un conseiller de M. Arafat provoquent des réactions contradictoires

NICOSIE

de notre correspondante

Près d'un mois après sa publication, l'article de M. Bassam Abou Charif, proche conseiller de M. Arafat, présent dans le cadre d'une conférence internationale - des négociations directes avec Israël, conduisant à l'établissement de deux États, continue de susciter de nombreuses réactions contradictoires. L'intérêt de ce texte, publié dans un document portant le sigle officiel de l'OLP, réside essentiellement dans le fait que M. Bassam Abou Charif écrit, noir sur blanc, sur un ton très rassurant pour Israël, les propositions énoncées plus ou moins officiellement mais, en règle générale, ou privé, par les modérés de l'OLP (voir encadré).

En rassemblant ces opinions éparses, le conseiller de M. Arafat donne une cohérence nouvelle à ce qui est présenté comme le point de vue officiel de la centrale palestinienne. Écrit à l'origine, selon M. Bassam Abou Charif, pour être publié juste avant le sommet Reagan-Gorbatchev, ce texte porte

trictif dans le ton et positif sur quelques points - tout en réclamant une voix « autorisée » pour confirmer son exactitude, a suscité une réponse quasi immédiate de M. Arafat.

#### Aucune condition préalable

« Si l'administration américaine se pose des questions à propos de ce texte, a-t-il dit, elle peut me le poser directement. Je suis prêt à recevoir un envoyé américain pour discuter de cela avec lui. » M. Bassam Abou Charif renchérit en précisant que l'OLP ne posait aucune condition préalable à l'ouverture du dialogue avec les États-Unis.

Un autre proche conseiller de M. Arafat, M. Khaled el Hassan, déclarait pour sa part : « Le temps des contacts indirects avec les États-Unis est fini. Ceux-ci ne nous ont menés nulle part au cours des vingt dernières années. » La réponse faite mardi par le vice-président américain, M. George Bush, au *Jerusalem Post*, qui l'interrogeait sur

de l'OLP, contre M. Bassam Abou Charif relèvent-elles de ces pressions internes ? Le dirigeant palestinien a en effet répliqué, dans un communiqué à Tunis, « que soit mis fin au badinage politique de M. Abou Charif et à ses déclarations déflationnistes, qui ont déjà fait assez de mal, en dressant le spectre d'une profonde division dans les rangs palestiniens ». « Chercher à faire croire, a poursuivi M. Abou Iyad, que celles-ci sont conformes aux résolutions des conseils nationaux palestiniens sous une tentative de porter atteinte aux principes sacrés et à justifier les concessions. »

#### Un double langage

Cette attaque jette une nouvelle fois une ombre grave sur ce que veut réellement l'OLP et sur le consensus qui prévaut à la tête de la centrale palestinienne. Faite au lendemain d'une réunion du comité exécutif de l'OLP consacrée aux conséquences de la chute du camp de Charilla à Beyrouth, cette attaque répond-elle à une profonde divergence de fond entre les membres de l'exécutif palestinien ?

Même s'il ne s'agit, comme on le murmure, de divergence sur la forme, les Palestiniens, une fois de plus, apparaissent comme tenant un double langage ou, au mieux, trop divisés pour avoir une position cohérente lors d'une conférence internationale.

L'OLP ne va pas non plus faciliter la tâche des pays arabes modérés qui, comme l'Arabie saoudite et la Jordanie, à travers leur presse, ou le Koweït, directement, avaient approuvé ces déclarations et demandé aux États-Unis de répondre à l'appel des Palestiniens. En refusant de cautionner officiellement ce texte, qui n'a pu être écrit sans son accord, M. Arafat a laissé planer un doute qui se retourne aujourd'hui contre l'OLP.

Ces propositions ont été très bien accueillies par les personnalités modérées des territoires occupés, qui ont salué les déclarations de M. Abou Charif comme la concrétisation politique du soulèvement dans ces territoires. « C'est le droit de ceux qui soutiennent le peuple palestinien de savoir ce que les Palestiniens veulent », écrit ainsi, lundi, le directeur d'*Al-Talia*, hebdomadaire de gauche basé à Jérusalem-Est. Pour M. Fayez Abou Rahme, l'avocat de Gaza qui a rencontré M. Shultz à Washington, ce texte « représente un pas dans la bonne direction et reflète les opinions des habitants des territoires occupés ».

En Israël même, plusieurs voix se sont élevées pour souligner les aspects nouveaux de ce texte et affirmer qu'il mériterait d'être examiné avec prudence, mais sérieux, au moins par ceux qui acceptent le principe de la paix en échange des territoires.

FRANÇOISE CHIPAUX.

### Un juge fédéral américain interdit la fermeture des bureaux de l'OLP à PONU

WASHINGTON

Le juge fédéral Palmieri a annoncé, le mercredi 29 juin, que le gouvernement américain n'avait pas l'autorité légale de fermer les bureaux de la mission d'observation de l'OLP auprès des Nations unies à New-York. La loi américaine anti-terroriste de 1987 ne saurait prétendre sur les engagements pris par les États-Unis dans le cadre de l'accord de 1947 avec les Nations unies, dit en substance le juge, en précisant : « Sans aucun doute l'accord de 1947 impose aux États-Unis l'obligation de ne pas gêner le fonctionnement de la mission d'observation de l'OLP. »

Antérieurement, le juge avait rejeté les arguments des avocats de l'OLP l'invitant à solliciter l'arbitrage de la Cour internationale de La Haye.

La décision du juge a été accueillie avec satisfaction par M. Terzi, chef de la mission de l'OLP, qui l'a saluée comme une « victoire pour le droit international ». M. Perez de Cuellar, le secrétaire général de l'ONU, s'est déclaré quant à lui satisfait d'un jugement qui « témoigne du respect des obligations internationales des États-Unis ».

Il n'est pas sûr que le ministère de la justice fasse appel de la décision du magistrat. Certes, elle est jugée contestable et même dangereuse dans la mesure où la priorité donnée à la loi internationale sur une législa-

tion nationale antiterroriste risque d'encourager l'action des groupes extrémistes. Mais politiquement, la décision sort d'embaras le gouvernement. La controverse juridique lui avait donné un bon prétexte pour retarder la fermeture des bureaux de l'OLP.

Le département d'État envisageait mal de s'aliéner la majorité des Nations unies, et particulièrement les États arabes modérés. D'autre part, les récentes déclarations d'Abou Charif, proche collaborateur de M. Yasser Arafat, entraient en ligne de compte. Certes, le dialogue est existant tant que cette organisation n'aura pas reconnu explicitement l'existence d'Israël. Mais on espère toujours qu'une discussion multilatérale avec la participation de l'OLP pourra s'engager pour tenter de trouver une solution au problème palestinien.

Dans ce contexte, on pense que la fermeture des bureaux de l'organisation à New-York aurait sensiblement compliqué la relance de la diplomatie américaine au Proche-Orient. Bref, l'OLP n'est pas considérée exclusivement comme une « organisation terroriste et une menace pour les intérêts des États-Unis », comme le spécifie la loi de 1987. Finalement, dans l'optique officielle, la décision du juge Palmieri intervient à un moment très opportun.

HENRI PIERRE.

### « La Querelle des jardiniers et du gouverneur militaire »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Des soldats israéliens ont tué, le mercredi 29 juin, un Palestinien de quinze ans en Cisjordanie lors d'incidents ayant éclaté à la suite d'un incendie allumé, selon des sources palestiniennes, par les colons juifs. Les habitants du village de Tallin luttèrent depuis trois heures contre le feu dans une oliveraie, sous le regard de colons et de soldats qui se tenaient à distance. La colère des villageois a alors éclaté, des pierres ont été lancées et les soldats ont ouvert le feu, tuant Ibrahim Ghassan Aranki d'une balle dans le ventre.

L'histoire pourrait s'appeler la Querelle des jardiniers et du gouverneur militaire. Au-delà de son aspect Clochemerle, c'est l'histoire d'un affrontement moins spectaculaire que la guerre des pierres, mais dont la portée politique n'est peut-être pas moins importante.

Premiers protagonistes, donc, les jardiniers. En fait, il s'agit d'un groupe d'amis d'enfance, une demi-douzaine de bourgeois palestiniens du village de Beit-Sahur (près de Bethléem, en Cisjordanie), partenaires de bridge et amateurs éclairés en matière de jardinage. Le chef de file est M. Jad Isaac, le quarantenaire, diplômé en biologie végétale d'une université américaine et ancien doyen du département « sciences » de la faculté de Bethléem.

Partant du principe que « le jardinage c'est bon pour le moral et pour l'écologie », M. Isaac et ses amis ont commencé, en mars, à vendre graines et semences à leurs voisins. L'activité ne dépassait pas les bornes du village.

#### Court-circuits l'Administration

Il s'échappaient dans les environs ou même en Israël et revendaient à Beit-Sahur. « Ça a commencé comme ça, et nous avons demandé à l'administration s'il n'y avait rien d'illégal à notre activité », explique M. Isaac. « Le sabbat a été très rapide, poursuit-il ; nous avons dû louer un champ et une cabane pour entreposer nos graines. Au bout d'un moment, nous nous sommes retrouvés non plus seulement à vendre, mais aussi à conseiller nos clients sur l'emploi des fertilisants, des pesticides et sur les méthodes d'irrigation nécessaires à la culture des concombrs, des radis et du persil, toujours à l'échelle du potager familial. »

En plein soulèvement, on pouvait penser que c'était là une entreprise de nature à permettre aux familles de faire face à toutes sortes de difficultés matérielles dues à la grave des commerces ou au fait que nombre de Palestiniens des territoires avaient cessé d'aller travailler en Israël. C'était donc, indirectement, apporter son soutien au soulèvement, en facilitant la pour-

suite en apprenant aux villageois de Beit-Sahur à être moins dépendants d'Israël de la plan économique.

Mais là n'était pas l'essentiel. Ce qui a paru subversif aux autorités - et elles en conviennent - c'est la constitution de cette « structure alternative de conseil » se substituant à l'administration territoriale en matière de « politique » agricole (même au niveau du potager...). L'importance de l'affaire était politique, symbolique et économique ; elle résidait dans cette volonté de se passer de l'administration territoriale, de la court-circuiter.

#### « Structures parallèles »

« Ils encourageaient la population à se détacher de l'administration territoriale », dira un responsable israélien ; ils participaient à ce combat pour la mise en place de « structures parallèles » dans les territoires, qui est un des aspects du soulèvement que le gouvernement n'entend pas tolérer.

On a ainsi accusé les Cisjordaniens de Beit-Sahur - qui n'en demandaient pas tant - d'avoir formé un « comité populaire » - un comité populaire d'horticulteurs, s'entend, et dont les dangereuses activités devaient impérativement cesser, même si aucun texte de loi ne les prohibait. Ce fut le début d'une campagne de pressions menées par le gouverneur militaire de la région.

Le 17 mai, à 4 h 30 du matin, l'armée envahit la maison du chef des « jardiniers ». Sans mandat d'arrêt, les soldats conduisent M. Isaac au gouverneur, où il restera en cellule jusqu'à 0 h 30 : « Vous êtes libre », lui dit-on alors sans la moindre explication. Le 1<sup>er</sup> juin, nouvelle interpellation et nouvelle garde-à-vue durant la journée. Le téléphone du chef des « jardiniers » est coupé, sa maison placée sous surveillance militaire. La nuit, raconte-t-il, « les soldats faisaient hurler les moteurs de leurs véhicules devant la maison ; ils nous interpellent avec un haut-parleur, puis braquent les phares sur nos chambres ».

Après plusieurs jours de ce régime, M. Isaac a craqué. À la mi-juin, le comité populaire des horticulteurs cesse ses activités. Une esquisse de gestion autonome de leurs propres affaires par les Palestiniens a été cassée ; l'administration territoriale a réaffirmé que rien ne se fait sans elle, surtout dans le domaine du jardinage. « Je n'ai gagné », dit Jad Isaac, « j'en conserve une grande amertume tant cette entreprise nous avait passionnés ».

Les Palestiniens auront tiré eux-mêmes la leçon de cette histoire. Chaque fois qu'une initiative locale met en avant certains d'entre eux, le gouvernement israélien n'a d'autre préoccupation que de les neutraliser et, sans craindre la contradiction, se plaint ensuite amèrement de ne pas avoir d'interlocuteurs dans les territoires...

ALAIN FRACHON.

### Six propositions

Les propositions avancées par M. Abou Charif peuvent se résumer ainsi :

● Les objectifs d'Israël, comme ceux du peuple palestinien, sont une paix durable et la sécurité.

● Les moyens par lesquels les Israéliens désirent assurer une paix durable et la sécurité sont des conversations directes qui empêchent toute partie extrémiste d'opposer un veto à un règlement. Les Palestiniens sont d'accord.

● L'OLP accepte les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce qui l'empêche de dire sans réserve n'est pas ce qui est dans les résolutions, mais ce qui n'y est pas. Celles-ci ne comportent aucune mention des droits nationaux du peuple palestinien.

● S'il existe une crainte qu'un État palestinien puisse constituer une menace pour son voisin, les Palestiniens seraient ouverts à l'idée d'une brève période transitoire, mutuellement acceptée, pendant laquelle un mandat international serait imposé aux territoires occupés.

● Les Palestiniens acceptent des garanties internationales pour la sécurité de tous les États de la région, y compris la Palestine et Israël. C'est pourquoi ils demandent que les conversations bilatérales avec Israël soient conduites dans le cadre d'une conférence internationale sous les auspices de l'ONU.

● Les Palestiniens sont prêts à accepter le déploiement d'une force-tampon de l'ONU sur la côte palestinienne de la frontière israélo-palestinienne, dans le but d'assurer la sécurité de leur État et celle de leur voisin.

nombre de traces du nouveau réalisme soviétique, d'autant mieux acceptés par l'OLP que le soulèvement dans les territoires occupés a donné aux dirigeants palestiniens une nouvelle assurance.

Les propos réitérés sur la prise en compte de la sécurité d'Israël et les propositions nouvelles faites en ce sens, l'affirmation qu'aucune partie extérieure ne doit être en droit d'imposer ou de refuser une solution - sous-entendu dans le cadre d'une conférence internationale, - le rappel que « la raison d'être » de l'OLP n'est pas la destruction de l'État d'Israël, sont autant de signes répondant aux vœux exprimés par M. Gorbatchev.

Même si M. Bassam Abou Charif s'en défend, il ne fait pas de doute que ce texte se voulait d'abord un appel du pied à Washington pour l'ouverture d'un dialogue direct avec l'OLP. La réaction du Département d'État, qui a jugé ce texte « cons-

subject des propositions de l'OLP, ne laisse toutefois pas augurer de changement, côté américain.

M. Bush a en effet estimé que ce texte ne permettait pas aux États-Unis de modifier leur position à l'égard de la centrale palestinienne. « L'OLP, a-t-il affirmé, doit non seulement accepter clairement les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, qui reconnaissent le droit d'Israël à l'existence, mais aussi renoncer au terrorisme et à l'article de sa charte fondamentale préconisant la destruction d'Israël. » « Je sais, a-t-il insisté, que Yasser Arafat est soumis à des pressions à l'intérieur de l'OLP, et nous devons, d'une certaine manière, y être sensibles. Mais les États-Unis ne changeront pas leur approche à l'égard de l'OLP tant que celle-ci n'aura pas d'abord modifié sa position politique. »

Les violentes critiques adressées mardi par Abou Iyad, numéro deux

### Caricatures arabes à Paris

#### Même si le dessin n'est pas ressemblant...

Une caricature dénonçant d'une manière générale les dictatures dans le monde a suscité des remous dans la communauté diplomatique et intellectuelle arabe de Paris et a débouché entre l'ambassade d'Irak en France et l'Institut du monde arabe (IMA) sur une épreuve de force qui a failli perturber le déroulement de la première exposition tenue à Paris sur la caricature politique arabe.

L'un des dessins représentant un général barbu de décorations et un mandant porteur d'une assiette vide, dans laquelle le militaire verse des médailles en guise de nourriture, a mis le feu aux poudres. Œuvre d'un Syrien, Ali Farzad, le dessin a été considéré par les représentants de Bagdad comme une « agression caractérisée » contre l'Irak. M. Abdelrazzak El-Hachimi, a réclamar son retrait.

Pour les Irakiens la caricature du général dessiné ne pouvait être que celle du président Saddam Hussein, alors que le portrait ne présente aucune simi-

tude avec lui. Au bout d'une semaine de tractations, l'ambassadeur d'Irak n'en démordait pas : ou l'œuvre était retirée ou il en tirait les conséquences quant à la participation de l'Irak au fonctionnement de l'IMA.

Mercredi 29 juin, en signe de protestation, ordre était donné à l'IMA, par des exposants, de retirer « l'objet du délit », mais peu après le personnel de l'Institut esquissait un mouvement de grève et occupait la salle où se déroulait l'exposition. Jeudi matin, cependant, l'IMA fonctionnait normalement après que son président, M. Paul Carton, ait publié un communiqué indiquant : « L'exposition sur la caricature arabe se poursuit comme prévu et dans son intégralité jusqu'au 4 septembre. »

On attend maintenant les éventuelles réactions irakiennes. (Lire page 23 l'article de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz sur les expositions arabo-islamiques visibles actuellement à Paris.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télex MONDPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Centre de la société : deux ans à compter du 10 décembre 1984.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M.M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woutas.

Rédacteur en chef : Daniel Vermet.

Corédacteur en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS PAR MINTEL 36-15 - Tapex LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composés 36-15 - Tapex LEMONDE

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois   
6 mois   
9 mois   
1 an

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

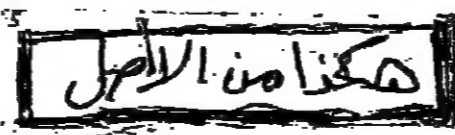
\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_



# Asie

## CORÉE DU SUD

### La réunification au cœur du nouveau débat politique

SÉOUL  
de notre envoyé spécial

Depuis la reprise des manifestations étudiantes dans la capitale sud-coréenne, les passants ont ressenti leurs masques à gaz. Les journalistes des grandes agences internationales employées généralement par les forces de l'ordre et les éclats de verre laissés par les cocktails Molotov témoignent du nouveau de violence dans le campus après plusieurs mois d'un calme relatif.

Mais cette fois, le mouvement ne rassemble plus qu'une minorité de radicaux - estimée par des politologues de Séoul entre dix mille et quarante mille sur un million - ayant la sympathie du tiers ou du quart des étudiants. De plus, l'appui que leur apportait la population lorsqu'ils défilèrent les tenants du régime militaire il y a un an s'est fortement réduit.

Après les élections présidentielle et législatives, les slogans en faveur du rétablissement de la démocratie ne font plus recette, pas plus que ce propos d'un dirigeant étudiant de Kwangju pour lequel la seule différence entre l'ancien dictateur Chun Doo Hwan et son successeur, le président Roh Tae Woo, serait que « le premier est chauve, l'autre non ».

Les militants ont donc adopté deux thèmes de lutte plus populaires : l'anti-américanisme et la réunification d'une péninsule coupée en deux depuis la guerre de Corée, qui débuta le 25 juin 1950. Xénophobes par tradition, les Coréens ne semblent guère porter dans leur cœur, ces jours-ci, l'allié américain dont quarante-trois mille soldats protègent la 38<sup>e</sup> parallèle. Ils lui reprochent, péle-mêle, son protectionnisme économique, son « arrogance » et, chez les opposants, d'avoir soutenu les dictatures militaires, voire d'être responsable de la division du pays.

#### Les tabous tombent

Le gouvernement, par la bouche de son ministre adjoint aux affaires étrangères, M. Kim Jong Kyu, minimise la gravité du problème, et le ministre de la défense affirme que Séoul a besoin d'un « parapluie » américain jusqu'au début du prochain printemps. Mais les pressions de Washington pour obtenir une plus grande contribution à l'entretien de ses GI et l'accès au marché coréen pour ses cigarettes et sa viande de bœuf ont brisé une opinion très nationaliste (1). D'autant que, pour la première fois depuis la guerre, les Coréens peuvent discuter librement de la réunification, devenue le sujet de toutes les conversations.

Les tabous tombent les uns après les autres : un universitaire s'est prononcé en faveur de la légalisation d'un PC sud-coréen au cours d'un colloque organisé par le Parti de la démocratie et de la justice du président Roh. Le secrétaire général de ce même parti, l'ex-général Park Jun Byung, qui n'a pas la réputation d'un libéral, a suggéré devant nous la diffusion de plus d'informations sur le régime du maréchal Kim Il

Sung et la création de « chaires d'études nord-coréennes ».

Malgré tout, « nous avons été pris par surprise par le mouvement de contacts directs avec le Nord, reconnaît M. Hyun Nong Joo, ministre des affaires législatives. Ce que des universitaires et des journalistes appellent l'« indécision » ou « l'immobilisme » du pouvoir a laissé le champ libre aux étudiants. Le président Roh a réagi aux manifestations en proclamant sa compréhension pour les aspirations de la jeunesse, tout en affirmant qu'il fallait laisser au seul gouvernement le soin d'organiser des rencontres entre Coréens du Sud et du Nord.

#### Déclaration commune des « trois Kim »

On peut comprendre que Séoul entende se prémunir contre les réactions de Pyongyang : les 115 morts dans l'explosion de l'avion de Korean Air en novembre dernier justifient cette prudence. « Il faut persuader les étudiants de notre bonne foi en faisant des pas concrets », dit M. Hyun, tout en admettant qu'« il est compréhensible que les étudiants doutent de notre sincérité ».

L'opposition en doute également, même si ses chefs - les « trois Kim » - ont publié une déclaration commune demandant aux étudiants d'annuler la marche qu'ils avaient voulu programmer le 10 juin sur Panmunjon pour rencontrer leurs camarades du Nord. Cette marche a été repoussée au 15 août, jour de la fête nationale.

Soucieux de satisfaire son opinion publique et d'assurer le bon déroulement des Jeux olympiques, qui s'ouvrent à Séoul le 1<sup>er</sup> septembre, M. Roh paraît décidé à reprendre l'initiative. Il a lancé une offensive sous azimuts, passant outre aux réticences de certains conservateurs et militaires vivant toujours à l'heure de la « guerre froide ».

Confiant dans sa supériorité économique écrasante sur le Nord, sûr de la consécration diplomatique apportée par des JO boycottés par Pyongyang, aurole de son label tout frais de régime démocratique, la Corée du Sud est en train de perdre ce complexe d'infériorité qu'elle traîne depuis des lustres face au régime du vieux maréchal Kim Il Sung.

Pour neutraliser les principaux soutiens de Pyongyang, le président Roh multiplie les gestes en direction de Moscou et de Pékin. Si l'établissement de relations diplomatiques demeure exclu, des « missions commerciales » chinoise et soviétique pourraient s'ouvrir à Séoul après les Jeux olympiques.

Déjà le commerce sino-sud-coréen est de plus de deux fois supérieur à celui entre Pékin et Pyongyang (le Monde du 25 mai). Séoul compte qu'il en sera bientôt de même avec le bloc soviétique, ce qui contribuerait à isoler encore plus le Nord. Mieux encore, les deux « grands frères », désireux d'enregistrer en paix leurs médailles, ont mis Pyongyang en garde contre toute tentation de créer des troubles pendant les JO.

Par ailleurs, nous avons appris de bonne source que les Chinois avaient

clairement dit à leurs alliés : nous ne vous soutiendrons que si vous êtes attaqués, mais en aucun cas si vous êtes l'agresseur.

Le 7 juin, le ministre sud-coréen des affaires étrangères, M. Choi Kwang Soo, s'est déclaré prêt à rencontrer son homologue nordiste « n'importe quand, n'importe où » pour discuter de la participation de Pyongyang aux JO et des moyens de réduire la tension dans la péninsule.

Le 10, à la tribune des Nations unies, il a proposé un plan en trois points pour le désarmement de la Corée et offert au Nord de signer un pacte de non-agression.

Sur le plan intérieur, le gouvernement tente d'associer l'opposition et les étudiants à sa stratégie, ou du moins de contrôler leurs initiatives. Les « trois Kim » ont ainsi reçu leur premier « briefing » sur les questions de sécurité. Mais les rivalités politiques, le manque de coordination et de dynamisme de l'administration, l'impatience des étudiants radicaux ou les déclarations provocantes de certains conservateurs ne facilitent guère ce processus.

Pour les Nord-Coréens, la prise de distance de la part d'alliés de toujours est d'autant plus dommageable que leur armée ne semble plus guère en mesure de soutenir un conflit prolongé avec une machine militaire américaine qui ne cesse de se renforcer. La faiblesse de sa population - 20 millions contre 40 millions - et le retard de son économie face au « miracle » sudiste paraissent avoir rendu Pyongyang incapable d'autre chose que d'une opération éclair désemparée, d'actes terroristes ou de commando.

#### Contacts secrets

Tout cela explique peut-être la discrète visite qu'aurait effectuée en mai à Séoul, malgré les démentis des deux côtés, une haute personnalité nordiste - sans doute M. Ho Dam, numéro trois du régime - qui aurait proposé à ses interlocuteurs le marché suivant : accordons-nous une aide économique et nous vous laisserons tranquilles pendant les Jeux. On parle d'une somme de 4 milliards, depuis des lustres face au total de la dette extérieure de Pyongyang.

Ces conversations s'inscriraient néanmoins dans une longue série de contacts secrets. Reprenant la balle au bond, des Sud-Coréens suggèrent maintenant que Séoul fasse un geste de bonne volonté envers Pyongyang en remboursant les dettes de cette dernière et incapable d'honorer. Ce qui confirmerait par-dessus le marché avec éclat la supériorité du Sud sur le Nord. « Il faut savoir ce que l'on veut, nous disait le rédacteur en chef d'un quotidien de Séoul. Si la réunification est si bonne, achetez-la, nous en avons les moyens ! »

Pyongyang, qui y perdrait le face et verrait s'évanouir à jamais son rêve de réunifier la Corée sous sa houlette, a d'autres fers au feu. Il est, en effet, troublant d'entendre des alliés de Pyongyang apporter de l'eau au moulin des officiels de Séoul qui affirment que le Nord a

infiltré le mouvement étudiant dans le but de semer le trouble avant et pendant les JO. On ne saurait douter de la sincérité - peut-être naïve - de la grande majorité des étudiants, favorables à une réunification unanimement désirée. Mais certains militants ne cachent plus que leurs prochains objectifs sont les JO, accusés d'être les « diviseurs » de la Corée, et terrain de choix pour « diffuser [leurs] vues sur la réunification » qui rejoignent celles du Nord.

Le compte à rebours jusqu'à l'ouverture des Jeux a commencé. Harcelé par l'opposition, le régime multiplie les mises en garde contre le danger venu du Nord et les risques de déstabilisation. Ayant mis gros sur les JO, il ne peut plus se permettre qu'un grain de sable se glisse dans les rouages. D'où une mobilisation sans précédent des forces de l'ordre qui fait craindre à beaucoup de Coréens, et pas seulement dans l'opposition, qu'une fois les projecteurs éteints ne ressurgissent les vieux démons de l'autoritarisme.

#### PATRICE DE BEER.

(1) Selon un récent sondage organisé par le Dong A Ibo de Séoul, l'Asahi Shinbun de Tokyo et l'Institut Louis-Harris, 51 % des Sud-Coréens n'aime pas les Japonais et 62 % les Américains, contre respectivement 39 % et 30 % il y a quatre ans.

#### AFGHANISTAN : selon l'agence Tass

#### L'URSS a rapatrié vingt mille soldats

Moscou. « L'URSS a retiré environ vingt mille hommes », d'Afghanistan depuis le 15 mai et « il ne reste pas un seul soldat soviétique dans les provinces frontalières avec le Pakistan », a affirmé le mercredi 29 juin, le général Boris Gromov, commandant des troupes soviétiques en Afghanistan, selon un compte rendu de l'agence Tass. Lors d'une conférence de presse tenue au ministère de la défense à Moscou, le général a par ailleurs indiqué que dix militaires soviétiques avaient été tués et quinze blessés depuis le début du retrait. Il a toutefois ajouté que ces pertes n'étaient pas survenues lors des opérations de rapatriement des troupes déployées par l'URSS, mais au cours de « bombardements de garnisons et de diversions ».

L'URSS a ainsi retiré un cinquième de ses soldats engagés en Afghanistan, comme il ressort du chiffre avancé par le général Gromov. Le chef de l'état-major des forces armées soviétiques, le maréchal Sergueï Akhromev, avait, en effet, annoncé le 26 mai que les effectifs des troupes soviétiques, juste avant le 15 mai, étaient de cent mille trois cents hommes. Il avait ajouté que neuf mille cinq cents militaires avaient quitté avant le 26 mai le territoire afghan. Ces données ne correspondent pas à celles auparavant citées par des officiels soviétiques, selon lesquelles un quart du contingent a été retiré. Le général Gromov avait lui-même annoncé, le 14 mai à Kaboul, que l'URSS rapatrierait 25 % de ses troupes avant le 29 mai, date du sommet de Moscou entre M. Gorbatchev et M. Reagan. - (AFP.)

## CHINE

### Une audacieuse série télévisée

#### Comment a-t-on pu en arriver là ?

PÉKIN  
de notre correspondant

Il a fallu douze ans, après la mort de Mao Zedong, pour que la question soit abordée publiquement : où en est la Chine, pays jeté aux orbes des détrocées des idéologies successives dont elle s'affubla depuis un siècle ? Une série télévisée, qui promet d'avoir un retentissement considérable, vient enfin de poser le problème, au cœur de la tragédie chinoise moderne : cette civilisation millénaire n'est peut-être plus autant un stoup qu'un carcan, dont le pays doit se dégarer.

En six parties diffusées à une heure de grande écoute, la soir, l'auteur Xia Jun (vingt-cinq ans, l'âge du tabac pour les réalisateurs chinois), démontre, avec force plans de pauvreté et d'eux boueux et tumultueux, que la géniale culture du fleuve Jaune va à sa perte si les tourbillons ne parviennent pas à se libérer enfin dans la mer. D'où le titre : « Le fleuve tari ». L'allégorie est résumée dans une adresse aux intel-

lectuels : « L'espoir de la Chine réside dans le reste du monde. »

Le plus frappant dans cette œuvre, qui se veut électrochoc salutaire, est la tonalité nationaliste qui s'en dégage. La question du socialisme n'est pas abordée, le film ne fait que demander : comment la Chine a pu en arriver à son présent état de misère ? L'image de Mao est naturellement associée aux vingt ans de déesses qui ont clôturé son règne.

Le programme conclut même sur un étonnant rapprochement de trois femmes, présentes comme responsables de l'isolement de la Chine : l'impératrice Ci Xi (Tse-Hi), la célèbre M<sup>me</sup> Song Mei-ling, épouse de Tchiang Kai-shek, et M<sup>me</sup> Jiang Qing, l'épouse de la révolution maoïste. Le défunt généralissime nationaliste, lui, a droit au titre de « Monsieur », parfaitement incongru quand on se souvient des insultes qu'accompagnait son nom il y a pas si longtemps. Ce n'est plus un courant d'air qui souffle sur la Chine, c'est une bourrasque.

FRANCIS DERON.

### Deux condamnations à mort pour l'assassinat d'un étudiant

Deux personnes ont été condamnées à mort, dont l'une avec sursis, le mercredi 29 juin, par un tribunal de Pékin pour le meurtre d'un étudiant. Wang Jian, vingt-six ans, et Ha Emming, dix-huit ans, ont été reconnus coupables de « meurtre prémédité » et de « hooliganisme ». Trois complices, dont une femme, ont été condamnés à des peines de prison. L'assassinat de l'étudiant avait été à l'origine de manifestations, le 1<sup>er</sup> juin, à Pékin.

Par ailleurs, les autorités chinoises ont démenté que trois paysans aient trouvé la mort au cours d'affrontements avec la police, le 21 juin (le Monde du 30 juin). Elles ont cependant confirmé l'incident, qui n'a pas été rapporté par la presse locale. La cause de ces heurts est le déversement de déchets toxiques par l'usine pétrochimique de Yanshan dans un réservoir servant à la fois à la consommation et à l'irrigation. Ces déchets menacent à la fois la santé des paysans - qui se plaignent de troubles respiratoires - et leurs cultures maraichères, qui alimentent la capitale. Il s'agit des heurts les plus violents entre paysans et policiers depuis deux ans. - (UPI, AP.)

## PAKISTAN : chef de file de l'opposition

### Benazir Bhutto prise de vitesse par les initiatives du président Zia Ul Haq

L'instauration de la loi islamique au Pakistan a provoqué de vives réactions de la part d'organisations féminines. Des centaines de femmes ont manifesté contre la charia à Karachi et à Lahore. Le ministre de la justice a cependant assuré que l'application de la loi islamique n'empêcherait pas les femmes d'accéder à des postes de responsabilité dans un pays où la principale figure de l'opposition est une femme, M<sup>me</sup> Benazir Bhutto.

KARACHI  
de notre envoyé spécial

Tout en devisant, Benazir Bhutto étale un miel onctueux sur un toast. Un serveur s'approche pour déposer sur une table roulante une autre théière bouillante. Au plafond, des ventilateurs brassent lentement un air moite.

Parfois la fille d'Ali Bhutto, le « martyr » pendu par l'actuel président Zia Ul Haq, s'interrompt pour répondre brièvement à l'une de ses secrétaires venue lui annoncer un énième solliciteur. Elle remonte une nouvelle fois son voile sur ses cheveux désormais coupés à la garçonne puis, d'un geste volontaire, elle insiste : « Bien sûr que Zia Ul Haq est l'homme le plus impopulaire de tout le continent ; vous en doutez ? » C'est dit comme toujours sans acrimonie, avec ce sourire et ce charme qui sont ses principaux atouts, ce qu'elle ignore pas...

Pour le reste, Benazir Bhutto, depuis décembre dernier M<sup>me</sup> Zardari, utilise largement l'image du père ». A la porte de cette grosse villa sans grâce et étroitement protégée située à Clifton, un quartier résidentiel de Karachi, la plaque de l'ancien président du Pakistan est restée en place. Dans le salon où le chef de file de l'opposition pakistanaise tient audience, rien ne paraît avoir été dérangé depuis la mort d'Ali Bhutto. Le premier ministre en devient étrangement omniprésent, incontournable, d'autant qu'il est une référence permanente dans le discours de sa fille, son souvenir étant, à lui seul, tout un programme politique.

« Dérive pro-américaine »

Benazir a-t-elle dilapidé l'héritage paternel ? Plusieurs cadres de son parti, le PPP (Parti du peuple pakistanaise) le pensent, prenant prétexte du faible score réalisé lors des élections locales de novembre dernier (moins de 20 % des suffrages, y compris dans le Sind, le fief de la famille Bhutto) et dénonçant ce qu'ils appellent une « dérive pro-américaine » de la part de la fille de celui qui fut le promoteur d'une sorte de « populisme socialiste » à la pakistanaise.

Celle à qui l'on reproche d'être aussi autoritaire que son père est également l'héritière de son charisme. Si des élections générales ont lieu, le PPP et sa présidente joueront leur va-tout. L'hypothèque vient d'être levée avec la décision de la Cour suprême d'annuler une disposi-

tion qui prévoyait que les partis n'ayant pas déposé leurs statuts après la levée de la loi martiale (c'était le cas du PPP) ne pouvaient prendre part à des élections. Légèrement agacés d'entendre ou de lire que son influence au sein du parti n'est plus tout à fait ce qu'elle était (« qu'ils le prouvent ! » dit-elle, Benazir Bhutto se montre d'un optimisme à toute épreuve. « Si les élections sont organisées sur la base des partis, et de façon impartiale, dit-elle, nous les gagnerons sans aucun doute ».

Les Jeux, pour autant, ne sont pas faits. La Ligue musulmane, bien que divisée en de nombreuses chapelles, reste le parti au pouvoir, avec tout ce que cela suppose d'appui. Le président Zia a, en outre commencé à reprendre les choses en main : le nouveau chef-ministre de la province du Nord-Ouest, un ancien général, est devenu membre de la Ligue musulmane le 15 juin. Le 22, il en était élu président « unanimement » pour toute la province...

Dans le Pendjab, qui représente 57 % de la population, M. Nawaz Sharif cumule les fonctions de chef-ministre et de président de la Ligue musulmane. Les deux autres provinces du Pakistan, le Sind et le Balouchistan, n'ont toujours pas d'exécutif local, mais il y a aussi la Ligue musulmane va être l'objet de toutes les attentions du général Zia.

Le président de la Ligue, l'ancien premier ministre, M. Junejo, a beau affirmer qu'il ne laissera pas « pirater » son parti, c'est exactement ce qui est en train de se produire. Déjà le général Zia a envoyé son conseiller politique, l'ancien général Mohammad Asghar, à Karachi pour rencontrer M. Junejo et tenter de reprendre le fil d'un dialogue brutalement interrompu. Benazir Bhutto, de son côté, entretient des « contacts » avec l'ancien premier ministre.

Le PPP est le parti dominant d'une alliance regroupant une dizaine de formations politiques de l'opposition, le (MRD) Mouvement pour la restauration de la démocratie, qui assure de toute urgence de retrouver unité et crédibilité. L'opposition, de toute façon, éprouvera bien des difficultés à se démarquer du parti au pouvoir dès lors que la campagne électorale doit être centrée sur le thème de l'islamisation. Benazir Bhutto, comme la plupart des opposants sans liens avec les partis islamiques fondamentalistes, est persuadée que les Pakistanais, dans leur ensemble, ne demandent pas cette islamisation que veut à tout prix leur offrir leur président. Selon elle, le général Zia, souvent présenté comme un musulman très pratiquant, est surtout « une acteur », l'islamisation visant à « embrouiller » les gens et à retarder le retour à un processus démocratique.

L'opposition craint que le général Zia ne court-circuite les élections en rééditant le procédé de 1984 : un référendum sur l'islamisation du pays, les réponses - évidemment positives - ayant valeur de plébiscite. Dans ce cas, à quoi bon s'embarrasser d'élections « à l'occidentale » qui n'ont pas court dans un Etat islamique ?

LAURENT ZECCHINI.

LE LIVRE DONT TOUT LE MONDE PARLE

Fiction & Cie  
Alina Reyes  
Le Boucher  
roman / Séoul

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche 45 F

Editions du Seuil

occupés

relle des jardiniers verneur militaire

Structures parallèles

ALAIN TRAMON

BULLETIN ABONNEMENT

DI. NET. C. HOINS

Télévisé

6 mois

1 an

# Europe

Les débats à la conférence de Moscou

## Les conservateurs du Parti communiste se drapent dans la « glasnost »

MOSCOU de notre correspondant

Il se passe, à la conférence du Parti soviétique, une chose encore jamais vue. Non seulement, on y exprime des opinions et points de vue divers et souvent totalement divergents, mais on y voit aussi une salle se chercher, pencher d'un extrême à l'autre au gré des interventions, couper la parole à un conservateur à force de l'applaudir et applaudir aussi à trop rompre les attaques contre la trop grande liberté que manifesterait aujourd'hui la presse.

Dans les interventions de la tribune, le conservatisme domine, même s'il se drapé le plus souvent non seulement dans la « perestroïka », mais aussi dans la « glasnost » qu'il faut défendre, air bien connu, contre les excès qui le menacent. Mais cette salle dans son ensemble ? Ces cinq mille délégués qui hurlent de rire et applaudissent frénétiquement — comme dans un cabaret politique, — ce directeur d'usine réformateur qui dénonce le « cretinisme » du système de production soviétique, appelle à lutter contre la bureaucratie en « tuant les bureaucraties » et compare les ministres industriels à de gros matous qu'il n'y a pas de raison de nourrir se sentent même pas à attraper les souris ?

Cette salle, que pense-t-elle au fond ? Personne ne pourrait vraiment le supporter aujourd'hui ni même vendredi, quand on sera passé au vote des résolutions, car si la base a maintenant son mot à dire ce n'est pas déjà elle qui décide — et cela bien qu'il s'agisse, en fait, de la base de l'appareil. Pour les choses vraiment sérieuses, c'est toujours haut, à la direction, qu'on marchandait et s'entend après avoir testé les rapports de force.

Ce qui se passe est en réalité simple : si l'on excepte quelques irréductibles, chacun, dans cette conférence sait bien que l'URSS ne peut se passer de réformes si elle veut « rester », comme dit M. Sakharov, un grand pays ». Mais dans le même temps, le changement fait peur car le bouillonnement de certaines rasant, oblige à penser par soi-même, menace, en un mot, un confort matériel et plus généralement encore, intellectuel.

A été de tous ceux qui embrassent les réformes pour mieux les étouffer, la majorité ne sait donc pas trop à quel saint se vouer. Dans une telle situation, le secrétaire général a tout l'avantage de l'autorité de sa fon-

tion mais les dirigeants conservateurs — au prix d'un minimum d'habileté — jouent aussi sur du veulou.

Cela s'est bien vu quand M. Gorbatchev s'est senti obligé de déclarer qu'un « nouveau groupe » (les réformateurs) ne devait pas prétendre au monopole sur la presse qu'avait, hier, les conservateurs. Cette phrase répondait à un sentiment dominant de la salle, mais dans le même temps, M. Gorbatchev a très vigoureusement plaidé pour la transparence : « Si nous renoncions à aller de l'avant dans le processus de développement de la Glasnost, de la critique et de l'auto-critique, ce serait la fin de la Perestroïka », a-t-il notamment dit en approuvant chaleureusement une intervention très radicale, d'un célèbre acteur, Mikhaïl Oulianov, dont l'intervention a beaucoup marqué la journée.

« Aujourd'hui, a-t-il déclaré, nous sentons le souffle de l'histoire (...) car nous sommes vraiment à un tournant : ce sera soit le dictat de l'appareil avec toutes ses conséquences, soit le pouvoir du peuple ou dominera la loi et non pas l'arbitraire. » Lorsqu'il a évoqué le plus connu des articles jamais publiés dans la presse soviétique — le manifeste conservateur signé, en mars dernier, par M<sup>me</sup> Andreeva, M. Gorbatchev l'a interrompu à nouveau pour annoncer qu'elle a adressé une lettre à la Conférence par laquelle elle persiste et signe et que cette lettre sera lue.

### La crainte du désordre

« Vous voyez bien, rétorque M. Oulianov qui est un ami personnel du secrétaire général, ce n'est pas d'elle qu'il s'agit en fait, le problème c'est que nous ayons été effrayés par son article. C'est cela qui est terrible », ajoute-t-il et la salle — la même salle que la liberté de la presse irrite tant — applaudit. Dans l'esprit au moins de ces délégués, il n'y a pas place pour l'abolition du stalinisme à laquelle M<sup>me</sup> Andreeva est désormais identifiée, mais il y a une formidable place pour la crainte du désordre.

Entre beaucoup d'autres, une intervention montre bien l'ambiguïté de la situation, celle de M. Bakazine, premier secrétaire de la région de Krasnoyarsk. Il est totalement d'accord, dit-il, avec le constat fait par M. Gorbatchev en déclarant que l'application de la réforme économique était trop lente et que les « entreprises n'avaient pas été dégo-

gées de la tutelle du centre ». Il faut, dit-il avec beaucoup de passion, que la conférence prenne des décisions à ce sujet, et que ce soit « l'objectif principal », car aucune réforme électorale ne pourra donner « tout le pouvoir » aux Soviets des républiques, des régions et des villes tant que les industries ne dépendront pas d'eux, mais des ministères de Moscou.

Il est absolument partisan aussi, comme M. Gorbatchev, de procéder à une vérification des cartes. Mais qu'on ne lui parle pas (applaudissements) de « tous ces jolis mots » sur le « parti de la restructuration », le « parti des sans-partis » — bref, sur le Mouvement patriotique national dont M. Gorbatchev avait appelé à débattre des « formes d'activité ». Un demi-réformateur ?

### Partie d'échecs historique

Il ne se sait probablement pas lui-même, mais à côté de M. Smirnov, « ajusteur dans une usine d'équipements radio de Leningrad », il pourrait, à priori, passer pour un radical. Pour M. Smirnov, en effet, il n'est pas question de procéder à une vérification des cartes avant le prochain congrès et il ne faudrait pas que la démission des fonctions du Parti et de l'Etat et la restauration des pouvoirs des Soviets en fassent « l'anjeu d'une bataille politique ».

Il ne faudrait pas qu'on laisse triompher ce slogan déjà « subrepticement » murmuré « Pour les Soviets, sans communistes ! », ajoute-t-il, mais voilà que ce même M. Smirnov sera le seul délégué à s'être prononcé de la tribune, mercredi, en faveur de l'érection d'un monument aux victimes de Staline. Ce mémorial, a-t-il dit, « servira la cause de l'approfondissement et du développement des principes démocratiques dans notre société ».

Il y a des conservateurs et il y a des réformateurs qui avancent leurs pions dans une partie d'échecs tout ce qu'il y a de plus historique en effet et il y a surtout, dans la majorité des sites, un conservateur et un réformateur qui s'opposent. Comme la Perestroïka, l'évolution des esprits est un processus complexe et à bien des égards mystérieux tant la sociologie et l'histoire sociale de l'URSS restent à étudier.

Houement, il y a aussi des délégués dont les choix sont parfaitement clairs, comme M. Karpov, le président de l'Union des écrivains. C'est le prototype du conservateur masqué et mal masqué qui soutient

les « merveilleuses idées » de M. Gorbatchev et part au baladozer contre le mauvais usage de la Glasnost, la volonté de noircir toute l'histoire soviétique et cette lutte contre la bureaucratie qui fait de tout diriger un bureaucrate. Et il est applaudi quand il demande « toute la vérité [sur l'histoire] et pas seulement la vérité amère, une vérité mobilisatrice qui rende l'homme fort [et] ne biffe pas d'une croix noire tout notre passé » : applaudi quand il en appelle aux sections de propagande du comité central pour que la « glasnost » soit « plus fermement dirigée » : applaudi encore quand il s'écrie : « Il suffit qu'on t'ait nommé hier et ça y est, tu es déjà un bureaucrate », et poursuit : « Rappelez-vous les années 30 : il a un chapeau ! Il a une cravate ! » [car] c'est un peu la même chose aujourd'hui : il a une voiture ! Il a un fauteuil ! »

Fascinant moment car on voit bien là comment pratiquement tout le monde meurt de peur du stalinisme et comme tant de bureaucraties adoptent le brejevisme — le stalinisme sans terreur de masse, sans cette erreur qui les menaçait eux aussi — et pas seulement ces horribles dissidents.

Les premiers secrétaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan (anciens condisciples et amis de l'école du Parti) ont évité de s'opposer directement sur la question du Haut-Karabakh et préfèrent communiquer dans la dénonciation des méfaits de leurs prédécesseurs.

On a même vu la salle ne pas accepter la composition de deux commissions que proposait la tribune. Il y a débat, il y a confrontation mais la discussion n'est pas forcément l'antichambre de la démocratie. Elle y fait seulement prendre goût.

BERNARD GUETTA.

GRANDE-BRETAGNE : projet de loi sur les secrets officiels. — Le gouvernement britannique a publié, le mercredi 29 juin, un projet de loi très attendu sur les secrets officiels qui vise à supprimer le caractère « entrappe-tout » de l'actuelle législation. Il prévoit en revanche que la divulgation d'informations touchant à la sécurité nationale par des agents des services secrets donnera lieu automatiquement à des poursuites. Ce projet de loi fait suite à la longue bataille juridique pour empêcher la publication de Spycatcher, un livre écrit par un ancien agent du contre-espionnage. — (AFP.)

## HONGRIE

### M. Pozsgay, chef des réformateurs, entre au gouvernement

Le chef de file des réformateurs au sein du Parti communiste hongrois, M. Imre Pozsgay, a été nommé ministre d'Etat, un poste nouvellement créé, au cours de la première séance de la session du Parlement, le mercredi 29 juin, à Budapest.

Entré au bureau politique à l'issue de la conférence du parti de mai dernier, qui avait précédé le remplacement de M. Janos Kadar par M. Karoly Grosz à la tête du PC, M. Pozsgay, cinquante-deux ans, a indiqué que sa nouvelle tâche était de « renforcer les contacts entre le législatif et l'exécutif ». Il devrait en fait décharger d'une partie de son travail M. Grosz, qui cumule depuis mai le poste de secrétaire général du parti et celui de premier ministre. Le poste de ministre d'Etat pourrait être un tremplin vers celui de chef de gouvernement, estiment certains à Budapest.

Le Parlement a, comme prévu, élu à la tête de l'Etat (poste essentiellement honorifique) M. Bruno Straub, biochimiste de renom, soixante-quatre ans, non membre du Parti communiste, il succède à M. Karoly Nemeth, un vieux compagnon de M. Kadar qui avait perdu son poste au bureau politique le mois dernier.

M. Kaimar Kulcsar, secrétaire général adjoint de l'Académie des sciences, a été élu ministre de la justice, en remplacement de M. Imre Markoza, et M. Tibor Czibere, professeur à l'université technique de Miskolc, ministre de l'éducation et de la culture, en remplacement de M. Bela Koepeczi.

Toutes ces nominations ont été soumises au Parlement après avoir été décidées la semaine dernière par le comité central du parti.

Pour la première fois retransmis en direct à la télévision, les débats de cette première séance ont été empreints d'une franchise sans précédent dans cette enceinte. Le président du Parlement, M. Istvan Staudinger, candidat unique du comité central, n'a été élu qu'avec 63 % des voix, score exceptionnellement bas pour un pays communiste. L'annonce de sa candidature unique a soulevé de bruyantes protestations de la part de nombreux députés.

Par ailleurs, le vice-président du Parlement hongrois, M. Peter Jancs, a indiqué à la presse que son pays ne réagirait pas à la décision romaine de fermer le consulat de Hongrie à Cluj-Napoca (Transylvanie) et d'en expulser les employés. — (AFP.)

## TURQUIE

### La gauche tentée par la social-démocratie

Le congrès du Parti populiste social-démocrate, principale formation d'opposition de gauche en Turquie, s'est achevé, le lundi 27 juin, à Ankara, par la victoire de la tendance étatiste modernisatrice. Cette victoire ouvre la voie à une évolution de type social-démocrate de la gauche turque et permet au SHP de se présenter comme une véritable solution alternative à l'actuel parti gouvernemental, l'ANAP (conservateur), du premier ministre Turgut Ozal.

ANKARA de notre correspondant

La préparation du congrès du SHP laissait prévoir des affrontements de pesanteur et de tendresse, arguant mal de l'avenir d'un parti qui a regroupé, à partir de sa création en 1983, tous les courants de gauche privés, d'autres forums par le coup d'Etat de 1980. Etatistes modernisateurs, syndicalistes marxistes et nationalistes kurdes vivaient dans une formation que l'ancien dirigeant du PRP M. Bulent Ecevit, ne cessait de dénoncer comme un fourre-tout idéologique, incapable de se transformer en un vrai parti social-démocrate.

Son président, M. Erdal Inom, professeur de physique nucléaire et fils d'Ismet Inom — compagnon

d'armes d'Atatürk et son successeur à la tête de la République — ne semblait pas disposer du charisme nécessaire pour s'imposer. Son autorité morale, le respect qu'inspire sa pondération, nouvelle dans la vie politique du pays, lui ont cependant permis d'être réélu contre son concurrent Ismail Cem à la présidence du parti. Mais des trois listes en présence pour l'élection des quarante-quatre membres du comité central, celle qu'il présentait comme essai de conciliation entre les deux autres a été délaissée au profit des éléments soutenus par M. Deniz Baykal, ancien ministre de M. Ecevit, chef de file des « modernisateurs » étatistes. Au mercredi 29 juin secrétaire général du parti, M. Baykal y déclinera de fait l'essentiel du pouvoir.

Pour cette tendance, l'industrialisation du pays, par une politique planifiée, est un préalable à toute transformation de ses structures sociales. Ses représentants ont désormais la majorité au comité central, où ils disposent de vingt-sept sièges contre dix-sept pour le troisième liste en présence, celle dite du « courant de gauche ». Cette dernière comprenait les dirigeants de la DISK, la confédération syndicale de gauche, dissoute après le coup d'Etat, et les députés qui avaient soutenu le Parlement, en des termes inédits, la « gestion de la minorité kurde ».

MICHEL FARRÈRE.

## La Finlande commande à la France son système de défense aérienne

La Finlande vient de confier à des entreprises françaises, notamment les groupes Thomson-CSF et Matra, la réalisation de son système de défense anti-aérienne à courte portée, contre des offres concurrentes de sociétés britanniques et italiennes en particulier. Le montant de ce contrat n'est précisé ni par le client ni par ses fournisseurs.

Depuis 1948, date à laquelle la Finlande a signé avec l'Union soviétique un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelles, les forces armées finlandaises ont cette particularité, en Europe, de s'approvisionner en matériels militaires auprès des Soviétiques comme des Occidentaux.

L'armée de l'air finlandaise, en particulier, dispose d'avions soviétiques, suédois ou britanniques, de missiles sol-air portatifs soviétiques (du type SAM-7) ou fixes (du type SAM-3) et de radars de construction nationale.

Le ministère finlandais de la défense vient de choisir le groupe Thomson-CSF comme chef de file industriel pour la réalisation de deux programmes majeurs d'armements.

La première commande concerne un système complet de défense aérienne à courte portée reposant sur des missiles sol-air Crotale (de Matra) avec leurs radars d'accompagnement.

### Radars à longue portée

La seconde commande se rapporte à l'acquisition de radars à longue portée (dont le modèle n'est pas indiqué par Thomson-CSF) pour les besoins militaires et de radars secondaires pour les besoins propres à l'aviation civile.

Dans les milieux industriels français, on conserve une grande discrétion sur la nature précise de ce contrat avec la Finlande car le client tient à garder le secret sur cette transaction avec la France en raison de ses relations spéciales avec son voisin.

## Trois F-16 américains s'écrasent en Allemagne fédérale

Trois chasseurs américains, du modèle F-16, se sont écrasés, le mardi 28 juin, en Allemagne fédérale, portant à seize le nombre d'appareils — toutes armées confondues — perdus lors d'accidents en Allemagne de l'Ouest depuis le début de l'année.

Cette série d'accidents a ravivé la vive polémique sur les vols d'entraînement en Allemagne fédérale, où, en plus des appareils de la Luftwaffe, stationnent environ mille cinq cents avions des armées alliées de l'OTAN.

Deux des F-16 se sont heurtés en plein vol : l'un des pilotes a été tué. Le troisième F-16 s'est écrasé dans un bois au cours d'un entraînement en vol de patrouille. Le pilote, qui en avait perdu le contrôle, est sain et sauf.

Depuis 1981, date à laquelle sont entrés en service les F-16 américains en Allemagne fédérale, l'armée de l'air américaine a perdu vingt deux autres avions qu'elle y a entreposés.

## ANGOLA : après l'attaque du barrage de Calneque

### Pretoria menace de se retirer des négociations

Selon un nouveau bilan publié par l'état-major de Pretoria dans la soirée du mercredi 29 juin, les pertes infligées aux Cubains et aux Angolais lors des affrontements dans le secteur du barrage de Calneque s'élevaient à trois cents morts, au lieu de deux cents comme annoncé précédemment (Le Monde du 30 juin).

Le nouveau bilan a été fourni à la presse par le chef des opérations militaires, le général de brigade Pieter Gaggiano. Il n'a toutefois fourni aucune indication quant à l'importance respective des pertes angolaises et cubaines. Il a indiqué que l'attaque du barrage de Calneque avait été menée par quelque six cents fantassins divisés en trois colonnes et appuyés par trente-cinq blindés. Cet assaut terrestre a été accompagné d'un bombardement effectué par douze chasseurs Mig, qui auraient largué de douze à dix huit à bombes sur le barrage et à proximité, a précisé le général.

Par ailleurs, selon la radio d'Etat sud-africain (SABC), les autorités de Pretoria attendent de connaître la réaction du gouvernement américain avant de prendre une décision quant à la prochaine séance de pourparlers quadripartites sur l'Angola et la Namibie, prévue le 11 juillet aux Etats-Unis.

A la suite de cette attaque, Pretoria a envoyé aux gouvernements américain et angolais des messages urgents dans la teneur n'a pas été révélée.

Citant une interview que lui a accordée le ministre des affaires étrangères, M. « Pk » Botha, la SABC a affirmé que les ambassadeurs d'Afrique du Sud à l'étranger avaient reçu pour instruction de prévenir les gouvernements auprès desquels ils sont accrédités que l'Afrique du Sud déclinait toute responsabilité pour les actions qu'elle pourrait être amenée à prendre pour protéger ses intérêts.

Effectivement, l'ambassade d'Afrique du Sud en France a diffusé mercredi un communiqué déclarant notamment : « L'exceptionnelle gravité que revêtent ces attaques à la fois par terre et par air aux yeux de l'Afrique du Sud a été exprimée aujourd'hui, entre autres sujets, auprès du ministre français des affaires étrangères. La teneur d'une déclaration du chef de la diplomatie sud-africaine a été portée à la connaissance du Quai d'Orsay. En particulier, il est indiqué que l'action agressive et provocante des Cubains se trouve être directement en conflit avec l'esprit de paix présent dans les conversations qui se déroulent actuellement entre l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba (la dernière s'étant conclue au Cap sur une note positive, précisément la veille des attaques). A cet égard, le ministre des affaires étrangères, M. « Pk » Botha, a précisé : « (...) Si cette situation devait se poursuivre, les conversations n'auraient plus lieu d'être. »

## Afrique

### AFRIQUE DU SUD

### Le « cadeau » d'anniversaire de Nelson Mandela

JOHANNESBURG de notre correspondant

A l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, le 18 juillet, Nelson Mandela aura le droit de recevoir toute sa famille à la prison de Pollsmoor dans les banlieues du Cap. Une visite d'une durée exceptionnelle de six heures.

Ce sera la première fois depuis son incarceration, il y aura vingt-six ans le 5 août, que le plus célèbre prisonnier politique du monde pourra passer un aussi long moment avec les siens. Normalement, il a droit à trente visites de quarante minutes chaque année, avec au plus deux personnes à la fois.

Comme l'a souligné son avocat, M<sup>re</sup> Ismail Ayob, « apparemment, les autorités ne décomptent pas la durée de cette occasion spéciale de son quota annuel ». Jamais auparavant il n'avait pu passer autant de temps avec notamment sa femme Winnie et ses deux filles réunies. Jusqu'en 1979, ses proches n'avaient pu le voir qu'à travers une paroi vitrée. Depuis cinq ans, son épouse peut s'asseoir dans la même pièce, en compagnie toutefois d'un gardien.

Nelson Mandela a été condamné en juin 1964 à la détention à perpétuité pour trahison. Le régime lui reprochait d'avoir voulu renverser le gouvernement par la force.

M. B.-R.

## SOMALIE

### Amnesty International dénonce la « torture systématique » des prisonniers politiques

Londres. — Amnesty International a accusé, jeudi 30 juin, le gouvernement somalien de tortures et d'assassinats et a demandé au président Siyad Barre d'y mettre un terme.

L'organisation humanitaire affirme : « La police militaire et les forces de sécurité procèdent à la torture systématique de centaines de prisonniers politiques. (...) Des méthodes de torture identiques auraient été employées contre les prisonniers politiques au moins depuis dix ans et peut-être depuis la

mise en place de ce gouvernement, il y a dix-huit ans. »

Selon Amnesty, il s'agit de chocs électriques, du supplice de la bagnoire, de sévices sexuels et d'une technique baptisée « Mig » — du nom des bombardiers soviétiques — consistant à plier les victimes en deux et à les rouer de coups. De nombreuses victimes ont indiqué qu'elles ont subi ces tortures au quartier général du service national de sécurité à Mogadiscio. — (Reuters.)





# Politique

## du premier ministre au Parlement

### « Une solidarité bien gérée »

direction des mesures d'exonération de cotisations sociales pour les employeurs embauchant un jeune en contrat de qualification, pour plus de 200 000 jeunes dont la formation ou l'embauche risquaient d'être interrompues, c'est aussi un nouvel espoir.

« La démocratie de tous les jours, c'est également celle qui ne néglige aucune difficulté de la vie réelle des Français, et qui sait qu'il n'y a pas d'un côté des petits problèmes et de l'autre les grands, mais qu'il y a d'un côté un nombre extrêmement restreint de problèmes insolubles et de l'autre une infinité de problèmes qui pourraient être réglés.

« Elles ne sont pas très nombreuses, par exemple, les familles écartelées par les séparations de conjoints qui vivent l'un en France, l'autre en Algérie. Mais au cœur de ce déchirement, il y a des enfants et leur mère. La convention négociée à Alger ces dernières semaines par Georgina Dufoix, qui y a mis la force de conviction et de caractère d'une femme de cœur, représente aussi pour ces mères et ces enfants un nouvel espoir.

« Sentiment d'espoir, sentiment de sécurité, ce sont les deux facettes d'une même volonté. Longtemps la politique s'est saisie du problème de la sécurité avec les instruments les plus immédiats : la loi, le règlement, le budget. On a renforcé les dispositifs, on a renforcé les effectifs. Mais c'est Pierre Joxe qui, le premier, a mis l'accent sur la qualité.

« Les policiers ne sont pas faits pour perdre des heures à dactylographier des formulaires sur des machines vétustes. Ils sont faits pour être dans la rue au contact constant de la population, qui doit mieux les connaître, pour être mieux aidés par eux.

« La présence massive, mais irrégulière, est toujours moins utile à la lutte contre la délinquance qu'une présence plus discrète, mais plus constante, de policiers restant suffisamment longtemps dans le même quartier pour y faire une prévention efficace.

« Enfin, le commissariat doit être un lieu où l'on peut aller avec aussi peu de réticences que dans un bureau de poste. (Sourires sur tous les bancs.) La police n'est pas seulement un instrument de prévention et de répression, elle est aussi un important service de proximité sociale. (Applaudissements à gauche.)

« L'espoir s'inscrit dans la démocratie de tous les jours, s'enracine

dans la réconciliation de l'action politique et de la vie quotidienne, dans la réconciliation de l'Etat et de la société civile, il tire sa force de la réconciliation de l'instant et de la durée.

« Nous vivons sous l'empire de l'image, et d'abord celle de la télévision. Pas un attentat, pas une guerre, pas une catastrophe qui ne nous soient rendus immensément proches. Pas un événement qui ne nous soit connu dans le moment même où il se produit.

« Et pourtant, tout cela reste fort lointain de notre vie quotidienne. Une image chasse l'autre. Le rythme politique auquel nous vivons tous, passant de l'élection au sondage, de la petite phrase au coup médiatique, frégère, si nous n'y prenons garde, la myopie en art de gouvernement et rabaisser la responsabilité du citoyen à l'opinion passagère du « sondé ».

« Une telle perpétuation intellectuelle de la société politique et de l'Etat produit des effets graves dans la conduite de politiques et de décisions qui exigent une vision à long terme.

**Un rôle transformé pour le Plan**

« *« Donner du temps au temps »*, selon la belle expression du président de la République, c'est retrouver le sens de la durée.

« C'est savoir ne jamais sacrifier l'avenir et le moyen terme aux opportunités du moment.

« C'est ici qu'il nous faut redonner au Plan un rôle transformé, mais équivalent à ce qu'il a représenté à la Libération. Créer pour assurer la modernisation d'un pays encore essentiellement rural, il doit aujourd'hui s'adapter et imaginer des outils de prospective qui devront répondre à la création d'activités dans les services touchant à la formation, à la santé, à l'insertion sociale, aux personnes âgées, une importance au moins comparable à celle qui est accordée à la modernisation industrielle. A la fin de ce siècle, 73 % de la population active travaillera dans le secteur des services, 21 % dans l'industrie et le bâtiment, 6 % dans l'agriculture.

« C'est à cet univers en mutation qu'il nous faut nous préparer. Et nous le ferons que si nous savons évaluer correctement ce que nous mettons en œuvre. L'évaluation des politiques publiques sera un aspect

essentiel de la modernisation politique.

« C'est aussi une des conditions indispensables pour rendre à l'action politique la dignité qu'elle mérite.

« *« Il faut, disait Victor Hugo, que la défaite de la démagogie soit la victoire du peuple »* (applaudissements à droite et à gauche). Ce nouvel espoir viendra si les Français constatent que l'action et le discours sont réconciliés.

« L'espoir, c'est aussi permettre à ceux qui sont le plus durement frappés, que notre société laisse partir à la dérive, que la marginalité guette, d'avoir droit à une deuxième chance. Tel est le sens profond du revenu minimum d'insertion.

« Instaurer un droit au revenu minimum est une innovation d'une

portée considérable. Après la création de la Sécurité sociale, puis sa généralisation, après l'instauration du minimum vieillesse et des allocations chômage, c'est construire le dernier étage, franchir la dernière étape.

« Qu'on y songe, notre pays a déployé des énormes efforts pour lutter contre la pauvreté, contre le dénuement complet. Il entend maintenant de la dette, avec une vigueur nouvelle. Il n'est pas digne de notre passé, ni concevable pour notre avenir, que tant de gens survivent dans la misère et se voient rejetés aux franges d'une société qui les frappe d'exclusion sans appel.

« La solidarité n'est pas la bonne conscience de la modernisation, elle est la condition de sa réussite. Parce qu'elle donne tout son sens au respect de l'autre, au respect de la dignité humaine.

« Oh, certes, le montant de l'aide sera insuffisant au regard du souhaitable. Mais il offrira à tous ceux qui en disposeront une nouvelle chance, un nouvel espoir. Une chance d'échapper à la misère. Une chance de retrouver sa place dans le monde des autres. C'est pourquoi le revenu minimum doit être étroitement lié à un effort d'insertion.

« Il faudra, là encore, bouleverser nos habitudes, briser les rigidités de l'Etat-providence, mobiliser les énergies de tous, celles des collectivités locales, celles des services sociaux, celles des associations. Car seule une démarche concrète adaptée à chaque situation permettra de franchir les difficultés. Dans de nombreux cas, cet effort s'adressera à certains qui n'ont même pas d'état civil, que pris sur la base d'informations sérieuses et suivies.

« C'est le 13 juillet que le projet de loi sera adopté au conseil des ministres pour être aussitôt déposé sur le bureau de votre assemblée.

« Puis, c'est le 4 octobre au plus tard que la représentation nationale examinera le texte en séance publique après avoir disposé, conformément à vos compétences et à nos engagements, du temps nécessaire à un travail approfondi en commission.

« Le financement du revenu minimum d'insertion sera assuré pour partie par le rétablissement d'un impôt sur la fortune.

« Il faut ici lever toute équivoque : l'impôt sur la fortune est une contribution de solidarité, pas une revanche contre les riches.

« C'est pourquoi, selon nous, le principal problème posé, mais il est très épineux, concerne non pas le principe de l'impôt, mais la définition du meilleur équilibre entre la solidarité nécessaire et la persévérance économique.

« C'est une simple question de bon sens : une imposition trop forte, à l'heure où s'ouvrent les frontières, inciterait à la fuite des capitaux, conduirait à ce que le potentiel d'investissement aille irriguer les entreprises de nos concurrents de préférence aux nôtres, en même temps que cela pourrait décourager les activités qu'il nous faut stimuler.

« En sens inverse, une taxation symbolique — qui, elle, serait purement idéologique — ne produirait pas les sommes nécessaires à la solidarité voulue par tous.

« C'est dans cet esprit résolu, mais lucide, que le gouvernement travaille.

« C'est dans cet esprit qu'il s'apprête à venir à vous exposer le 13 juillet et qu'il a voulu, là encore, se hâter sagement en n'oubliant jamais que rien ne fait perdre plus de temps que la précipitation.

### S'adapter à l'évolution des marchés

« Une solidarité bien gérée, c'est le sens de notre action dans le domaine de la sécurité sociale aussi. Il sera sans doute nécessaire et il est légitime que nous assurions par la solidarité entre actifs et inactifs l'équilibre fragile de l'assurance-vieillesse. L'assurance-maladie, pour sa part, peut et doit être équilibrée par une attention vigilante portée à l'évolution de la consommation de soins, par une responsabilité accrue des médecins à l'égard des prescriptions qui leur sont formulées, par une information renforcée des usagers, sur l'utilisation des biens de santé. C'est au prix de cet effort opiniâtre et quotidien — dont Pierre Bérégovoy nous a montré en son temps le chemin — que sera préservée l'égalité de chacun devant la maladie. C'est avec ce souci et c'est à ce prix que mon gouvernement corrigera dans les tout prochains jours les mesures supprimant le remboursement à 100 %, qui ont pénalisé les plus vulnérables mais aussi les plus silencieux, parmi les personnes âgées et les grands malades. Nous n'oublions pas que dans la société aussi les plus grandes douleurs, ce sont souvent les plus muettes.

« La nécessité pour notre agriculture de s'insérer totalement dans les politiques communautaires n'est plus guère contestée aujourd'hui. Les conséquences en sont, nous le savons, profondes. Il faut maintenant, nous les agriculteurs en situation d'y faire face en donnant à ceux qui sont en difficulté les moyens de leur reconversion et en assurant aux exploitations performantes les moyens d'un financement moderne et diversifié.

« Voilà deux chantiers urgents que je souhaite voir ouvrir rapidement. Henri Nallet, homme de fermeté, de patience et de dialogue, les mènera à bien.

« La solidarité est également un lien essentiel qui unit les hommes et les femmes face aux grandes mutations industrielles. Elle est la condition de la modernisation de notre économie. Nos entreprises doivent continuer et continueront de s'adapter sans cesse à l'évolution de leurs marchés. Mais, au cœur de ces grandes transformations, doit demeurer constante l'attention portée à ceux qui travaillent. Jacques Chérèque, qui a su donner un nouvel espoir à la Lorraine et dont l'action est étroitement associée à celle du ministre de l'Industrie, est parmi nous l'un des gardiens de cette exigence.

« La solidarité est enfin que chacun, et particulièrement les plus modestes, ait une part équitable des fruits de la croissance. La revalorisation du SMIC, décidée ce matin par le conseil des ministres, pour

modeste qu'elle soit n'a pas d'autre signification. Ce n'est qu'ainsi que nous obtiendrons l'adhésion de tous à une croissance saine et équilibrée.

« Je viens de vous parler de solidarité. Elle ne sera forte et durable que grâce aux performances de notre économie.

« Ce nouvel espoir, c'est une France retrouvant le chemin de l'avenir.

« L'an dernier, les discours convenus sur le déclin de notre pays m'avaient agacé : résignation devant le chômage; autoflagellation sur la paresse des salariés; refus de nos responsabilités européennes ou mondiales au prétexte de ce que nous serions devenus « un petit pays ». Aujourd'hui, l'adhésion de tous à nos ambitions n'a pas soumission. Elle est là pour nous guider vers une autre croissance.

« Si une gestion rigoureuse de l'économie s'impose, c'est qu'il n'y a pas de trésor caché. Ni à gauche dans la relance ni à droite dans la déréglementation. Le respect de la contrainte extérieure n'est pas une simple exigence financière, c'est une condition de notre indépendance. La maîtrise des dépenses publiques et sociales s'impose, car tout alourdissement de la dette publique se paye un jour par une limitation de notre taux de croissance. La lutte contre la hausse des prix, dont le succès doit beaucoup à la modération salariale, ne saurait être relâchée. Elle doit s'appliquer aux marges du secteur privé et des services, dont l'augmentation est aujourd'hui trop grande. Est-il normal, comme l'établissent les études récentes du CERC, que certaines professions aient enregistré une augmentation de leurs revenus de 7 à 25 % quand les salaires évoluaient tout juste comme l'inflation ?

« Nous ne changerons donc pas de politique économique en nous cachant la réalité ; c'est pour cela que j'ai décidé de limiter le déficit prévisionnel du budget de l'Etat à 100 milliards de francs en 1989, soit 15 milliards de moins qu'en 1988, de ne pas présenter de collectif budg-

(Lire la suite page 8.)

### Audiovisuel La recherche du consensus

« La grande mission qualitative de la télévision est lourde de menaces ». En quelques phrases, le premier ministre a ainsi résumés le jugement sévère porté sur les socialistes sur la politique audiovisuelle menée ces deux dernières années.

« Répétition des séries américaines, massacre des films à la francophonie de la publicité » ; M. Michel Rocard a mis d'emblée le doigt sur les dérives dont souffre le système français, commercial à l'excès. Un système dont la CNCL devait précisément assurer la régulation.

Largement condamnée par le président Mitterrand, la Commission apparut donc en première ligne des réformes à venir. Et le conseil supérieur de l'audiovisuel va la succéder. Mais encore cette nouvelle instance devra-t-elle repenser, à côtés M. Rocard, « sur le consensus le plus large de toutes les familles politiques ». C'est d'ailleurs une exigence, puisque son inscription dans la Constitution — annoncée dans la Lettre aux Français — est aujourd'hui confirmée. Ce choix implique l'adoption du projet de loi dans des termes identiques par les deux Assemblées, puis sa ratification soit par référendum, soit à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés par députés et sénateurs réunis en Congrès. C'est cette dernière formule qui semble avoir la préférence du chef du gouvernement.

M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre délégué à la communication, devrait faire, lors du prochain conseil des ministres, une communication sur la méthode choisie et les grandes lignes de la réforme.

A. Co.



PAR ENFERNO

## Au PS, l'ouverture passe très mal

« Ne diriez-vous pas que la suite socialiste, j'aurai peut-être une chance de devenir ministre ». Plus d'un député socialiste était prêt à reprendre cette phrase à son compte, le mercredi 29 juin, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, pour commenter la composition du deuxième gouvernement de M. Michel Rocard. A entendre parler la répartition égale des portefeuilles entre socialistes et non-socialistes, grâce à l'augmentation de la part des seconds par rapport à ce qu'elle était dans l'équipe précédente, bien des députés du PS en concluaient avec amertume que, par les temps qui courent, le mérite d'un gouvernement semblait être l'investissement proportionnel au nombre de socialistes qui en font partie.

Ce douloureux paradoxe était décliné de diverses manières, en fonction des situations locales ou personnelles qui s'en trouvaient assombries. Pêle-mêle, on observait qu'un socialiste battu aux élections législatives perd son maroquin (c'est le cas de MM<sup>mes</sup> Georgina Dufoix et Catherine Trautmann), tandis qu'un non-socialiste qui n'est pas parvenu à se faire élire conserve le sien (par exemple : MM. François Dubin, Brice Lalonde et Bernard Kouchner) ; que pour être ministre il vaut mieux ne pas avoir fait de politique, voire s'être fait remarquer par des distributeurs imprévisibles et médiateurs à l'encontre des partis et des militants ; qu'un transfuge de la droite (M. Jean-Pierre Soisson) est considéré comme plus qualifié qu'un socialiste pour s'occuper des relations entre les salariés et les employeurs, etc.

Certains s'interrogeaient sur leur destin. Un vrai crève-cœur : M. Christian Pirié, vainqueur par deux fois dans les Vosges, aux élections législatives de 1978 et 1981, d'un Lionel Soisbe alors puissamment soutenu par l'Etat-Giscard, voit son ancien adversaire au gouvernement, tandis qu'il est lui-même écarté non seulement

de tout poste ministériel, mais de toute responsabilité à l'Assemblée, avant d'apprendre qu'une des vedettes de la seconde équipe Rocard n'est autre que le président de droite du conseil régional de Lorraine, M. Jean-Marie Rausch. Le cas Rausch est, d'ailleurs, des plus problématiques. M. Jean Laurain, député de la Moselle, ancien secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a décidé de rejoindre à Metz, le 2 juillet, les élus socialistes locaux pour discuter de la situation créée par l'ouverture faite au sénateur centriste.

S'agissant de la Lorraine, le choix fait en faveur de M. Rausch pose la question des alliances. Des députés élus avec un fort contingent de voix communistes, dans le bassin sidérurgique, peuvent se demander comment cette partie de leur électorat va réagir en voyant privilégier l'entente avec un des chefs de file du camp d'en face. La question se pose aussi pour un député comme M. François Hollande, élu en Corrèze dans une circonscription largement dominée par une gauche dans laquelle le PCF tient une place importante. Si l'on admet que le thème de l'ouverture avait favorisé, aux élections législatives déjà, la remontée des communistes, il y a lieu de se demander si la même cause, aggravée, ne va pas renforcer le même effet.

Les analyses varient toutefois selon les régions. Si les Lorrains ont, pour l'instant, comme on dit, les Alsaciens sont plutôt contents de l'entrée au gouvernement de M. Théo Braun, un ancien adversaire certes, mais pas de premier rang, et surtout un comportement des électeurs démocrates chrétiens. Pour M. Jean-Marie Bockel, réélu député à Mulhouse, s'il était indispensable d'écarter l'ouverture d'un « cadeau » socialiste à M. Joseph Klifa, le maire de la ville, lors des élections législatives, il faut que M. Braun apporte son

concours au gouvernement est la démonstration vivante de l'écroulement de l'idée selon laquelle le PS peut chercher dans cette région, pour les élections municipales, l'appui d'une partie au moins de l'électorat centriste.

**Sombres présages**

Telle est la problématique : s'agit-il de gagner des élections, jusqu'à présent annexés par la droite, ou bien de conforter l'empire de certaines personnalités de la droite sur ces mêmes élections ? Les analyses, sur ce point, diffèrent. Tel député socialiste estime que la méthode suivie par MM. François Mitterrand et Michel Rocard a pour effet de renforcer M. Raymond Barre, qui, dit-il, s'enrichit politiquement à mesure qu'il s'appuie en partisans, qui entrent au gouvernement ». Tel autre estime que M. Rocard se constitue un capital pour l'avenir, en essayant de contourner, à son habitude, un Parti socialiste auquel, selon cette analyse, il jurerait ne pouvoir s'imposer que de l'extérieur.

Vient à l'appui de ces sombres présages une certaine déception devant le discours de politique générale du premier ministre, jugé excellent dans sa première partie (« J'ai entendu pour la première fois un premier ministre de la quatrième république »), résume un mauryste, M. Jean-Pierre Baillyard, député de l'Alsace, mais manquant de souffle, d'envoie, voire tout simplement de projet dans sa seconde partie, politique. Certains jugent que M. Rocard n'avait pas traité les priorités, telles que l'éducation nationale, la revalorisation de la fonction enseignante ou le problème des « noyaux durs » des entreprises dénationalisées par M. Jacques Chirac, ont en fait silence sur certaines d'entre elles, soit en ne dégageant pas une hiérarchie nette et politiquement significative.

Chacun constate que l'action des socialistes s'oriente aujourd'hui selon deux lignes : l'une est celle de l'ouverture », l'autre est celle de la majorité de gauche, dont l'existence a été soulignée lors de l'élection de M. Laurent Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale et, encore, lors de la répartition des portefeuilles de commission (M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, estime que celle de la commission de la production et des échanges avait été proposée aux communistes au titre de la majorité et que, refusée par eux, elle devait rester à la majorité, donc revenir à un socialiste). Ces deux lignes ne sont pas nécessairement incompatibles, mais leur articulation demande à être précisée.

La préparation de la réunion du comité directeur du PS, fixée au 2 juillet, est l'occasion d'amorcer ce débat. Deux réunions informelles ont déjà rassemblé les représentants des divers courants pour tenter de s'entendre sur un texte commun, comme M. Pierre Mauroy l'avait proposé au bureau exécutif le 22 juin. Si le premier secrétaire souhaite voir confirmées, à cette occasion, les orientations de la motion adoptée par le congrès de Lille, l'an dernier, d'autres jugent que cela ne peut suffire, il y aurait même quelque impudence pour le PS à proclamer aujourd'hui son refus de toute alliance centriste. Il faut donc intégrer les événements de ces dernières semaines et les mettre en perspective.

L'hypothèse d'un comité directeur réaffirmant d'une seule voix l'« ancrage à gauche » du PS n'est pas à exclure, mais elle paraît à certains désespérante. Du côté des rocardiens, en revanche, on ne verrait pas d'un mauvais œil le Parti socialiste se contentant dans son « crêneau » propre, pour le reste, laisser les mains libres au gouvernement et à son chef.

PATRICK JARREAU

## Politique générale

une chose importante... L'année dernière, le... Le projet de loi... Les élections législatives de 1981... Le gouvernement de M. Joxe... Les élections municipales de 1987... Le projet de loi sur la sécurité sociale... Les débats à l'Assemblée nationale... Les élections européennes de 1989... Les débats à la Commission européenne... Les élections régionales de 1988... Les débats à l'Assemblée régionale de Lorraine...

## xtrieur

La politique étrangère... Les relations franco-allemandes... Les tensions en Europe de l'Est... Les négociations de Gorbachev... Les élections législatives de 1988... Les débats à l'Assemblée nationale... Les élections européennes de 1989... Les débats à la Commission européenne... Les élections régionales de 1988... Les débats à l'Assemblée régionale de Lorraine...

# Politique

## La déclaration de politique générale

### « Un pays dont les habitants redécouvrent »

(Suite de la page 7.)

taire de printemps et de prolonger les mesures de financement exceptionnel de la protection sociale.

« Cette rigueur n'a de sens qu'au service de l'emploi, c'est-à-dire du rétablissement de la compétitivité et de l'économie française.

« La clé de la compétitivité est dans l'exigence de la qualité. Qualité des produits, qualité des hommes, qualité des organisations. Encourager partout, à tous les niveaux, dans l'administration, dans le secteur public comme dans les entreprises privées, la formation et la mobilisation pour la qualité doit devenir une exigence collective.

« C'est en partant de cette évidence mais aussi parce que je crois aux hommes et aux femmes qui travaillent dans nos administrations, comme à la capacité de leurs syndicats de devenir des forces de proposition, parce que je crois à l'aptitude des agents à s'organiser et à réfléchir à partir de leur expérience du terrain, parce que je crois à leur sens du service public, parce que je crois, enfin, aux vertus de la déconcentration, que j'entends demander à l'ensemble de nos responsables administratifs — à commencer par les membres du gouvernement — d'entreprendre une action d'ouverture nationale.

« Chaque service en contact avec le public réfléchira, selon les modalités qu'il déterminera lui-même, à la manière de mieux prendre en considération les besoins et les demandes de ses usagers. Il formera un petit projet d'entreprise en vue de régler, avec les moyens du bord pour commencer, deux ou trois des problèmes les plus criants qui constituent ses relations avec ses usagers. J'ai moi-même, le 29 juin 1988, visité les services où les plus grands progrès auront été accomplis.

« Dans l'entreprise, les rapports sociaux prennent une autre dimension quand les objectifs sont négociés, quand la transparence existe dans les règles du jeu, dans la liberté du travail ou des revenus. La liberté de l'entreprise appelle l'exercice des libertés dans l'entreprise. Les lois Auroux ont codifié les in-

truments de ces libertés, et tous les chefs d'entreprises modernes en ont compris la portée et l'efficacité. C'est par la négociation que l'on peut aujourd'hui aller plus loin, et c'est ce que le ministre du travail, Jean-Pierre Soisson, devra inviter les partenaires sociaux à faire pour ce qui concerne les règles du licenciement.

« Qualité des hommes, qualité des produits. Nous allons aussi lancer une grande campagne sur le commerce extérieur, des actions de promotion du tourisme à l'usage des clients étrangers, en particulier européens, mettre en chantier une fiscalité plus favorable au renforcement des fonds propres des entreprises et donc aux bénéfices non distribués; nous allons aider à la constitution de véritables pôles d'entreprises à taille mondiale par le jeu d'actionnaires dynamiques et concentrés et la recherche de partenaires européens.

« Quand, aujourd'hui, j'entends le débat économique se limiter à la question des fameux « noyaux durs », j'ai envie de demander: dans quel pays sommes-nous? Faut-il attendre que nos entreprises soient absorbées, faute de leur avoir permis d'augmenter leur capital et leurs fonds propres, et de constituer de vrais pactes d'actionnaires pour une stratégie: la conquête des marchés, la croissance externe, l'implantation industrielle à l'étranger, le partenariat européen?

« C'est pourquoi mon gouvernement encourage la constitution de sociétés françaises ou européennes de taille critique minimum, seules susceptibles à terme, chacune dans son créneau, de garantir l'emploi et le développement des richesses dans notre pays.

« Partout, je traquerai les marges de manœuvre, les gisements inexploités de productivité ou de aides extérieures favorables. L'action de Pierre Bédégovier, pour la baisse des taxes d'intérêt, la recherche d'économies pour le budget de l'Etat et des collectivités publiques, et une fiscalité qui encourage l'investissement, est un gage de confiance pour l'ensemble des acteurs économiques.

« La recherche constitue l'investissement prioritaire pour notre pays. Elle doit s'inscrire dans la continuité: un programme de recherche est un acte long, dont les retombées ne sont pas immédiates, mais qui, s'il n'est pas engagé, obère gravement l'avenir. La recherche redécouvre les grandes priorités de l'action gouvernementale, et, à ce titre, ses moyens humains et financiers feront l'objet d'une programmation dans la durée.

« L'effort de recherche-développement en France a connu une importante progression dans la première partie des années 80, passant de 1,82 % du PIB en 1980 à 2,27 % en 1985. Nous devons reprendre cette marche en avant en gardant l'ambition affichée en 1985 d'atteindre rapidement un objectif global de 3 % du PIB.

**Une France forte dans une Europe forte**

« Mais la recherche n'est pas seulement une affaire de crédits, elle doit être une affaire d'esprit.

« La création d'un ministère plein de la recherche confiée à cet homme d'autorité scientifique indiscutée qu'est Hubert Curien, correspond à cet impératif. La nécessité de rééquilibrer les efforts de recherche publique-recherche industrielle, et surtout de favoriser l'ouverture de cette recherche publique vers les entreprises participe du même souci.

« La recherche publique doit bénéficier pleinement de la nouvelle mobilisation de nos forces, mais il est essentiel que les travaux effectués par les entreprises progressent encore davantage.

« Cela exige d'encourager la mobilité des hommes et, par exemple, favoriser l'embauche de chercheurs par les entreprises. Mais aussi d'envisager la « mobilité des projets », c'est-à-dire favoriser les développements industriels des inventions issues de nos travaux, en coopération entre les organismes publics, les laboratoires universitaires et les entreprises.

« Enfin cela suppose de développer des structures de contact entre les laboratoires publics et industriels.

« C'est en favorisant l'osmose entre les richesses de notre recherche universitaire, des organismes publics et celles des entreprises que nous tirerons le meilleur de nos forces. Nous allons en avoir besoin, et nous n'aurons pas trop de mille six cent quarante-six jours pour y parvenir. Et encore l'effort devra-t-il se poursuivre longtemps.

« La France forte est mon ambition.

« Mais notre monde est devenu terriblement interdépendant: la croissance, le chômage, le terrorisme, les pollutions ne dépendent pas de décisions nationales, loin s'en faut. Cette interdépendance est parfois vécue comme une contrainte: elle fait souvent peur. Il faut donc que la France puisse occuper toute sa place, puisse exprimer pleinement sa vocation internationale, puisse entraîner et convaincre.

« A l'étranger, la France a des intérêts, mais aussi une audience, un rayonnement. Elle porte beaucoup d'espoirs.

« Et d'abord en Europe.

« 29 juin 1988-1<sup>er</sup> janvier 1993. Il nous reste mille six cent quarante-six jours pour nous préparer au grand marché: c'est donc demain.

« Cela inquiète ceux qui craignent de ne pouvoir s'y adapter, ceux qui ont peur d'avoir plus à y perdre qu'à y gagner, ceux qui se laissent atteindre par les poisons du corporatisme.

« Cette crainte naturelle, mesurons-la, car l'ignorer ou la sous-estimer nous conduirait à un échec. Je ne crois pas, en effet, que l'Europe puisse se faire sans que le veuille une opinion publique convaincue. Et sur ce point, la partie doit être gagnée. Encore faut-il calmer les appréhensions sans celer pour autant les difficultés. L'Europe est avant tout une chance et elle est notre avenir. Encore faut-il la faire savoir et la préparer.

« Je suis inquiet des difficultés de l'harmonisation fiscale mais surtout que je ne suis heureux d'être titulaire d'un passeport européen.

« La concurrence allemande ou hollandaise me préoccupe, mais moins que ne me satisfait la perspective ouverte depuis la semaine dernière que mes deux derniers fils puissent parfaire leur formation ou s'installer indifféremment à Gènes, Heidelberg, Salamancque ou Cambridge.

« Le taux du deutschemark me soucité mais moins que le succès d'Ariane ne me procure d'espoir et de fierté.

« L'Europe sera celle que nous voulons, celle que nous construirons. Dans chaque secteur, qu'il s'agisse de transport ou d'agro-alimentaire, d'assurances ou de télécommunications, nous nous opposerons à ce que le marché intérieur se traduise par une dérégulation sauvage. Nous veillerons à ce qu'à chaque étape, harmonisation et unité du marché aillent de pair avec libéralisation et à préserver, vis-à-vis des pays tiers, l'équilibre des avantages accordés.

« Les ministres des finances viennent de conclure sur ce point un accord exemplaire, alors que, il faut bien le dire, ce dossier avait été laissé en friche.

« Créer les conditions de réussite de cette entreprise incombe au gouvernement tout entier, mais aussi à tous les acteurs de la vie économique du pays. Il ne faut pas attendre tout de l'Etat. Il nous faut mesurer toutes les implications, les préparer dans le détail, dans le concret, avec la complicité de tous au sein d'un organisme créé pour préparer et éclairer l'avenir: le commissariat du Plan.

sur tous les fronts et négocier dans de bonnes conditions.

« Cependant, sur le terrain de la cohésion sociale, l'initiative appartient aussi aux partenaires sociaux. La relance du dialogue social à l'échelon européen, la négociation de conventions collectives entre syndicats et chefs d'entreprise de la CEE forgeront l'armature de l'espace social européen. Non seulement la France ne s'y dérogera pas mais elle fera de la progression de l'espace européen une condition des progrès enregistrés dans d'autres domaines.

« La France ne sera forte que dans une Europe forte. C'est sur le marché intérieur européen, dans une relance concertée entre les Douze en particulier et en direction de nos partenaires méditerranéens qu'elle consolidera son espace de croissance.

« Nous en prenons le chemin. Hier même à Hanovre, le président de la République a, en notre nom à tous, tracé la voie qui nous conduira progressivement vers l'Europe monétaire, vers le moment où la Communauté pourra jouer un rôle de premier plan dans un système monétaire international amélioré. Elle doit dans ce but se doter d'une monnaie qui puisse constituer un pôle fort comme le sont aujourd'hui le dollar et le yen.

« Une Europe forte fera entendre sa voix et sentir son poids. Cela ne se peut sans la France, dont la responsabilité reste primordiale dans la construction européenne.

« Vis-à-vis du tiers-monde, ce tiers-état du monde, notre responsabilité est peut-être plus lourde encore, car il s'agit de la survie de la planète. Là vivent en réalité, souvent dans des conditions dramatiques, les quatre cinquièmes de la population du globe.

« Je tiens à souligner ma détermination à rendre à la France sa place au tout premier rang des pays soutenant le développement du tiers-monde, en particulier des pays les plus pauvres. C'est dans cet esprit que lors du récent sommet de Toronto, le président de la République a fait adopter par les Sept des propositions généreuses et réalistes

**M. Soisson: Ne pas taire ses convictions**

M. Jean-Pierre Soisson, nouveau ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a souligné, le mercredi 29 juin sur TF1, « être l'un de ceux qui contribueront au déblocage de la vie politique française ». Interrogé à propos de son « ralliement » au gouvernement, l'ancien ministre de la jeunesse et des sports de M. Raymond Barre a expliqué que M. Michel Rocard est « le type même du premier ministre de l'ouverture ». Les ministres communistes de l'actuel gouvernement ne sont pas là « pour ne pas exprimer leur pensée », a ajouté M. Soisson, qui a répondu: « Le président de la République ne nous a pas demandé de taire nos convictions. » L'ouverture, a-t-il conclu, c'est le fait que nous allons dans un gouvernement en étant ce que nous sommes.

M. Soisson a, par ailleurs, insisté sur le fait qu'« il n'a pas démissionné du Parti républicain », mais que, « en accord avec François Léotard », il s'est « mis en congé du parti ». « Je suis le fondateur du PR », a-t-il répété, en souhaitant qu'« un jour, le parti puisse se rejoindre dans cette action qu'il engage d'ouverture et de rassemblement des Français ».

Faisant allusion aux dossiers dont il a la charge, M. Soisson a estimé qu'« il y a une pratique de l'ouverture qui est d'abord de donner à la société civile le droit à la parole et de lui demander de traiter elle-même les dossiers par un dialogue social beaucoup plus profond ».

**Auxerre**

**Le fantôme de Guy Mollet**

AUXERRE de notre envoyé spécial

Le premier secrétaire fédéral du Parti socialiste de l'Yonne, M. Jean-Paul Rousseau, n'a pas pleuré mardi soir lorsqu'il a appris que le « fédérateur de la droite locale », M. Jean-Pierre Soisson, avait été appelé au gouvernement par un premier ministre de gauche. Il est entré en résistance contre ce « putch idéologique »: « Michel Rocard a voulu imiter Mendès France. Il joue à Guy Mollet. L'instituteur n'a pas une arme parce qu'il avait déjà pleuré. Le jour, précédemment, où le ministre de l'Agriculture Henri Nallet, élu de la circonscription voisine, lui a annoncé la mauvaise nouvelle au téléphone: « On résiste d'abord. Jean-Pierre Soisson au gouvernement ». C'était juste après le deuxième tour de l'élection présidentielle. Le secrétaire fédéral ne trouvait que des encouragements dans son courrier: « On a battu le diable. En voiture, on continue ».

Et il est « confucianiste », M. Rousseau se serait « suicidé dans la cour de l'école », « éternisé », il a envoyé des « kilos de papier », qui n'ont servi à rien, à la direction parisienne du PS. Il veut bien être « arché », « fossile » à quarante-six ans, « homme de rang » mais pas de droite: « On ne peut pas demander à un militant socialiste d'oublier cet aspect de la personnalité de Jean-Pierre ». Après avoir pris l'avis de quelques amis, M. Rousseau a donc laissé déborder sa colère mardi soir, dans un communiqué publié par l'Yonne républicaine, où il fait état de « honte » et se plaint de l'« attitude criminelle » de la direction du PS.

A côté de l'emportement de M. Rousseau, la réaction du secrétaire départemental de l'Yonne du RPR, M. Jean-Louis Husson, dans les mêmes colonnes du quotidien fait plus figure. Le chirurgien considère qu'une partie de l'électorat de M. Soisson, élu sous l'étiquette URC, « peut se sentir trahi ». Il glose une perle sur un homme de cinquante-trois ans « qui peut rester dans le coup » et « qui veut du pouvoir ». Mais tout cela le rend seulement « un peu triste ».

**A Metz**

**L'ouverture perturbe les militants**

METZ de notre correspondant

« J'espère réunir Jean-Marie Rausch et Jacques Chérèque », affirmait un industriel lorrain à la veille du second tour des élections législatives, au cours d'une réception à Metz. C'est chose faite autour de la table du conseil des ministres.

La nomination de M. Rausch au ministère du commerce extérieur a surpris les Messinois. L'homme de la rue n'attendait tout simplement pas que l'ouverture soit géographiquement si proche de lui. Les milieux politiques et économiques s'y préparaient déjà pour leur part. Au lendemain du 12 juin, le maire de Metz, tout en prévenant qu'il convenait de ne pas « se jeter tête baissée dans l'ouverture », ne disait-il pas: « Il serait criminel de refuser le dialogue. Il est nécessaire d'arriver à un consensus minimum pour occuper des problèmes des Français et non plus de ceux des hommes politiques ».

L'entrée au gouvernement du maire de Metz n'en a pas moins plongé les responsables politiques messinois et lorrains dans une réserve plus que prudente. En fait, leur position est principalement tactique, en attendant d'analyser plus posément les modifications de l'échiquier politique.

Le Parti socialiste est le plus mal à l'aise sur le terrain. Le premier secrétaire de la fédération de Moselle, M. Jean-Pierre Masseret, qui est aussi conseiller municipal de Metz, explique surtout à l'intention de ses troupes: « Lui c'est lui, nous c'est nous. » Cette petite phrase traduit tout son embarras, d'autant que M. Rausch a déjà annoncé une ouverture vers les socialistes à la mairie de Metz. « Nous ne serons pas derrière Jean-Marie Rausch, mais avec nos idées », affirmait par avance M. Masseret.

M. Dominique Gros, porte-parole du groupe socialiste à la mairie de Metz, tout en qualifiant avec ses formules toujours très

les traits critiquant la politique du maire en matière scolaire ou de prévention de la délinquance ou de sécurité au mur, fossilisée en un mardi soir, et l'instituteur ne sait pas quoi en faire. « Va-t-on continuer au conseil municipal dans une logique d'opposition ou va-t-on s'empresser sur la bouche? Cela n'a jamais été discuté dans le parti », le premier secrétaire fédéral ne compte pas démissionner. Il attend des explications sur la ligne politique « puisque les militants ont choisi le « rassemblement à gauche » au congrès de Lille il y a moins d'un an, qu'ils n'ont pas donné leur avis depuis, mais qu'ils sentent avoir changé. Il a convoqué une assemblée générale des militants pour vendredi et invité un membre de la direction pour faire de la pédagogie mais il n'est pas sûr que quelqu'un vienne: « Paris a le comité directeur de samedi à préparer ».

Les rocardiens, on s'en doute, sont moins désemparés. « Je ne vois pas pourquoi parce que Soisson est d'accord avec nous », dit M. Michel Bonhenry. Professeur d'allemand, M. Bonhenry a affronté M. Soisson lors des trois dernières élections municipales et M. Mitterand est venu le soutenir en 1983. Il n'a jamais eu l'impression de fréquenter le diable. Le rocardien espère que, chaque mercredi au conseil des ministres, le maire d'Auxerre, qui fait déjà du ski aux Arcs avec M. Rocard, fera preuve de « moins de sectarisme » au conseil municipal. Les socialistes auxerrois sont au moins d'accord sur un point: il y aura des candidatures PS aux cantonales de l'automne et aux municipales de 1989. Les investitures sont déjà disputées. « Mais, ajoute M. Bonhenry, si Soisson estime qu'une collaboration plus étroite est nécessaire, j'élèverai ses propositions ». La situation, pour l'instant, est donc « un peu bizarre » et Auxerre, une capitale de l'ouverture perplexe. D'autant que M. Soisson a demandé à son suppléant, Serge François, de s'inscrire au groupe UDF de l'Assemblée nationale. Le suppléant sera donc amené, peut-être, à voter contre un texte préparé par un ministre qui fut son collègue. Les énarques, eux, s'y retrouveront.

CORINE LESNES.

**Le fantôme de Guy Mollet**

On ne trouve plus à la base, dans la rue du Temple, finissant par l'électeur du maire, de fureur avouée contre un « traître » qui est maire depuis 1973 et qui fait actuellement retirer la chaussée. Le patron du café entend dire depuis le matin que « Soisson a retourné sa veste », mais lui-même aimerait surtout être débarrassé « de la droite, de la gauche et du centre » et que « tout le monde s'accorde ». Le burlesque reproche principalement à l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing, passé chez les baristes, d'avoir laissé s'installer cette année un nouvel hypermarché. Un chef d'entreprise proche du RPR est « déçu » mais plein d'interrogations sur le nouveau paysage politique: « C'est peut-être mieux comme cela, non? »

Nul ne voit pour l'instant de réelle menace peser sur la mairie de M. Soisson, qui n'a pas, dans sa ville, de concurrents sérieux. « Il faudra qu'il nous amène une ou deux usines », conseille cependant un vieil ami de la famille, le bijoutier Pierre Leclercq.

vive la position de M. Rausch de « seurt de l'ange », ne cache pas que « les cartes sont brouillées et les militants perturbés ». L'explication en est simple: les rapports ont parfois été très crispés entre socialistes et centristes à Metz.

Au PR, où certains responsables messinois se déclarent « stupéfaits » et estiment que M. Rausch a « pris des risques », M. Denis Jacquart, député, adjoint au maire de Metz et chef de file de son parti, observe prudemment: « Je pense jusqu'à présent dans l'équipe du maire. » Il dit également préférer que « chacun reste dans son parti ».

Au RPR, l'événement est qualifié d'important. « C'est une décision individuelle de M. Rausch », explique M. Philippe Laroy, porte-parole du groupe RPR au conseil régional (présidé par M. Rausch), pour qui la majorité régionale UDF-RPR, qui a « fait ses preuves jusqu'à présent », n'a pas lieu d'être modifiée.

Dans les milieux économiques que M. Rausch a rencontrés et consultés à plusieurs reprises ces dernières semaines, les responsables préfèrent s'en tenir à une analyse technique. Si certains d'entre eux s'étonnent que le maire de Metz n'ait pas été nommé au ministère des télécommunications, en général les chefs d'entreprise accueillent favorablement la participation d'un ministre lorrain de plus au gouvernement.

M. Pierre Dep, président du comité économique et social et conseiller du commerce extérieur depuis 1985, remarque ainsi: « La Lorraine est la seule région qui soit frontalière avec trois pays dont un paradis fiscal (le Luxembourg). Si l'Europe est une opportunité, il ne faut pas oublier qu'à court terme il y a pour nous des risques. L'ouverture complète des marchés de change, l'harmonisation fiscale, sont nos préoccupations auxerroises. Le ministre du commerce extérieur ne peut être insensible ».

JEAN-LOUIS THIS.

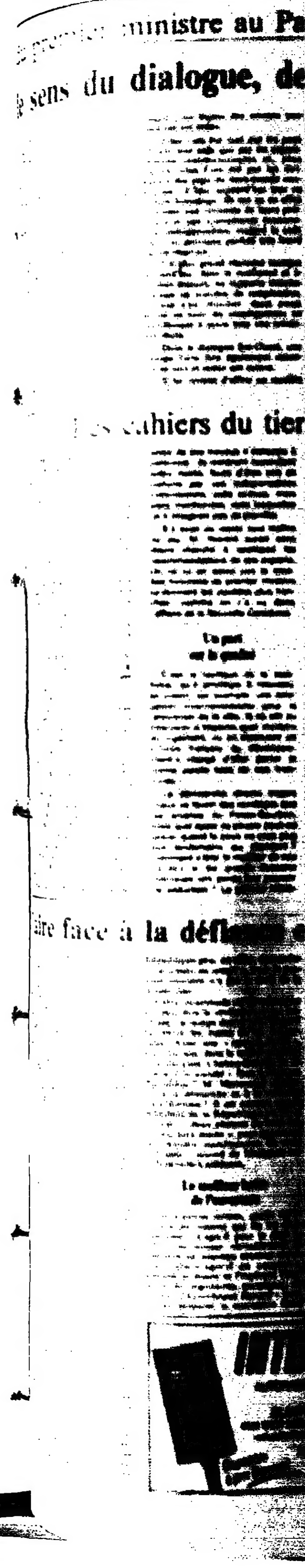
**Le Monde**

**SÉLECTION IMMOBILIÈRE**

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements: 45-55-91-82.

Poste 4138







# Politique

## Les réponses à la déclaration de politique générale de M. Rocard au Parlement

### M. Pierre Mauroy : « Restons sérieux ! »

« Vous disposez dans cette assemblée, monsieur le premier ministre, d'une majorité. C'est ce que je suis venu aujourd'hui confirmer à cette tribune avant que la presse n'en soit administrée au fil de nos travaux », a déclaré M. Pierre Mauroy en parlant du groupe socialiste.

Le premier secrétaire du PS a poursuivi : « Vous avez été, monsieur le premier ministre, chargé de mettre en œuvre les orientations publiées dans une fameuse lettre, bien connue de tous les Français et surtout largement ratifiée par le pays. C'est de ce contrat que nous entendons être les garants. C'est à l'application de ces orientations que nous allons travailler avec vous (...)

« La victoire du 8 mai dernier, et le rassemblement autour de ce contrat, c'est d'abord celui de la gauche. Mais ce n'est pas seulement celui de la gauche. C'est vrai, des hommes et des femmes, sensibles à la volonté de justice qui nous anime et inquiète de la montée des tensions en métropole comme outre-mer, nous ont rejoints. Ils sont présents au sein du gouvernement comme dans notre majorité.

« Ils peuvent compter sur notre solidarité et connaître l'exigence qui est la nôtre à l'égard de nos valeurs et de notre histoire », a expliqué le député du Nord.

A propos de l'étape du marché unique européen de 1992, M. Mauroy a récusé l'idée selon laquelle la nécessité de la construction européenne devait donner naissance en France à des gouvernements d'union. « D'autres étapes importantes de la construction européenne ont déjà été franchies sans que les députés de l'époque se soient crus obligés d'en appeler à l'union sacrée ! »

« Restons sérieux. La démocratie, pour son bon fonctionnement, a besoin que s'établisse une dialectique entre majorité et opposition. Je dirai même que la démocratie, inséparable de la démocratie parlementaire est indissociablement liée à cette opposition entre ceux qui gouvernent et ceux qui aspirent à le faire. Entre ceux qui prennent leurs responsabilités et ceux qui les critiquent (...). Nous savons bien que nos idées sont différentes, que nos idées sont différentes. Nous

sommes les uns et les autres fiers de ce que nous sommes. Le respect mutuel n'implique pas la confusion des responsabilités (...). (Applaudissements sur les bancs socialistes.)

« Ce n'est pas parce que la droite se décompose avant de se recomposer avec l'opposition ! D'ailleurs, cette position est partagée sur tous les bancs, car si l'annonce d'une opposition constructive a été soumise, l'affirmation de la nécessaire opposition est toujours privilégiée (...).

« Il est temps, en effet, d'ouvrir pour que les discussions comme l'écrit la politique trouvent le chemin des préoccupations quotidiennes qui sont celles de nos concitoyens (...). Vous, monsieur le premier ministre, commencez à y répondre par la présence dans votre gouvernement de personnalités représentatives, sous différents critères, des grands champs de la vie nationale. Et les talus comme l'ensemble de vos ministres. »

### « C'est d'abord un état d'esprit »

« Mais, a ajouté le maire de Lille, les reconstructions ne s'ordonnent pas. Elles se vivent. L'ouverture ne s'impose pas. Elle se propose (...). Mais veut rester enracinée dans la réalité que d'être émise dans la confusion. L'ouverture c'est d'abord un état d'esprit. »

« Il peut sans doute y avoir des évolutions parmi les représentants du peuple comme elles se sont manifestées. Mais, c'est à travers l'action gouvernementale et les débats parlementaires que ces évolutions se perçoivent et s'apprécient. L'ouverture se mesurera aussi à l'aune des votes qui seront émis par notre assemblée », a-t-il estimé.

« Nous socialistes, qui pensons que l'évolution de l'humanité, l'évolution d'un pays, résultent d'une volonté, d'une ambition plus que d'une quelconque fatalité, nous croyons à la loi », a-t-il dit en rappelant certains de ces actes adoptés quand il était premier ministre de 1981 à 1984 (loi Auroux, suppression de la peine de mort, etc.). « Les parlementaires socialistes sauront être à vos côtés pour utiliser la loi à bon escient. »

### Au Sénat

### Nul enthousiasme

Une quinzaine de ministres et de secrétaires d'Etat ont écouté au banc du gouvernement la déclaration de politique générale lue au palais du Luxembourg par M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement. Cinq des six sénateurs entrés au gouvernement - un record sous la V<sup>e</sup> République - étaient présents : outre M. Faure, MM. Jacques Pelletier, Michel Durafour, Jean-Marie Rausch et André Méric. Seul manquait M. Michel Charasse.

Quelque cent soixante sénateurs ont eu aussi écouté cette déclaration applaudie par les socialistes et les radicaux de gauche, mais aussi par quelques UDF appartenant à la Gauche démocratique comme MM. Jean François-Poncet et Pierre Laditte. Après que M<sup>me</sup> Hélène Luc eut promis que les communistes, dont elle préside le groupe sénatorial, « feraient tout pour faire échec à la droite », et avant que M. Gérard Delfau fasse part de

« soutien total » de ses collègues socialistes au premier ministre, M. Daniel Hoellfiel a rappelé que, le 9 novembre dernier, dans la même enceinte, il avait soutenu l'atténuation progressive de certains critères et que le débat politique porte sur les « vrais enjeux et l'avenir » du pays. Le président de l'inter-groupe UDF et du groupe de l'Union centriste a affirmé que son propos d'alors reste « vrai ».

Au nom du groupe RPR, M. Josephine de Robina promettait ni « intransigence » ni « complaisance », mais « vigilance » par fidélité aux « engagements pris devant les électeurs ». Quant à M. Marcel Lucotte, président des RI, il observait que le discours-programme de M. Rocard vise « à satisfaire le maximum de parlementaires, pas toujours les mêmes ».

Dans les colloques, le ton n'était guère plus acerbe que dans l'hémicycle. Mais le discours du premier ministre ne suscitait nul enthousiasme. « Brillant devoir d'un brillant élève de l'ENA », commentait le socialiste Michel Dreyfus-Schmidt tandis que le centriste André Fosset se contentait d'un laconique « du vent ». « C'est un discours qui aurait pu faire Alain Corbiou » (député RPR et maire de Grenoble), imaginait M. Jean Descoeur, sénateur RPR de l'Isère, alors que M. Jacques Larché (RI) ironisait sur l'engagement pris par le premier ministre de reprendre les salles de classe, thème que les collectivités territoriales sont censées remplir depuis les lois de décentralisation.

Mais les sénateurs, du moins certains d'entre eux, avaient un autre sujet de préoccupation : les nominations au gouvernement de MM. Pelletier et Méric obligent leurs collègues respectifs de la Gauche démocratique et du PS à se choisir de nouveaux présidents de groupe. « Côté socialiste, l'affaire semble « ficelée », a dit M. Claude Estier, sénateur de Paris, devant être élu mardi. La succession de M. Pelletier devait être réglée dès jeudi 30 juin. Deux candidats étaient en lice : le radical-bourgeois Jean-Pierre Cantegril et l'adhérent direct barriste de Paul Girod.

A. Ch.



### M. André Lajoinie : « Pas d'état de grâce »

« La question qui continue d'être posée c'est l'alternative suivante : ou bien poursuivre la politique ancienne menée par la droite ou bien mettre en œuvre une orientation nouvelle. Une majorité existe pour cela. Va-t-on mener une véritable politique de gauche, et pour cela les communistes sont disponibles pour prendre leurs responsabilités, ou va-t-on au contraire poursuivre une politique d'austérité, de précarité, de surarmement dans l'objectif de l'Europe du capital de 1992, avec la participation de la droite ? C'est malheureusement cette dernière alternative qui est choisie tant que le président de la République que par le gouvernement (...). » a protesté M. Lajoinie.

Le président du groupe PCF a estimé en outre que M. Michel Rocard préférait « un gouvernement minoritaire comportant plusieurs anciens ministres de Giscard ou des barrières notoire, appliquant sa politique grâce à l'appui des voix centristes, à un gouvernement majoritaire de gauche qui menacerait une politique nouvelle (...).

« Les communistes ne sauraient prendre place dans une telle entreprise, et de ce fait ils ne peuvent faire partie de la majorité gouvernementale », a prévenu M. Lajoinie, qui a ajouté : « Nous appliquerons toute mesure, même minime, qui ira dans le sens des intérêts populaires et nationaux et combattrons toutes les

décisions négatives. Nous avançons des propositions constructives en fonction des objectifs de notre programme de justice, de liberté et de paix, qui gardent toute leur valeur. Beaucoup ont rencontré un grand soutien populaire. »

« Monsieur le premier ministre, a conclu le président du groupe PCF en se tournant vers les bancs du gouvernement, en 1988, il n'y aura pas d'état de grâce, les travailleurs ne peuvent pas donner aujourd'hui un chèque en blanc alors que les promesses d'hier se sont traduites par un recul de leurs droits. Les communistes sont disponibles pour tout ce qui va dans le sens de la solution des problèmes des gens et du pays. Ils sont prêts à prendre toutes leurs responsabilités pour une politique claire, répondant aux vœux profonds des Français, pour mener une lutte effective contre le chômage, la pauvreté et pour l'élevation du pouvoir d'achat des travailleurs, des pensions et prestations sociales, pour une croissance novatrice de l'économie, pour la défense des intérêts des salariés et l'indépendance de la France, pour la paix et le désarmement. »

Cette démarche unitaire, les députés communistes emploieront toutes les forces à la réaliser en refusant de cautionner ce qui peut entretenir l'illusion ou renforcer la résignation.

### M. Bernard Pons : « La complicité du PCF »

« L'ambiguïté de la France une et rassemblée, sans qu'on ait jamais su sur quels objectifs, vous avez ajouté l'appât de l'ouverture progressive de certains critères, et que le débat politique porte sur les « vrais enjeux et l'avenir » du pays. Le président de l'inter-groupe UDF et du groupe de l'Union centriste a affirmé que son propos d'alors reste « vrai ».

« Je constate simplement que pendant deux ans, nous avons eu affaire à une situation particulièrement difficile et que souvent nous avons regretté que du côté de certains de vos amis, il n'y ait pas eu davantage de compréhension sur un dossier particulièrement angoissant et difficile. Si le projet que vous allez présenter au Parlement respecte la Constitution, s'il respecte les règles de la majorité, s'il assure l'autorité de l'Etat et le respect de la loi républicaine, alors sans hésitation aucune, nous nous trouverons de côté de vous pour résoudre ces problèmes. »

« Nous sommes donc aujourd'hui dans l'opposition, résolument, mais pas systématiquement, pas éternellement. Nous considérons qu'il n'y a pas d'alternative possible à notre politique pour poursuivre le redressement du pays et le préparer à relever dans les meilleures conditions les défis qui l'attendent. »

S'agissant de la Nouvelle-Calédonie, le président du groupe RPR expliqua que les députés RPR « ne feront rien » pour gêner le premier ministre, M. Rocard, dans ses tentatives pour parvenir à un règlement du dossier. L'ancien ministre des DOM-TOM a toutefois estimé que l'accord signé entre les deux parties était « un peu de fagade ».

« Je constate simplement que pendant deux ans, nous avons eu affaire à une situation particulièrement difficile et que souvent nous avons regretté que du côté de certains de vos amis, il n'y ait pas eu davantage de compréhension sur un dossier particulièrement angoissant et difficile. Si le projet que vous allez présenter au Parlement respecte la Constitution, s'il respecte les règles de la majorité, s'il assure l'autorité de l'Etat et le respect de la loi républicaine, alors sans hésitation aucune, nous nous trouverons de côté de vous pour résoudre ces problèmes. »

M. Pons a ensuite défendu le bilan du gouvernement Chirac estimant qu'il « n'avait été contesté sérieusement par personne (...). Nous n'acceptons pas que vous

### M. Pierre Méhaignerie : « S'opposer autrement »

« Nous n'avons pas l'habitude de juger les hommes et les idées sur des a priori. C'est dans cet esprit que nous venons de vous écouter. A l'origine du débat de vos interventions, M. Pierre Méhaignerie : J'ai toujours dit que [seuls] les actes sont les juges des intentions (...). Vous serez [jugés], monsieur le premier ministre, sur ce que vous ferez pour résoudre les problèmes auxquels le pays est confronté. »

« Comme vous, monsieur le premier ministre, et nous croyons à votre sincérité, nous n'avons qu'un intérêt : l'intérêt du pays. Nous n'avons qu'un seul objectif : combattre les excès de l'esprit partisan. Il y a dans cette Assemblée une majorité. Il y a dans cette Assemblée une opposition. Vous êtes la majorité et nous sommes l'opposition. Cela ne nous empêche ni de nous parler ni de travailler, les uns, les autres, dans l'intérêt du pays. »

« Vous avez à plusieurs reprises exprimé votre intention de gouverner autrement. Nous avons décidé, quant à nous, de nous opposer autrement, a insisté le président du CDS. Les discours politiques répondent de plus en plus mal à l'attente des Français. Le langage de la critique systématique, de l'idologie, de l'esprit de parti, les Français n'en veulent plus. Que l'élection présidentielle ait donné lieu à autant de recherches de ralliements individuels qui discréditent très vite l'idée même d'ouverture. Notre conception de l'ouverture, c'est au contraire le respect de l'identité des partenaires politiques, c'est la recherche du dialogue en Parlement sur des projets », a-t-il estimé.

« Gouverner autrement, monsieur le premier ministre, ce n'est pas la recherche de ralliements individuels qui discréditent très vite l'idée même d'ouverture. Notre conception de l'ouverture, c'est au contraire le respect de l'identité des partenaires politiques, c'est la recherche du dialogue en Parlement sur des projets », a-t-il estimé.

### Vers une société plus ouverte

M. Méhaignerie, qui a, d'autre part, évoqué cinq fronts économiques sur lesquels il jugera la politique économique du gouvernement :

- 1) La croissance des investissements privés et publics;

2) La maîtrise des dépenses publiques;

3) La baisse de l'impôt indirect et l'allègement des charges des entreprises seront-ils poursuivis ?

4) Le rajeunissement du rôle de l'Etat sur ses fonctions essentielles;

5) L'allègement des contraintes et règlements qui pèsent sur l'initiative et l'action économique.

M. Pierre Méhaignerie a également précisé que les efforts du gouvernement seront particulièrement attendus dans les domaines suivants : la solidarité et la lutte contre les inégalités (chômage, pauvreté, etc.), l'adaptation de notre système éducatif, l'ouverture nécessaire de notre société.

Sur ce dernier point, M. Méhaignerie a expliqué : « Nous avons l'ambition d'aller vers une société plus ouverte, moins hiérarchique, où il y ait moins de distance entre les hommes et plus de considération pour chacun, une société plus mobile et plus responsable. »

« Pour nous, monsieur le premier ministre, ces questions constitueront, dans le temps qui vient, autant de rendez-vous sur lesquels nous jugerons votre action et celle de votre gouvernement. Nous saurons apprécier les deux qualités majeures que sont pour nous le courage et la volonté qui permettront aux Français d'être plus responsables. Mais nous serons aussi très sévères et sans concession envers tout ce qui pourra entraver la France vers la faiblesse et le déclin et donc les Français vers la dépendance. Vous avez vos idées, mais, autour de vous, il y a le PS, ses congrès, la marge des mots, les ambitions personnelles. Nous oublierons pas qu'à un congrès du PS l'un des dirigeants socialistes vous a dit que vous étiez dans l'erreur et qu'en le plan de la marche il y avait le socialisme. » Au perchon, M. Laurent Fabius sourit.

« Êtes-vous sûr qu'aujourd'hui d'autres archaïsmes, d'autres pressions ne vous conduisent pas à faire des arbitrages plus inspirés par les ruses de l'idologie que soucieux de l'intérêt de la France ? Vous comprendrez, dans ces conditions, les inquiétudes, les interrogations, la vigilance du groupe de l'Union du centre. C'est dans l'opposition que nous pérorons avec nos moyens sur vos choix. Le groupe UDC exercera une opposition vigilante et insistante. C'est ainsi que l'UDC a décidé de servir notre pays. »

### M. Jean-Claude Gaudin : « Un gouvernement socialo-publicitaire »

« Appliqué dans les circonstances présentes, un débat sans vote est aujourd'hui un signe de faiblesse, a estimé M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF. Certes, vous vous présentez aujourd'hui devant l'Assemblée nationale avec un gouvernement remanié. Mais celui-ci ne donne pas vraiment l'excès du précédent. C'est un gouvernement socialo-publicitaire. Les portes essentielles restent entre les mains du comité directeur du Parti socialiste. Quant à l'ouverture, elle consiste à confier à des hommes politiques venus de l'opposition les deux dossiers les plus difficiles : le chômage et le commerce extérieur. Merci pour eux. »

Le gouvernement est « fragile, sans majorité et sans projet politique », a ajouté M. Gaudin, en se demandant quelle était « exceptionnellement la marge d'initiative et de décision » du premier ministre placé « entre le président de l'Assemblée nationale qui [le] surveillera du haut de son « perchon » ; le premier secrétaire du Parti socialiste, qui entretiendra la flamme de l'union de la gauche ; le président du groupe parlementaire socialiste, qui sera le gardien de l'orthodoxie présidentielle ; et le premier [des] ministres d'Etat qui [lui] distilleront ses conseils dans les colonnes du Monde pour « gouverner mieux ». »

« Vos responsabilités, c'est de clarifier vos choix politiques, de clarifier votre programme d'action, de clarifier vos soutiens, a déclaré M. Gaudin. Nos responsabilités, c'est d'être une opposition de progrès. L'opposition ne fera pas la politique du pire. Elle ne sera pas un instrument de blocage. Elle ne s'opposera pas à celles de vos actions qui iront dans le sens du rassemblement et du redressement. Elle ne s'opposera pas à vos actions qui iront dans le sens du message des Français. L'opposition sera le gardien scrupuleux de ce message (...).

« Clarifier vos choix politiques, cela implique d'abord de cesser la comédie du débouchage, la politique des cliques d'œil, la politique des entretiens furtifs, à la nuit tombée, la politique des visites par des portes dérobées, a expliqué M. Gaudin, tandis que sur les rangs de la gauche fusait l'« Le Pen ! Le Pen ! Le Pen ! ». Car sinon, comme vous l'avez dit vous-même, « il y aura des gens qui se sentiront trahis et d'autres qui afficheront des visages de traitres ». Les Français n'ont pas confiance dans les hommes qui chahotent de camp (...). Pour leur part, les députés du groupe UDF seront les garants du message des Français : un message d'équilibre en faveur d'un gouvernement au centre. Et nous préparerons les conditions politiques d'un gouvernement capable d'obtenir la confiance que vous ne pouvez pas demander aujourd'hui ; nous préparerons le gouvernement par le centre. »

### Le Prix des perles

Le Club de l'humour politique, fondé par M<sup>me</sup> Jacqueline Nebout, conseiller de Paris, vient de désigner ses lauréats.

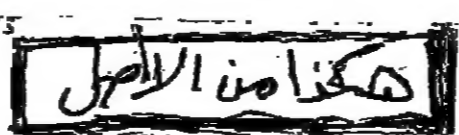
Un Prix de logique à Raymond Barre, qui avait déclaré à l'heure de vérité du 7 janvier 1987 : « Quand le moment est venu, l'heure est arrivée. »

Un Prix de bonne conduite à Jacques Toubon, qui avait dit, pour définir les rapports entre les journalistes et son mouvement pendant la campagne présidentielle : « Même en avion nous serons tous dans le même bateau. »

Un Prix de sciences naturelles à Pierre Mauroy, qui confiait au Figaro, le 10 avril 1988 : « La droite et la gauche, ce n'est pas la même chose. »

Un Prix d'excellence a été attribué à Alain Juppé pour avoir déclaré le 26 mars 1988 : « François Mitterrand est le spécialiste du piège à consensuels. »

Enfin, un Prix du souvenir a été accordé à Edgar Faure pour avoir affirmé : « Voici que s'avance l'annuaire et, nous ne savons pas comment l'arrêter. »











me rapport d'activité de la CNIL

recherche médicale  
droit à l'anonymat

La CNIL exige donc un dispositif de sécurité et des mesures de confidentialité.

Saisie par la Commission, la direction générale des télécommunications a prévu, sur chaque poste de correction automatique des lettres, un dispositif qui permet de saisir les données sans que le destinataire soit informé.

Autre préoccupation de la CNIL : opposer à des utilisations de certaines informations destinées à des fins de sécurité, de santé ou de recherche médicale.

### Détournement d'informations

Autre préoccupation de la CNIL : opposer à des utilisations de certaines informations destinées à des fins de sécurité, de santé ou de recherche médicale.

Le CNIL a exigé de la direction générale des télécommunications de prévoir, sur chaque poste de correction automatique des lettres, un dispositif qui permet de saisir les données sans que le destinataire soit informé.

Le CNIL a exigé de la direction générale des télécommunications de prévoir, sur chaque poste de correction automatique des lettres, un dispositif qui permet de saisir les données sans que le destinataire soit informé.

Le CNIL a exigé de la direction générale des télécommunications de prévoir, sur chaque poste de correction automatique des lettres, un dispositif qui permet de saisir les données sans que le destinataire soit informé.

Le CNIL a exigé de la direction générale des télécommunications de prévoir, sur chaque poste de correction automatique des lettres, un dispositif qui permet de saisir les données sans que le destinataire soit informé.

Le CNIL a exigé de la direction générale des télécommunications de prévoir, sur chaque poste de correction automatique des lettres, un dispositif qui permet de saisir les données sans que le destinataire soit informé.

Le CNIL a exigé de la direction générale des télécommunications de prévoir, sur chaque poste de correction automatique des lettres, un dispositif qui permet de saisir les données sans que le destinataire soit informé.

Le CNIL a exigé de la direction générale des télécommunications de prévoir, sur chaque poste de correction automatique des lettres, un dispositif qui permet de saisir les données sans que le destinataire soit informé.

# Friedrich Gorenstein à la naissance du jour

La veine prophétique d'un écrivain soviétique qui vit à Berlin-Ouest

« TANT que les bourgeois n'ont pas été châtiés, il est trop tôt pour juger les victimes. Cependant, le temps viendra où elles aussi, elles auront à répondre des crimes perpétrés contre elles. » Pour Friedrich Gorenstein, les hommes ont trop défiguré l'humanité, trop abimé et torturé la figure de l'homme, leur propre figure, pour que la justice divine puisse, sans autre forme de procès, séparer au dernier jour, d'une frontière infranchissable, le bourreau et la victime. Non pas que le Bien et le Mal se confondent, s'égalent ; mais le crime a sali jusqu'au bien, semé le mal jusqu'au cœur de l'innocence.

C'est une vision sombre et tragique de l'humanité que Friedrich Gorenstein, écrivain soviétique exilé à Berlin-Ouest depuis 1980, a peinte dans *Le Rachat*, son deuxième livre traduit en français (1). Cette vision, il l'avait déjà adaptée aux dimensions d'un vaste roman-méditation sur les quatre fléaux du Seigneur, *Psalme* (2).

Le froid et la faim, la pauvreté, le décor presque banal dressé dans le dénuement d'un village russe aux premiers mois de l'après-guerre. Les canons se sont tus mais la mort frappe encore : vengances, assassinats, pogromes... Comme si la souffrance ne pouvait jamais être éteinte, l'instinct de vie ne se manifeste qu'en son contraire, en une animalité sauvage et destructrice.

L'humanité, Gorenstein la représente en cet état chaotique, réduite à la plus simple expression de ses instincts primaires, portés par eux au pire d'elle-même. Quelques personnages pitoyables tentent de survivre à la faim, à la

misère ; la jeune Sachenka, belle d'une vie et d'une sensualité qui s'éveillent et la débordent mais portée aussi à la méchanceté, au ressentiment ; sa mère qu'elle dénonce pour sa volée dérisoire de nourriture ; un couple de mendicants afin de montrer que l'on peut trouver toujours plus misérable ; Auguste, un lieutenant hanté par l'esprit de vengeance après le meurtre atroce de sa famille.

Dans l'impunité de la guerre, dans le désordre qui a suivi et face auquel les fonctionnaires communistes imposent leur ordre, aussi lourd qu'impur, des villageois sont assassinés ; des enfants, des vieillards, une famille juive... tous encastrés à la hâte dans des charniers de boue et de neige, dans les cours des maisons, dans des fossés. Le lieutenant, un groupe de prisonniers et Sachenka entreprennent de les déterrer pour leur donner une sépulture : nuit d'effroi et de réparation, abîme de détresse où il faut descendre avant de pouvoir remonter à la lumière.

Le mouvement perpétuel de la vie

Le roman de Gorenstein atteint là à une sombre grandeur. Les thèmes de la nuit et de la rédemption sont traités sur un mode à la fois réaliste — jusqu'à l'épouvante — et halluciné.

« Le châtiement, la vengeance, sont à la portée de n'importe qui, mais le rachet n'est que à celle des justes à côté desquels se range la vérité. » Du tréfonds nocturne de la peur et de la haine, de l'esprit de vengeance et de la tentation du suicide, peut encore naître le jour qui renouvelle la vie, même au prix



Friedrich Gorenstein à Paris.

de la mort, comme celle de ce personnage, le professeur, expirant sur une dernière intuition philosophique.

Aux longs chapitres nocturnes du livre, succède un bref épisode final, diurne celui-là. Aux « hommes fatigués de perpétuer leur race », la force de ce qu'il faut bien appeler l'instinct maternel vient imposer ses droits : trois enfants viennent au monde, trois petites filles, symboles du mouvement perpétuel de la vie. « Par nature la plus proche du Christ », l'amour maternel est « un amour qui non seulement n'exige pas, mais, en raison de sa plénitude même, exclut absolument la réciprocité, un amour sans fond, aveugle, dépourvu des tourments et des doutes qui sont le lot de l'amour charnel ».

Livre prophétique, *Le Rachat* ne doit pourtant pas être lu comme la simple transposition romanesque d'une conception chrétienne du monde. Les interprétations bibli-

# Le cirque de John Irving

L'Épopée du buveur d'eau : les grandes orgues du roman-spectacle.

ORSQUIL publie en 1972 *L'Épopée du buveur d'eau*, son second roman. John Irving est encore un petit jeune. Il a tout juste trente ans et surtout une énorme chance : il fait ses premiers pas dans l'écriture à une époque où la littérature américaine est en pleine ébullition. Hawkes, Pynchon, Vonnegut, Brautigan, Barthelme, Barth dépeignent leurs drôles de machines. Héritiers aveugles (et involontaires) de la Beat Generation, ils ont laissé tomber ses aspects messianiques et dépassé ses horizons. Kerouac faisait la Route, Eux, ils vont faire les fous, piochant dans le surréalisme, l'histoire, la philosophie, les sciences, bousculant le réalisme social pour mieux imposer, à travers leurs prismes et autres dispositifs optiques déformants, la vision d'un univers moderne menacé d'éclatement.

Dur ? Ce n'est pas fini. Sa situation matérielle est des plus délicates, il se lance, pour décrocher un diplôme universitaire, dans la traduction d'une saga nordique. Entreprise périlleuse dont il finira par triompher, non sans avoir trafiqué quelques-uns des passages du texte.

**Le spécimen du mâle américain**

L'aventure de Bogus est finalement exemplaire. Bien sûr, comme toujours chez Irving, on est un cirque : ça part dans tous les sens et l'on succombe au spectacle de l'illusion. Mais il faut se glisser derrière le décor pour apercevoir Bogus tel qu'il est : le spécimen du mâle américain des années 70. Cet *homo sapiens*-là a, un œil fixé sur ce qui lui pend entre les jambes et l'autre sur un horizon où se découpe indolument la silhouette de l'épaisse femme castratrice. Vu sous cet angle, il ressemble à M. Natural, ce petit bonhomme cinglé, héros des bandes dessinées que signait, Robert Crumb à la même époque.

John Irving apparaît un peu comme la branche cadette de cet arbre luxuriant. Moins intellectuel, plus pragmatique, l'auteur de *Le Monde selon Garp* a très bien compris que la littérature, c'est d'abord affaire de recettes. Avant de raconter une histoire, il applique une méthode, « rideau de fumée destiné à masquer les arcanes du récit. Sérieux, Irving ? Certainement. Même quand il nous fait rire.

Bogus a, cependant, un avantage. Il est bête. Tellement bête qu'il acceptera même d'être les héros d'un film ayant pour thème l'échec. Du Irving tout craché ! Ses personnages principaux sont toujours ses souffre-douleur. Une manière, sans aucun doute, d'indiquer que chacun de ses romans figure une allégorie. Celle d'un monde chamboulé que le romancier se refuse à analyser. A travers ses farces, ses sarcasmes, ses arguties, il se contente de le représenter. Irving est finalement un écrivain de son temps. Il écrit des romans-spectacles. Les grandes eaux, les grandes orgues, tout est là. Le lecteur ne peut qu'être ébloui. Ce n'est déjà pas si mal. Mais est-ce suffisant ? Pour les amateurs de cinématographie en couleurs, certainement.

Les problèmes de « Bogus »

Et il nous fait sacrément rire avec son *Épopée du buveur d'eau*, maintenant traduite en français. Une sorte de farce dont le héros, Fred « Bogus » Trumper, un étudiant racorni de vingt-cinq ans, est confronté à un problème majeur : il souffre d'un rétrécissement du méat urinaire. A titre de thérapie préventive, il avale des tonnes d'eau. Là-dessus, il apprend que son épouse (une ancienne championne de ski taillée comme une armoire à glace) veut le quitter et que son amante (confort oblige) veut qu'il lui fasse un enfant.

★ **L'ÉPOPÉE DU BUVEUR D'EAU**, de John Irving, traduit de l'anglais par Michel Lebrun, Seuil, 372 p., 99 F.

### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

# Dostoïevski, Kafka Nouvelles traductions, nouvelles trahisons

HASARD ou symptôme (de quoi ?). Il se publie ces jours-ci beaucoup de traductions nouvelles. Trois au moins concernent des monuments : l'*Eternel Mari*, de Dostoïevski ; l'*Amerique*, de Kafka ; *Au-dessous du volcan*, de Lowry, rebaptisé *Sous le volcan*.

Certaines questions préalables viennent à l'esprit devant de telles entreprises. Pourquoi retraduire ? Si les versions françaises existantes étaient gravement fautivees, que ne les a-t-on révisées plus tôt ? Nos connaissances des langues d'origine seraient-elles progressées, et leurs experts gagnés en talent ? L'air du temps, lors des premières transcriptions, nous a-t-il égarés ? Celui d'aujourd'hui porte-t-il à plus de respect, à moins de franco-centrisme ? Faudra-t-il revoir demain un travail par essence inachevé ?

Une chose paraît probable : nous nous sommes défaits, en quelques décennies, d'un préjugé qui viciait la notion de fidélité, et qui voulait que le mot-à-mot fût ensuite « arrangé » en ce qu'on appelle naïvement, dans les classes de version latine, du « bon français ». Quitte à rogner les aspérités de l'original, qui en constituait parfois le génie, il convenait d'aboutir à des élégances bien de chez nous. Passer du littéral au littéraire, à tout prix ; est approuvément forcé à cause plus d'un faux-sens, et éloges les œuvres de nous, sous couvert de les rapprocher et de les flatter.

L'*Eternel Mari* est connu, depuis une bonne trentaine d'années, par la version de Boris de Schoelzer, dans *« La Pléiade »* (Gallimard, 1956). Ne lisant pas le russe, je ne saurais porter d'appréciation, sinon de « confort ». Il est important qu'une traduction dont on ne peut vérifier l'exactitude offre une sensation de sécurité, que les idiotismes maintenus le soient intentionnellement et non par impuissance à vaincre la barrière des langues. C'était le cas, à mes yeux de profane.

La comparaison avec le texte de Schoelzer, si tant est qu'il soit licite de mettre en regard deux équivalences françaises sans se référer à leur source commune, n'a rien de probant. Une gaucherie reste une gaucherie, en toutes langues : le « presque indiscutable » choisi par Schoelzer, au début, pour qualifier le procès qui tourmente Veltchaninov, semble mieux venu que le vilain « quasiment indiscutable » préféré par Kreize. De même, « en général tout va de mal en pis » (Schoelzer) a meilleure allure de proverbe que, chez Kreize, « tout se mettait à changer pour le pire ».

DANS le corps du livre, une phrase-clef donne lieu aux variantes suivantes : selon Veltchaninov, le caractère de certains hommes « consiste à être, pour ainsi dire, d'éternels maris, ou pour mieux s'exprimer, à n'être dans l'existence uniquement que des maris » (Schoelzer, p. 980) ; ou bien : « l'essence de ces maris consiste à être, si l'on peut dire, des éternels maris ou, plus exactement, de n'être dans la vie que des maris et rien de plus » (Kreize, p. 38). Qui a raison ? Personne et tout le monde !

Il y a la conformité du détail, et il y a le climat général, l'aise ou le malaise suscités. Au bout du compte, Kreize laisse une impression de moins grande fluidité. Et cela lui donnerait paradoxalement raison, si on en croit Marie-Françoise Kempf, qui signe en postface une étude sur l'*Eternel Mari*. Dostoïevski n'a que faire, ici, des règles stylistiques occidentales qui découraient les répétitions. Il ressaisie expressément et dessine une langue « rocailleuse », « enchevêtrée », afin d'immerger le lecteur dans du délirant, dans l'anormal. Si tel est bien l'effet recherché, alors Kreize se montrerait peut-être plus fidèle que Schoelzer, aidé par une sensibilité d'époque plus ouverte au névrotique qu'il y a trente ans...

A même évolution des esprits peut avoir amélioré notre compréhension intime de Kafka. C'est en tout cas ce que semble sous-entendre Bernard Lortholary, quand il retraduit, pour GF-Flammarion, *Amerika*, révisé à y a quarante ans par Alexandre Vialatte (Gallimard, 1956).

**LE PLUS CLAIR DE MON TEMPS (1926-1987)**

**Edouard Mac'Avoy**

"Ce livre constitue une véritable mine d'or sur notre siècle."

*Jean Chéroux*  
Le Figaro littéraire

"Un livre intelligent, attachant, noble et beau."

*Claude Mauriac*  
Sud-Ouest Dimanche

**RAMSAY**

*Le plus clair de mon temps 1926-1987*





ROMANS

Mans mise francophonie

Le congrès de la FIMLF au Mans a d'autre part mis en lumière le rôle culturel joué par cette ville de deux cent mille habitants, qui essaie de dépasser son image de « capitale » de la mécanique, due aux usines Renault.

En juin, c'est, de plus, ouverte dans le centre du Mans, l'initiative d'un Réunionnais et d'un Congolais et à l'initiative de « Baobab », éditeur de la revue « Libération-culture » de la culture francophone.

Des livres pour Haiti

Les assises de la FIMLF ne sont pas les seuls lieux de débats entre auteurs et lecteurs francophones, animés par l'écrivain français, directeur de la revue « Libération-culture ».

A propos de Haiti, Jean-Jacques Lussan, qui a visité ce pays, est sorti de la réunion de la FIMLF avec un livre intitulé « Le pays des morts ».

« Le pays des morts » est un roman qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui part à la recherche de son père, qui a disparu pendant la révolution.

« Le pays des morts » est un roman qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui part à la recherche de son père, qui a disparu pendant la révolution.

« Le pays des morts » est un roman qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui part à la recherche de son père, qui a disparu pendant la révolution.

« Le pays des morts » est un roman qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui part à la recherche de son père, qui a disparu pendant la révolution.

« Le pays des morts » est un roman qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui part à la recherche de son père, qui a disparu pendant la révolution.

« Le pays des morts » est un roman qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui part à la recherche de son père, qui a disparu pendant la révolution.

« Le pays des morts » est un roman qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui part à la recherche de son père, qui a disparu pendant la révolution.

« Le pays des morts » est un roman qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui part à la recherche de son père, qui a disparu pendant la révolution.

« Le pays des morts » est un roman qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui part à la recherche de son père, qui a disparu pendant la révolution.

« Le pays des morts » est un roman qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui part à la recherche de son père, qui a disparu pendant la révolution.

« Le pays des morts » est un roman qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui part à la recherche de son père, qui a disparu pendant la révolution.

« Le pays des morts » est un roman qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui part à la recherche de son père, qui a disparu pendant la révolution.

La passion de Roberte

« J'aurai bientôt cinquante ans et, dans le monde où j'ai vécu, c'est bien plus que la vieillesse, c'est déjà presque la mort. Je n'ai jamais aimé personne ; et puis il est venu quelqu'un que je n'aurais pas pensé aimer. »



Françoise Bouillot vue par Bénédicte Clove.

elle au néant. (...) Perdre sa passion, c'est perdre ce qui faisait le prix même de la vie. C'est s'évanouir, s'absorber, disparaître, se perdre soi-même, enfin. (...) Cette passion perd Roberte, mais, dans un même mouvement, la sauve

son expression la plus brutale dans le flou des identités. En effet, que ce soit dans l'homosexualité de Caleb et de François, dans la transsexualité de Marilyn et de Pat, dans le prénom ambigu de Roberte, seule femme véritable du livre, le Roman de Roberte déploie un univers fantomatique où les êtres ne parviennent à se définir, à devenir vivants qu'en se heurtant à des excès. Sans cela, ils vivraient dans la béance d'une vie que rien ne justifie.

L'auteur pousse à son paroxysme des sentiments qui se vivent dans l'absence de l'autre, dénonçant une solitude irrémédiable. Son roman est le roman d'une anti-quête. Ses personnages sont d'avance figés. Les événements qui ont lieu autour d'eux les laissent dans l'attente de se résigner ou de faire preuve qu'ils sont capables de vivre seuls.

★ ROMAN DE ROBERTE, de Françoise Bouillot, éditions Mares Sell & Cie, 180 p., 88 F.

Dans la peau de l'autre...

L'étrangeté radicale de Jean-Daniel Baltassat.

JEAN-DANIEL BALTASSAT a publié l'an dernier, trop discrètement, un beau recueil de nouvelles, l'Œuvre des chiens, et un premier roman, la Falaise (1). Il revient avec un livre plus achevé, La Peau de l'autre, récit, mené en parallèle, chapitre après chapitre, de deux itinéraires, de deux tragédies qui ne sont aucunement liées, et qui, pourtant, trouvent une conclusion commune, leurs héros finissant par se rejoindre au hasard des chagrins et des blessures de la vie.

Tout commence à Paris le 5 avril 1979, et se termine à Ustica, petite île au large de la Sicile, le 22 avril 1979. Entre-temps, des existences dévastées, des morts, des espoirs déçus, des amours brisées avant même d'avoir pu se vivre ; bref, un univers du désastre, dont Jean-Daniel Baltassat sait jouer pour construire une étrange fiction qui, fort heureusement, déjoue le roman réaliste pour devenir une sorte de parabole. Sinon, ces morts en chaîne, cet acharnement du malheur sur les héros, auraient un goût d'« un peu trop ».

A Paris, Michel Vesselingier habite seul avec sa petite fille Antonine, devenue mutique depuis le suicide de sa mère, Pauline. Dans leur vie difficile arrive, comme par effraction, Hanna, une Allemande fort séduisante qui se trouve être la demi-sœur de Pauline : leur père, soldat allemand pendant la seconde guerre mondiale, avait un enfant en Allemagne, Hanna, et en a eu une seconde avec une femme française. On imagine le sort qui fut réservé à cette femme à la fin de la guerre. Elle est morte folle, quelques années plus tard. Pauline, Hanna et aussi Antonine, sans le savoir, ont à vivre avec cette terrible histoire, née de la tragédie de l'Europe entre 1939 et 1945.

Plus au sud de ladite Europe, en Sicile, Angelo Zagara coule des jours plutôt heureux, sinon paisibles (l'atmosphère sicilienne n'incite guère à la paix). Il a une

geste criminel - meurent sa femme et son fils Bernardo. Mafia, affaires de drogue, amours illégitimes, vengeances... On cherche à l'éliminer, et il règle ses comptes. Lui qu'on disait lâche convoque son frère Pino, « un vrai homme », pour le tuer.

Vesselingier non plus n'échappera pas au malheur qui colle à sa vie depuis le suicide de Pauline. Mais il ne faut rien en révéler, pour ne pas casser la tension qu'a fait si bien naître Jean-Daniel Baltassat. Tout ce qui a été dit, et qui ressemble à une narration trop détaillée de ce roman, n'en est que le squelette, que l'apparence. Le récit de Jean-Daniel Baltassat est beaucoup plus touffu, beaucoup plus allusif. Il faudrait pouvoir parler du rapport de Vesselingier à la parole et à l'écrit (il a été un brillant critique), ou de l'importance de la peinture dans la vie d'Hanna - restauratrice de tableaux, - et dans celle d'Antonine - dont le seul mode d'expression est le dessin, depuis qu'elle ne parle plus.

Jean-Daniel Baltassat raconte avec simplicité, et avec un vrai plaisir de romancier - il sait faire monter l'angoisse, la malaise, et donner le « dévoilement » progressif du dénouement, - ces histoires qui sont dans le droit fil de son premier roman et installent sa « manière » : le conte sous le masque du récit réaliste, l'étrangeté radicale sous l'apparente banalité des situations, l'obsession des images et des objets symboliques (ici des tableaux, dans la Falaise, des livres), la fascination du suicide.

La Peau de l'autre finit, comme le précédent livre de Baltassat, par une chute du haut d'une falaise... Mais, cette fois-ci, il reste des survivants et une possibilité d'ajouter encore une « pincée » d'insolite pour affirmer que la vie continue. Si tout cela vous apparaît comme une suite d'énigmes, un écheveau inextricable, la solution est dans « la peau de l'autre », une formule qui pourrait constituer la morale de ce curieux roman.

★ LA PEAU DE L'AUTRE, de Jean-Daniel Baltassat, éd. Bernard Bataillon, 316 p., 98 F.

(1) Œuvre des chiens, éd. Bernard Bataillon.

Juste une histoire d'amour

Rock casher : un homme, une femme au pays des « branchés ».

QUOI de plus commun, en littérature, qu'une belle histoire entre deux personnes qui s'aiment mais devront néanmoins se séparer ? Pourtant, si ancien que soit ce scénario, il peut encore produire le meilleur et le pire. A la lecture du roman de Michel Munz, un jeune auteur âgé de vingt-six ans, auteur-compositeur de profession, on a du mal à comprendre ce qui différencie son livre de tant d'autres que l'on n'a jamais achevés. Son écriture est un peu ludique et, cependant, Rock casher (malgré ce titre un peu irritant) est un roman attachant et séduisant.

A l'origine, une bande de copains, d'éternels adolescents, s'agaçants tant ils se complaisaient dans leur univers protégé, hors de toute réalité. Leurs soucis se cantonnent à leurs dernières rencontres féminines, aux restaurants à

la mode et aux soirées « branchées ». Un univers, communément appelé le Sentier, où les vendeurs de falafels et d'apfel strudel jouxtent les boutiques de « soul-cheurtes » californiennes, où l'on distingue les « feuj » des « goy » et où « jurer sur la Torah » fait office de code de reconnaissance. Un milieu qui apparaît comme une caricature de lui-même.

Ces quelques amis ne nourrissent pas d'interrogations métaphysiques sur le monde qui les entoure ; « cools », ils vibrent sur les airs mélancoliques de Billy Joel.

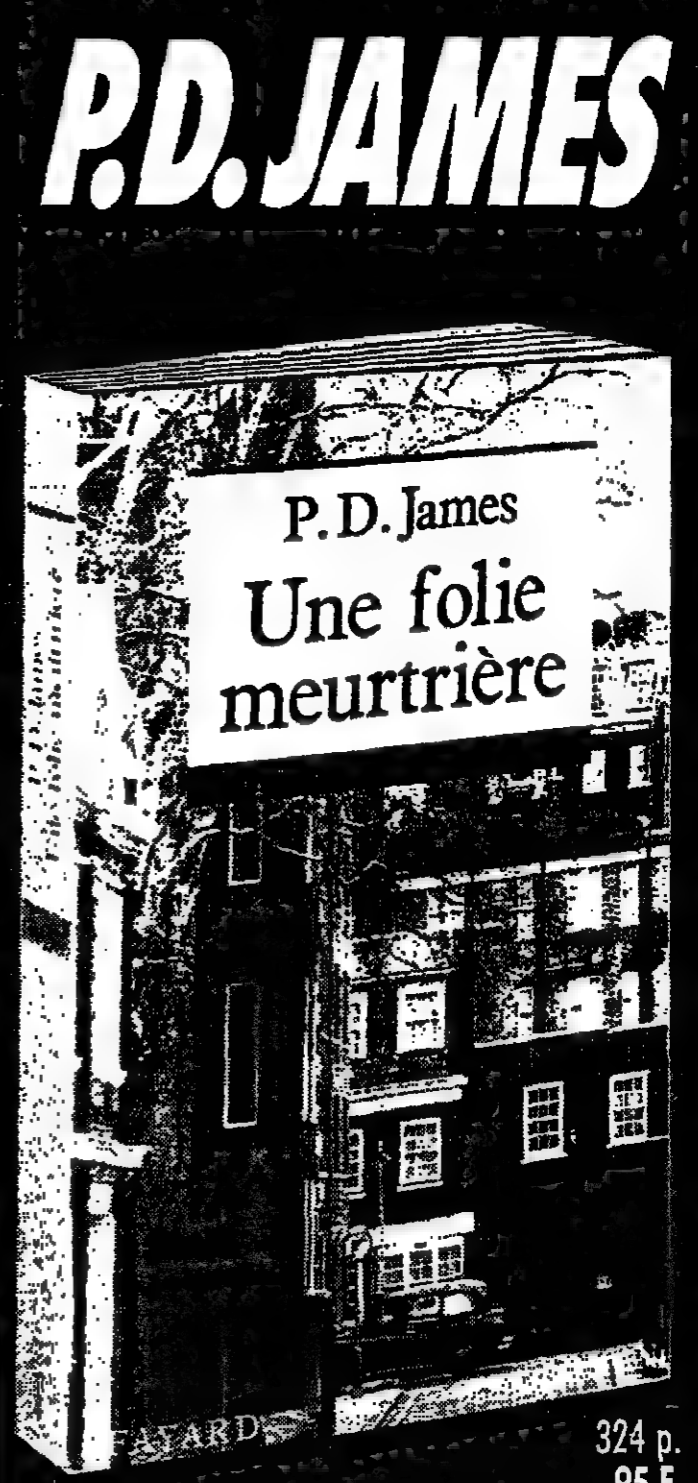
Arthur Kosinski, « pianiste d'ambiance tous les lundis, mercredis et samedis, à partir de 22 heures » n'est pas différent de ses compagnons nocturnes. Il vient de vendre une des chansons de sa composition à la vedette radio du moment, et son avenir

semble tout tracé. Mais, au cours d'une de ces soirées où se nouent dix amours et s'en dénouent autant, il fait la connaissance d'une jeune fille qui répond au nom délicieux et gourmand de Clémentine, avec laquelle il s'engage dans une aventure passionnée, et, bien sûr, sans lendemain.

Malgré tout, Michel Munz parvient à nous attacher à son histoire. Il sait, avec un certain talent, nous faire passer de l'irritation à une réelle émotion, du rire à l'inquiétude. Comme il le dit lui-même, Rock casher, c'est juste « une histoire d'amour avec un homme, une femme et quelques nouvelles de la météo ».

★ ROCK CASHER, de Michel Munz, Flammarion, coll. « Rue Racine », 248 p., 79 F.

SANDRINE TREINER.



324 p. 95 F.

Un formidable écrivain.

Françoise Ducout, Elle

Aucun écrivain ne peut se vanter, aujourd'hui, de faire mouche à tous les coups avec une telle perfection.

André Clavel, l'Événement du Jeudi

Rien d'étonnant à ce que Mrs. James se retrouve sur la liste des best-sellers chaque fois qu'elle publie un livre.

Christian Gonzalez, Madame Figaro.

Une véritable romancière, une « romancière de crimes ».

Jacques Roubaud, Le Monde.

Une efficacité redoutable.

Bernard Genès, Nouvel Observateur.

FAYARD

● HISTOIRE

# La Révolution française entre utopie et inerties

Un atlas et un dictionnaire font l'état des lieux

UNE des entreprises d'édition les plus passionnantes et les plus utiles suscitées par le bicentenaire est aussi l'une des moins tapageuses. En une vingtaine de fascicules, *L'Atlas de la Révolution française*, placé sous la direction de Serge Bonin et de Claude Langlois, sera, en effet, bien plus qu'un inventaire visualisé des données en séries collectées et construites à partir des archives produites en masse dans la décennie 1790. Mobilisant les traitements graphiques et matriciels les plus neufs, *L'Atlas* entend apporter des éléments inédits à la compréhension même des héritages et des ruptures qui constituent, ensemble, la Révolution. Les deux volumes déjà parus, éblouissants d'érudition et de virtuosité, font bien augurer de la suite. Le premier, dû à Guy Arbellot et Bernard Lepetit, est consacré aux routes et communications ; le second, proposé par Dominique Julia, l'est à l'enseignement. Tous deux partagent le même parti d'une chronologie large, des années 1760 aux lendemains de l'Empire ; tous deux forment les mêmes questions : celle des conditions de possibilité de l'événement, celle de ses effets durables sur les structures et les pratiques.

La centaine de cartes et graphiques présentés par Guy Arbellot et Bernard Lepetit atteste que la France de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle est un pays où la communication

des nouvelles et le déplacement des hommes sont devenus plus aisés et les plus rapides. Le développement du réseau routier (25 000 km, en 1789, pavés ou empierrés) comme celui de la poste (1320 bureaux) ont marqué une première et, bien sûr, relative homogénéisation de l'espace national. C'est ainsi qu'un courrier postal expédié de Paris peut atteindre Lyon en trois ou quatre jours, Bordeaux en cinq jours, Marseille en sept. Pour un particulier qui voyage en diligence, les mêmes villes se trouvent, respectivement, à cinq, six et neuf jours de la capitale. Certes, les durées s'allongent lorsque l'on s'écarte des grandes voies qui rayonnent à partir de Paris ou lorsque le voyage se fait en fourgon ou en coche, et non en diligence.

### Les révélations de la cartographie

Mais il paraît sûr que c'est ce premier désenclavement du territoire, voulu par la monarchie après 1760 et payé par les communautés, de leur seigneur ou de leurs deniers, qui a rendu possible la connaissance et l'imitation des événements parisiens (par exemple après le 14 juillet ou le 10 août). Si la Révolution n'est pas seulement une nouvelle Fronde ou une nouvelle Ligue, juxtaposant des conflits singuliers

et hétérogènes, c'est aussi parce que les conditions matérielles existent qui donnent rapidement à tout événement une dimension nationale : en juin 1791, grâce aux cavaliers envoyés par l'Assemblée nationale, il ne faut pas plus de cinq jours pour que la nouvelle de la fuite du roi soit diffusée dans tout le pays. Avec le resserrement de la communication, la politique a changé d'échelle.

Une interrogation essentielle sous-tend le volume sur l'enseignement où Dominique Julia a rassemblé une immense collection de données : dans quelle mesure la Révolution a-t-elle pu, sur le terrain, imposer sa législation scolaire (au demeurant tardive) et construire le réseau hiérarchisé et rationnel d'établissements nouveaux auquel elle rêvait ? La carte et la mesure trouvent ici toute leur pertinence : « La représentation graphique est un outil heuristique incomparable pour faire voir les inerties et les contraintes auxquelles les utopies révolutionnaires ont été confrontées et qu'elles ont en grande partie mésestimées. »

Ce constat de Julia est pleinement validé par le matériau qu'il donne à voir et qui montre comment, gommant les innovations les plus radicales de la période révolutionnaire, l'université impériale reconstruit, avec plus de régularité et sous de nouveaux vocables, le système scolaire de l'Ancien



CAGNAT.

Régime. Le semis des lycées et collèges communaux en 1812 est, par exemple, très différent de l'implantation des écoles centrales, établies à raison d'une par département, mais, en revanche, assez proche de la carte des collèges en 1789.

*L'Atlas de la Révolution française* a un effet décapant : en cartographiant les déterminations enracinées qui dictent leurs lois aux législateurs eux-mêmes, il met en garde contre l'illusion du politique, dont la Révolution française, par son volontarisme proclamé et son messianisme impérieux, est la première propagandiste. En face de la déchirure profonde qui instaure

une nouvelle culture politique, il est des continuités fondamentales qui tiennent aux divisions culturelles de longue durée, aux intégrités de développement, aux récurrences des attentes sociales.

Parmi les dictionnaires, précis ou chronologiques de la Révolution, qui aujourd'hui s'accroissent un peu vainement sur les rayons des librairies, *L'Etat de la France pendant la Révolution* (dirigé par Michel Vovelle) mérite une attention toute particulière. Près de 600 pages, 195 articles, 95 auteurs : l'entreprise pourrait paraître émiettée et disparate, d'autant qu'elle rassemble des signatures peu habituées à se côtoyer... Ce qui en fait la cohérence est un ton particu-

lier, libre, nerveux, tranchant. Les mises au point présentées, nécessairement brèves, sont généralement fort bien informées, et la Révolution qu'elles présentent n'est pas du tout glacée. Des entrées inattendues (sur le libertinage, le jeu, la cuisine), des synthèses neuves (par exemple sur l'économie), des partis originaux (ainsi les vingt-trois mini-histoires régionales de la Révolution ou la série de douze portraits d'anonymes, qui fait contraste avec la galerie des hommes célèbres demandée à Claude Manceron), une organisation qui bouscule la trame événementielle, tout cela fait que la consultation de cet ouvrage ne distille point l'ennui que, généralement, ses semblables réservent au lecteur.

ROGER CHARTIER.

★ *ATLAS DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE*, sous la direction de Serge Bonin et Claude Langlois, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. Tome I : Routes et communications, direction scientifique Guy Arbellot et Bernard Lepetit, conception graphique Jacques Bertrand, 91 p., 90 F ; Tome II : L'Enseignement, direction scientifique Dominique Julia, conception graphique Hugette Berrtrand, Serge Bonin et Alexandre Lecauc, 105 p., 90 F.

★ *L'ÉTAT DE LA FRANCE PENDANT LA RÉVOLUTION 1789-1799*, sous la direction de Michel Vovelle, Éditions La Découverte, 596 p., 198 F.

## Petite bibliothèque révolutionnaire

Voici quelques-uns des nombreux livres parus ces derniers mois sur la Révolution française.

### LES RÉVOLUTIONS DES PROVINCES.

● *De la Révolution à la chouannerie. Paysans en Bretagne 1788-1794*, de Roger Dupuy.

Un livre neuf, qui essaye de comprendre pourquoi la Bretagne patriote de 1788-1790 devient un bastion de l'anti-Révolution, avec la jacquerie de mars 93. L'explication associe quatre facteurs : une société rurale relativement autonome du fait d'une faible urbanisation, un fort peuplement, et d'origines perissables nombreuses et d'origine rurale qui forme une véritable « élite rurale », une noblesse politiquement active et parfois très riche. Là où toutes les données se croisent peut se forger la coalition de l'anti-Révolution populaire, spontanément dressée contre les exigences de l'État et les arrogances de ses partisans, et de la contre-Révolution nobiliaire qui entend restaurer l'ordre ancien. (Flammarion, 365 p., 120 F.)

● *Les Horizons de la liberté : naissance de la Révolution en Provence (1787-1789)*, de Monique Cubella. (Aix-en-Provence, Edisud, 189 p., 100 F.)

● *Les Débuts de la Révolution française en Dauphiné (1788-1791)*, de Bernard Bonin, Robert Chagny, Gérard Chénier, Vital Chomé, Jean Godé, Jacques Solié, Gérard Viallet. Textes réunis et présentés par Vital Chomé (Presses universitaires de Grenoble, 312 p., 175 F.)

### LES TEXTES ET LES IMAGES

● *Essai sur la régénération physique, morale et politique des juifs*, de l'abbé Grégoire.

Une réédition du mémoire adressé par l'abbé Grégoire à l'Académie de Metz, en réponse à la question posée pour le concours de 1787 : « Est-il un moyen de rendre les juifs plus utiles et plus heureux en France ? ». Couronné avec deux autres, le texte fut publié en janvier 1789. (Préface de Robert Badinter, Stock, 303 p., 89 F.)

● *La Révolution française vue par les Allemands*, textes

traduits et présentés par Joël Lafont.

Ce recueil de textes allemands des années 1789-1830, inédits ou retraduits, rend accessible un corpus essentiel pour l'histoire de la pensée politique du dix-neuvième siècle. (Presses universitaires de Lyon, 277 p., 108 F.)

● *La Glorieuse Révolution d'Angleterre (1688)*, présenté par Bernard Cottret.

Textes en main, un diagnostic aigu sur l'événement tenu, dès 89, comme l'inspiration ou la contrainte même de la Révolution de France. (Gallimard-Julliard, collection « Archives », 243 p., 82 F.)

● *Les Images de la Révolution française*, études réunies et présentées par Michel Vovelle.

Trente-neuf communications pour établir un premier repérage des problèmes, des corpus, des méthodes. Le meilleur concerne l'analyse des modes d'expression considérés comme mineurs : la caricature, les vignettes, les médailles, les feuillets, les armes. (Actes du colloque des 25, 26, 27 octobre 1985, publications de la Sorbonne, 399 p., 150 F.)

### RÉCITS

● *Grande histoire de la Révolution française*, de Georges Sorla.

Avec ce dernier tome s'achève l'entreprise de Georges Sorla. (Bordas, tome 3 ; l'irréversible, 592 p., 480 F.)

### RÉÉDITION

● *Sur la Révolution française. Contributions à l'histoire de la révolution bourgeoise*, de Claude Mazauric.

Un classique des temps chauds de la polémique ouverte par le livre de François Furet et Denis Richet, *La Révolution* (Hachette, 1965-1966). Par rapport à la première édition de 1970, un seul changement mais d'importance : une note autocritique (p. 61), regrettant une phrase malheureuse sur le « parti pris antinational » attribué aux deux auteurs cités. (Messidor-Éditions sociales, 239 p., 105 F.)

R. C.

# Les compagnons de la carmagnole

Culture révolutionnaire ou révolution culturelle ? Une réponse à dix-sept voix.

DANS son grand discours du 7 mai 1794 « Sur les rapports des idées religieuses et morales avec les principes républicains », Robespierre ne ménage pas les coryphées de la « secte » des encyclopédistes : « Ils ont combattu la révolution, dès le moment qu'ils ont craint qu'elle n'élevât le peuple au-dessus de toutes les vanités particulières ; les uns ont employé leur esprit à froter les principes républicains et à corrompre l'opinion publique (...); les autres se sont renfermés dans une lâche neutralité. Les hommes de lettres en général se sont déshonorés dans cette révolution ; et à la honte éternelle de l'esprit, le raison du peuple en a fait seule tous les frais. » Comme Platon bannissant les poètes de la République idéale, Robespierre tient pour inutiles à la sienne les faiseurs de livres pervers et mercenaires : « Hommes petits et vains, rodissez s'il est possible. Les rouges qui ont immortalisé cette époque de l'histoire humaine ont été opérés sans vous et malgré vous. »

Un si radical discrédit jeté sur les hommes de lettres qui étaient devenus, au jugement de Tocqueville, « les principaux hommes politiques du pays », à partir du milieu du dix-huitième siècle, traduit-il la trajectoire de la création esthétique pendant la Révolution ? Et celle-ci est-elle véritablement ce tombeau des lettres et des arts si souvent décrit ? Ce sont là les questions qui fondent l'enquête de la petite équipe rassemblée par Jean-Claude Bonnet et à qui l'on doit déjà un excellent livre consacré à la mort et au culte de Marat (1).

L'ouvrage qu'elle nous propose aujourd'hui ne correspond peut-être pas tout à fait à ce que promet son sous-titre, *L'homme de lettres et l'Artiste dans la Révolution*. En effet, cette première approche n'a point tenté le long et minutieux travail prosopographique qui seul peut articuler origines familiales et trajectoires individuelles, positions sociales et choix esthétiques, situant chaque écrivain, peintre ou musicien dans les oppositions qui partagent, en un moment donné, le champ littéraire ou artistique. Les dix-sept

contributions réunies, en revanche, mettent clairement en place un certain nombre des déterminations essentielles qui commandent toutes les pratiques culturelles pendant la Révolution.

La première est sans conteste l'abolition des monopoles et des censures qui bridaient la création dans l'ancienne société. La loi de janvier 1791, établissant la liberté des théâtres, entraîne la multiplication des salles (il y en aura trente-cinq à Paris en 1793, contre une dizaine en 1789), des productions (celle des opéras inédits ou anciens triple), des représentations. La liberté d'exposer au Salon qui est reconnue, en août de cette même année, à tous les peintres, qu'ils soient ou non membres de l'Académie, déclenche un afflux d'exposants (ils sont cent soixante-douze en 1791, deux cent cinquante-huit en 1793, contre cinquante-trois en 1789). Et, en août 1793, l'abolition de « toutes les académies et sociétés littéraires patentes » libère la vie intellectuelle et artistique des formes corporatives et inégalitaires qui l'enserraient.

### Le retour de l'oratoire

Le nouvel espace culturel ainsi dessiné a un double fondement : la parole publique d'un côté, la circulation de l'imprimé de l'autre. L'éloquence des assemblées et des clubs, les lectures et débats du Cercle social, qui rassemble plusieurs milliers de spectateurs dans le cirque du Palais Royal, les programmes de conférences et de cours publics du Lycée des arts, les discours tenus sur la scène même par les héros de tragédie, marquent bien la force du retour de l'art oratoire dans la culture révolutionnaire. C'est d'ailleurs lui qui porte les succès politiques et populaires de ces professionnels de la parole, convertis à un rôle nouveau, que sont prédicateurs et avocats.

Parallèlement, la suppression de toute censure préalable, le démantèlement du régime ancien des privilèges et permissions et l'abolition des communautés de libraires et imprimeurs ont débar-

rasé la librairie de toutes ses entraves traditionnelles, ce qui multiplie et le nombre des ateliers (il y a peut-être quatre cents imprimeurs accrus à Paris entre 1790 et 1795) et celui des imprimés — en particulier tous les ouvrages étroitement liés à l'actualité, du pamphlet au journal, du mémoire à la brochure (2).

### Une écriture de l'urgence

La Révolution française a-t-elle été une révolution culturelle ? Les études minutieuses et neuves de *La Carmagnole des muses* versent de nouvelles pièces au dossier.

Elles montrent d'abord que les œuvres engagées, ostensiblement républicaines, ne sont qu'une minorité. Hors l'an II, quand l'incitation et le contrôle se font plus rudes, la production littéraire et artistique de la Révolution fait la part belle à des genres sans grande vertu morale ou civique : ainsi l'opéra-comique, le vaudeville, la peinture de genre ou encore — qui l'eût cru ? — la littérature licencieuse.

Par ailleurs, l'hypothèse risquée (après Rivarol) par Robert Darnton, qui voit la Révolution comme la revanche d'une plèbe intellectuelle, privée de places et d'honneurs par l'establishment des Lumières, tout-puissant dans l'Ancien Régime finissant, est éclairée d'un nouveau jour. Pas plus pour l'opéra que pour le théâtre, les carrières brillamment commencées avant 1789 ne sont interrompues, et les nouveaux venus doivent s'accommoder, bon gré mal gré, des succès durables de ces hommes qui autrefois, comme déclara Robespierre, « déclamaient parfois contre le despotisme, et étaient pensionnés par les despotes » et qui, moyennant prudence et concessions, se sont adaptés au nouveau cours.

La véritable novation, qui redéfinit la condition même des littérateurs et des artistes, tient à autre chose : à savoir la surgissement d'une écriture de l'urgence, qui fait délaisser les formes traditionnelles, voire la carrière des lettres elle-même, abandonnée pour l'action politique ; qui érode la hiérarchie canonique des genres

(la Révolution connaît le triomphe des genres intermédiaires ou composites) ; qui stabilise l'hégémonie de nouveaux modes d'intervention : le journal, le pamphlet, le mémoire. Toutes les identités s'en trouvent déstabilisées, à commencer par celle, première, de la langue, qui devient l'enjeu d'un débat fondamental entre ceux qui veulent la « révolutionner », c'est-à-dire la redresser et l'enrichir, l'uniformiser et la régénérer, et ceux qui entendent la maintenir en ses usages anciens.

C'est d'ailleurs une semblable tension qui traverse les projets muséologiques de la Révolution, hésitant entre la conservation et l'épuration (ainsi au Muséum ouvert dans le Louvre en août 1793), constituant la sauvegarde des monuments anciens à partir de leur démantèlement même (ainsi au musée des Petits-Augustins d'Alexandre Lenoir).

L'enquête de Jean-Claude Bonnet et de ses compagnons de Carmagnole ouvre donc des pistes originales, des interrogations situées hors des sentiers trop battus. Même si elle est incomplète ou inégale (comme il arrive toujours avec les livres collectifs), elle donne à penser et invite à travailler — ce qui est sûrement sain en ces moments où se publient tant de livres inutiles ressassant les vieilles histoires de la Révolution.

R. C.

★ *LA CARMAGNOLE DES MUSES. L'HOMME DE LETTRES ET L'ARTISTE DANS LA RÉVOLUTION*, de Lise Adriès, Simone Balayé, Assie Becq, Georges Benrèkasa, Jean-Claude Bonnet, Michel Dejon, Marcel Dorigny, Pierre Franze, Hervé Guérot, Tazury L'Aminot, Jean-Rémy Mastion, Michel Noiry, Philippe Roger, Claude Thomas, Udothor Van de Sandt, Anthony Vidler, Françoise Waquet, Armand Colin, 464 p., 179 F.

(1) *La Mort de Marat*, travail collectif animé et coordonné par Jean-Claude Bonnet, Paris, Flammarion, 1986.

(2) Les actes du colloque *Livre et Révolution*, organisé en mai 1987 par Frédéric Barbier, seront publiés en 1989 comme premier numéro d'une nouvelle série des *Mélanges de la Bibliothèque de la Sorbonne*, désormais spécialisés dans l'histoire du livre et des institutions scolaires.

# L'oignon

Le monde est un oignon. C'est la métaphore la plus célèbre de la philosophie orientale. Elle signifie que tout ce qui est visible a une face cachée, que tout ce qui est matériel a une dimension spirituelle. Cette idée est au cœur de nombreuses traditions religieuses et philosophiques.



Le monde est un oignon. C'est la métaphore la plus célèbre de la philosophie orientale. Elle signifie que tout ce qui est visible a une face cachée, que tout ce qui est matériel a une dimension spirituelle. Cette idée est au cœur de nombreuses traditions religieuses et philosophiques.

## FINANCES/JEUNESSE

### Pour réussir

Les jeunes ont des difficultés à trouver un emploi. Les entreprises cherchent des candidats motivés et compétents. Il est important de se former et de développer ses compétences pour réussir dans le monde du travail.

## YACHTING

Le yachting est une activité de loisir qui consiste à naviguer sur un yacht. C'est une activité qui demande de l'argent et de l'équipement, mais qui offre une expérience unique et relaxante.

LA VIE DU LANGAGE, par Denis Slakta

« L'oignon fait la force ! »

La police fait partie des passions françaises ; comme un témoin de ce symptôme...

nécessité d'une règle. Pour peiller l'ignorance et la confusion, il suffit alors de faire transparaître...

« Les deux ravisseurs ont été tirés. » On apprend tout de même que les casernes emploient transitoirement le verbe tirer et que...



pas accepter toutes les innovations ou toutes les idées. Chacun peut rester libre de ses goûts...

l'étymologie au calambour (...) qui une différence morale : le même écart qui sépare le fait de l'acte...

D'autant plus que, parmi les polices parolées, il faut encore compter la police du langage ; au zèle souvent intempêté, et émanant de Voudra-t-on le croire ?

Autre « signe ascendant », qui vient, d'ailleurs, de l'Université, décidée à s'ouvrir sur le monde comme elle est ; un livre savant et alerte de Henriette Walter...

Dès lors, il serait faux de croire que le discours polémique de l'Académie s'oppose aux visées pédagogiques de l'Université. La polémique n'exclut ni l'analyse ni l'éloge ; le souci pédagogique ne manque pas de souligner les incohérences...

Après de se rappeler de son enfance ou de peiller aux incohérences, Henriette Walter prend les puristes — c'est bien leur tour — en flagrant délit d'incohérence : « Tout en comprenant parfaitement le sens de (ces) expressions françaises, à leurs yeux inconnues, ils n'hésitent pas à déclarer contre toute logique qu'elles ne sont pas françaises... »

On le voit, tout le mal naît d'une confusion bien établie entre règle et contrainte, description et prescription ; il est en effet plus facile d'imposer un interdit que d'exposer les

CEPENDANT, il n'est pas toujours aisé de distinguer appréciation et description. Deux exemples vont illustrer ce point. A la suite d'Yves Berger, Jacques Laurent dénonce le recours de plus en plus fréquent à la forme passive ; « cet excès qui nous vient également de l'Ouest », nous inciterait à préférer « au chat qui mange la souris qui est mangée par le chat ».

La-dessus, saisis dans la rencontre fortuite de l'Académicien et de l'Universitaire, fasciés tous deux par le mouvement perpétuel de la langue française. Et accordons les métaphores : que la cage de l'un, que le corset de l'autre, que le kipi des autres se rejoignent ; par-dessus les moutons.

LE FRANÇAIS EN CAGE, de Jacques Laurent, Grasset, 135 p., 65 F. LE FRANÇAIS DANS TOUTES LES SENS, d'Henriette Walter, Laffont, 384 p., 102 F. LA PREUVE PAR L'ÉTYMOLOGIE (1953), de Jean Paulhan, réédité cette année par Le temps qu'il fait (20, rue de Choiseul, 16100 Cognac).

LECTURES EN VACANCES/JEUNESSE

Pour réunir les familles

ARTISTES Picasso-la Minoture ; Robert Delaunay-la Tour Eiffel. — L'atelier des enfants est, depuis l'ouverture, un lieu vivant, trop exigü mais accueillant, où les enfants trouvent Musée d'art moderne, il a créé sa collection de livres pour faire découvrir aux enfants l'art du vingtième siècle.

Les livres pour la jeunesse, de plus en plus, gommant les différences d'âge. Non pas pour infantiliser les uns et transformer les autres en animaux savants ! Mais pour que se comprennent mieux les « grandes personnes » et ceux que les Anglo-Saxons traitent respectueusement de « petites personnes ».

Et toujours : Les Souris de l'Église, de Graham Oakley. — Une méthode géniale pour apprendre l'anglais qu'on parle vraiment. Cartonné 26 x 21 cm. Gallimard, 68 F.

On peut jouer, comme le peintre, jouer avec les lignes et les couleurs de la tour Eiffel ou rendre sa tête au Minoture. Très réussi pour esprits artistes, donc joueurs. Dans la même collection : Magritte, Léger, Arp, Braque. (Cartonné 20,5 x 21 cm. Ed. Centre Georges-Pompidou. Coll. « L'art en jeu », 32 p., 65 F. A partir de sept ans.)

De beaux et bons livres. Si ça se marche pas avec vos enfants à vous, ce n'est pas grave. Il faudra seulement leur trouver ce qui les intéresse. Et il y a toujours quelque chose qui les intéresse.

RETRO Le Corvive comme il faut, de Philippe Durand et le professeur Paul Héraisse. — Un guide des usages de la table avec des illustrations montrant le « simple malotru », la « mouffe », le « cochon », le « porc ébourré », la « criquette incommensurable » et la façon de manger les spaghetti ou le potage. Complètement démodé mais si attendrissant ; les grands-parents trouveront là une idée de cadeau éducatif. (Album cartonné 32 x 24 cm. L'École des loisirs, 40 p., 110 F. Dès l'âge où on sait manger seul.)

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ? Librairie LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

VOYAGEURS ET POLYGLOTTES Venise, le Rhin, l'Australie, les pôles. — Des fleuves, des pays, des villes dont on raconte brièvement l'histoire, avec une chronologie, un lexique et des illustrations couleur très suggestives. Mon préféré : le Rhin. (Cartonné 13 x 18 cm, Larousse. Coll. « Globe-Trotter », 52 p., 49 F. A partir de huit ans.)

DES BONS CONTES Oiseau-sur-Épaulé, de Françoise Rachmühl. Images de Frédéric Clément. — Un curieux conte du Mexique à Tamochtitlan, le capitale des Aztèques qui suit Oiseau-sur-Épaulé, la jeune fille qui sera sacrifiée à quinze ans avec un couteau d'obsidienne. (Messidor, La Farandole, coll. « Parolimages », 30 p., 51 F. A partir de huit ans.)

MARIA RAZUMOVSKY signera son livre paru aux éditions NOIR SUR BLANC MARINA TSVETAIEVA Mythe et Réalité

PICARD LIBRAIRIE INTERNATIONALE 82, rue Bonaparte, PARIS 6<sup>e</sup> HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS RÉGIONALISME

CLAUDE ARNAUD CHAMFORT Prix de l'essai de l'Académie française Prix Fénelon 1988 Dans une biographie aussi complète que passionnante, Claude Arnaud fait revivre ce moraliste du XVIIIe siècle...

RACISMES L'origine et son usage collecté sous la direction d'Emmanuel Hirsch

Bertrand Schnerb Les Armagnacs et les Bourguignons La maudite guerre PERRIN

Vertical text on the left margin, partially cut off, containing various snippets and headlines.

● LETTRES ÉTRANGÈRES

# Isaac Bashevis Singer le grand sorcier

### Le Fantôme : vingt-deux nouvelles qui rendent magique la vie quotidienne

SINGER professe des idées simples sur la littérature. Il les affirme avec la détermination tranquille d'une notoriété difficilement acquise, dans l'avant-propos de son dernier recueil de nouvelles : le conteur doit tenir compte des trésors de sa langue maternelle, s'inspirer du passé au lieu de « planifier l'avenir », savoir que l'art d'écrire des histoires qui ont un début, un milieu et une fin n'est pas mort, même si certains critiques affirment le contraire. Les vingt-deux récits ainsi présentés illustrent parfaitement la démarche du prix Nobel de littérature.



Singer : à l'époque de Cloran.

Le récit intitulé *Un jour de bonheur* nous fait connaître Fela, une jeune juive disgraciée que personne ne veut épouser, qui vit un délire érotique dans un quartier misérable de la Varsovie somptueuse de jadis. Elle aime, en secret, un beau Polonais, poète célèbre et militaire à la fois. Lors d'une rencontre provoquée par Fela, il la viole et l'éconduit sans ménagement. Le jeu subtil du désir, magnifié par la frustration, risque de mal finir car la vierge, déçue et blessée, tente de se tuer. Lorsqu'elle se réveille dans les bras de ses parents, elle croit apercevoir l'ange de la mort : ce n'est qu'un brave soldat, les bras chargés de roses, messager de l'homme qui l'avait mise à la porte avec tant de brutalité. L'économie de cette nouvelle, éclairée de l'intérieur par une immense commisération, rend encore plus insoutenable sa férocité feutrée.

chaque fois que sa vie se trouve menacée. Mais cela ne lui suffit pas. Il sollicite et obtient, entre les deux guerres, l'accomplissement de ses vœux essentiels : l'amour, le confort, la sécurité. Pourtant, à partir de 1939, ce phénomène extraordinaire ne se reproduit plus aussi régulièrement. Ayant néanmoins survécu aux camps d'extermination, le miraculé comprend, en fin de parcours, que « la vie, le jeu, les miracles, tout cela c'est pareil ». Il atteindra ainsi la sérénité la plus profonde de sa vie. Par quel curieux cheminement Singer, qui ne connaît sans doute pas les écrits de Cloran, rejoint-il la pensée rigoureuse et judicieuse de notre grand moraliste ?

Après une carrière brillante et quelques spectaculaires succès féminins, un chirurgien dentiste, qui fuit l'Europe des chambres à gaz et s'est installé aux États-Unis, rencontre une femme mariée. Il croit avoir trouvé le grand amour de sa vie. Hélas ! son tempérament volage conduit leur

romance à l'échec et cette femme suivra son époux à l'autre bout du pays. Peu après, le dentiste croit comprendre qu'elle vient de mourir. Les années passent. Un soir de Kippour, le jour du grand pardon chez les Juifs, un coup de téléphone le réveille. A l'autre bout du fil, il entend la voix de celle qu'il avait cru tant aimer... Simple d'apparence, *Un coup de téléphone le jour de Kippour* baigne, comme les autres récits, dans une atmosphère surnaturelle. Quel est donc le secret de Singer, ce grand sorcier ? Alors que les maîtres de la littérature fantastique, Poe, Mircea Eliade ou Borges, font entrer l'explicable dans la vie normale, d'une manière brusque et inattendue — en la déstabilisant —, Singer, lui, parvient à créer une aura de magie quotidienne qui accompagne et illumine des existences depuis longtemps indéchiffrées.

EDGAR REICHMANN

★ LE FANTÔME, nouvelles d'Isaac Bashevis Singer, traduit de l'anglais par Marie-Pierre Bay, Stock, 345 p., 120 F.

# Les maximes secrètes de Jerzy Lec

### Polonais, il lutta contre l'oppression à coup d'aphorismes.

VOILA vingt-deux ans que Stanislas Jerzy Lec n'est plus. La France aura attendu tout ce temps pour le découvrir, et plus encore si l'on considère que, de son vivant, l'Allemagne de l'Ouest, les États-Unis et l'Italie, déjà, le publiaient. Lec, que l'on prononce Letz (comme l'indique Claude Roy dans une chaleureuse et émouvante préface aux *Pensées échevelées*), aura beaucoup vu et entendu. Il aura connu le froid du tombeau avant même que la mort ne le frappe. D'abord parce qu'en Galicie, où il naquit, il vécut une guerre atroce dès son enfance ; puis, la trentaine venue, quand l'Allemagne et l'Union soviétique se partagèrent les débris de la Pologne : un couvercle de cercueil se rabattait sur son pays.

cachées lui furent interdites. L'énorme machine oppressive veillait. Et la Pologne cessa de lire, comme on respire de l'oxygène, des phrases de ce type : « Soyez réalistes : ne parlez pas de la vérité » ; « Il faut multiplier la quantité des pensées de telle façon qu'il n'y ait pas assez de gardiens pour les surveiller » ; « Qu'est-ce qui nous retient à ce globe en dehors de la pesanteur ? » ; « Dans certains pays, l'exil est la peine la plus douloureuse ; dans d'autres, il est des citoyens qui doivent lutter pour l'obtenir » ; « O solitude, comme tu es surpeuplée » ; « L'administration de l'injustice se trouve

toujours dans des mains adhérentes » ; « Dans la lutte des idées, ce sont toujours les hommes qui périssent » ; « Un moineau, dans une cage pour aigle, est libre... »

Voltaire, qui aimait Vauvenargues (« Vous êtes l'homme que je n'osais espérer », lui écrivit-il), n'était pas fier de maximes. D'autres considérèrent l'aphorisme en passe-temps des plus mondains. Les Polonais qui, sous le joug, lissaient Lec ne se posaient sans doute pas ces questions.

LOURS NUCERIA

★ PENSÉES ECHEVELÉES, de Stanislas Jerzy Lec, traduit du polonais par Anselme et Zofia Koszner, préface de Claude Roy ; éd. Albin, 219 p., 120 F.

### Des espaces voiles

Autre grand écrivain polonais, Stanislas Ignacy Witkiewicz (qui voyait poindre l'homme-automate, l'homme-robot façonné pour trouver le bonheur, grâce à son insipidité à penser), se suicida le jour où nazis et staliniens se ruèrent vers Varsovie. C'était en 1939. Lec, lui, choisit de combattre. Juif, déporté dans un camp d'extermination dès 1941, il s'en évada deux ans plus tard. La Résistance l'accueillit. Et depuis ce temps, qui pourrait dire qu'il abandonna ce monde de courage et du refus un seul jour, jusqu'à sa fin ?

La paix venue, sa protestation contre l'honneur totalitaire, il la manifesta par de petites phrases semées dans les journaux. Oh ! des colonnes ne lui étaient pas offertes ! Pour Stanislas Jerzy Lec, uniquement des espaces voiles, des aphorismes, synthèses nées de l'émotion et de l'humour, legs d'une expérience que le désenchantement torturait. Et puis, bientôt, même ses maximes

10<sup>e</sup> PRIX FRANCE-CULTURE

Journal du regard

Onze romans d'œil

BERNARD NOËL

P.O.L.

# Ladislav Klíma l'aventurier de la transcendance

### Les brigandages philosophiques et littéraires d'un étrange écrivain tchèque

COMME tous les écrivains tchèques de la fin de l'empire austro-hongrois et du début de l'ère Masaryk, Ladislav Klíma, né en 1878 à Domazlice, en Bohême, et mort à Prague en 1928, a sa légende. Admirateur, puis disciple iconoclaste de Schopenhauer et de Nietzsche, solitaire, solitaire intégral, Klíma est à la fois le grand roublard de la philosophie et des lettres et l'expérimentateur conséquent d'une seule et unique obsession : tout est illusion, hors le moi et le fœtus de la volonté.

A quinze ans, il a déjà perdu ses frères, ses sœurs, sa mère, sa grand-mère. Il choisit d'être un orphelin volontaire et, à sa majorité, il quitte le foyer, emmenant avec lui la jeune épouse de son père. Il rédige son premier ouvrage en 1904 : c'est un fiasco, mais le titre, *Le Monde comme conscience et comme rien*, a tenu ses promesses. Le ton est donné, la forge se met en marche.

Klíma écrit coup sur coup, dans l'euphorie, à partir de 1906, des romans, des drames, des contes, des aphorismes, dont la grande masse ira au feu, jusqu'au jour où il aura la révélation de la praxis nouvelle, à Cholupice, petit village aux portes de Prague. Après l'épreuve du doute radical, Klíma pénètre par la grande porte du château de la psyché. « Il ne suffit pas de maîtriser les affects », écrit-il ; il faut aussi maîtriser la pensée qui les voit naître, les crampes du cerveau, les humeurs, et savoir provoquer, « dans n'importe quelles circonstances », la volonté éternelle. Vivre, c'est savoir décider de ses faits psychiques, comme dans un rêve posthume : être mort pour le monde, et vivant pour soi. Étrange vouloir. C'est celui de Klíma.

Nous connaissons à ce jour, en français, le génie épistolaire de Klíma (1), nous connaissons également son roman fantastique (2), mais il nous manquait des preuves de son brigandage philosophique. Deux livres, un recueil et un roman, nous les fournissent. La traductrice y a mis du sien, sans doute attirée par l'humour de l'auteur. *La Cochonne blanche ou solution finale du problème des origines du christianisme*, un extrait du grand roman que projetait Klíma, suscite une réelle jubilation. La sainte mère de Dieu y joue le rôle d'une actrice déçue qui nous dévoile ses vies cachées à la manière d'anecdotes de bistro. Et le Christ est présenté comme un chrétien...

### Un culot suicidaire

Quant à *Némésis la glorieuse*, publié pour la première fois en 1932, c'est une approche ironique de l'appel transcendantal du fameux saut nietzschéen. L'abaissement du sublime, la dégradation des valeurs romantiques, les traits contre la psychiatrie et les symboles noirs comme des maisons sont de subtils procédés au service d'une seule idée fixe : la post-mortelle, l'unique demeure de Klíma, son univers métaphysique. La volonté y règne en maîtresse absolue, ignorante du monde et de ses illusions. A la fin du roman, lorsque Sider, le héros, franchit l'abîme qui le sépare de l'éternité, il a épuisé tous ses doubles et liquidé les arrière-mondes ; il s'aperçoit que « toutes les vies des autres n'étaient rien d'autre que ses vies à lui. Lui seul et tout... »

A l'inverse de Nietzsche, qui généralise l'apparence et fond

l'être dans le devenir, Klíma généralise le scepticisme et fabrique l'illusion. La finitude, et les oppositions qu'elle engendre, est une invention philosophique qui empêche l'homme de satisfaire sa volonté divine. Klíma dénie le droit de la philosophie à fonder le réel, comme il dénie le droit de Masaryk à fonder l'État tchèque. Un tel culot est inévitablement suicidaire, mais il n'est pas sans effet dans l'histoire de la maladie européenne. Les aventures de la transcendance s'épuisent avec ce penseur hors du commun. L'Europe n'est plus qu'une grosse machine enroulée qui déglutit ses identités culturelles et s'étonne, après coup, d'être encore malade. Sévère leçon ; elle est dictée par un homme qui ne mâchait pas ses mots : « L'étron tombé du cul d'un bûcheron robuste, disait-il, a plus de valeur que toute l'actuelle intelligentsia tchèque. »

PHILIPPE PETIT

★ CE QU'IL Y AURA APRÈS LA MORT ET AUTRES TEXTES et NÉMÉSIS LA GLORIEUSE, de Ladislav Klíma, traduits du tchèque par Érika Abrams, Ed. de la Différence, respectivement 340 p., 98 F et 132 p., 69 F.

— Signalons aussi le *Triptyque de Prague*, de Johannes Wrazil. Né en 1896, mort en 1978, l'auteur s'exila aux États-Unis pendant la seconde guerre mondiale. Journaliste et écrivain de langue allemande, il renoua en jeunesse praguoise et fait le portrait d'une ville cosmopolite et magique. Traduit de l'allemand par Jacques Legrand (Ed. Desjonquères, 230 p., 110 F).

(1) *Je suis la Volonté éternelle*, Editions Café-Clina (2, rue Claude-Gillot, 52200 Langres).

(2) Voir l'article de Roland Jecard dans « Le Monde des livres » du 10 juillet 1987, à propos des *Souffrances du prince Sternenhoch* (Ed. de la Différence).

### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

## Nouvelles traductions, nouvelles trahisons

(Suite de la page 15.)

Qu'un traducteur soit aussi et d'abord réputé comme écrivain constitue à la fois une raison de lui faire confiance, personne n'étant mieux placé qu'un créateur à part entière pour percevoir en profondeur les intentions d'un autre créateur ; et cela invite en même temps à se méfier, car la tentation doit être grande pour ce créateur, pense-t-on, de continuer sur sa lancée, d'en prendre à son aise, de « faire du until » au lieu de servir strictement le modèle.

Tranquillité et soupçon vont de pair quand on doit la découvrir d'un écrivain comme Kafka à un écrivain comme Vialatte. L'auteur des *Fruits du Congo* et des chroniques époustouflantes de la *Montagne* est à la fois le mieux placé et le plus mal pour nous restituer le monde du visionnaire pragueois. Sauf à concevoir que la Messif Central prédispose à comprendre l'Europe du même nom...

La comparaison des incipit laisse perplexes. Dès la première ligne d'*Amerika*, un des traducteurs, Vialatte, donne seize ans au héros, et l'autre dix-sept ! S'ils divergent sur un détail aussi peu discutable qu'un chiffre, comment se fier au reste ? L'apparition de la statue de la Liberté à New-York donne lieu aux variantes que voici. Vialatte : « ...la statue de la Liberté, qu'il observait depuis longtemps, lui apparut dans un sursaut de lumière. On eût dit que le bras qui brandissait l'épée s'était levé à l'instant, et l'air libre soufflait autour de ce grand corps. » Lortholary : « ...la statue de la Liberté qu'il regardait depuis un long moment lui parut tout d'un coup éclairée d'un soleil vif. Son bras armé d'un glaive semblait brandi à l'instant même, et sa stature était battue par les brises impétueuses. »

Je ne sais pas plus l'allemand que le russe, et je n'ai pas eu la cuisine de me faire traduire mot à mot le texte de Kafka. Une chose est sûre : sans rien solliciter, apparemment, Vialatte maîtrise mieux la langue d'accueil. Son « sursaut de lumière » donne plus à voir et à rêver que le soleil « tout d'un coup plus vif » de Lortholary. « Ce grand corps » aide plus à épouser le regard du héros

que la « stature » ; et « l'air libre » évite le côté version grecque bâclée des « brises impétueuses ». Bref, l'envie vient de donner Vialatte vainqueur...

MAIS la version de Lortholary a les avantages de ses inconvénients. Trop de brio dans le maniement du français va contre une rigueur dont on a des raisons de croire qu'elle était recherchée par Kafka, tout comme par Dostoïevski dans l'*Éternel Mari*. L'intitulé des chapitres lui-même décape ce que notre perception de l'œuvre pouvait avoir de trop aimable. Le « chauffeur » de Vialatte devient, chez Lortholary : le « soutier » !

Si on poursuit la lecture simultanée des deux interprétations, tout un climat distinct s'installe. L'équation personnelle de chaque traducteur s'affirme, un peu à la manière de celle des chefs d'orchestre colorant une partition. La main qui nous conduit n'est pas la même. Les significations bougent un peu, toujours dans la même direction, sous l'effet des sensibilités, des histoires de chacun. « Nouvelles traductions, nouvelles trahisons », pourrait-on dire pour reprendre le vieil adage...

Mais l'essentiel demeure. Les indications fortes ont le même poids relatif. Prenez par exemple un détail qui vous a peut-être échappé, comme à moi-même à la première lecture : dans le regard du héros, la statue de la Liberté ne brandit pas le flambeau qui tout le monde peut voir, mais... un « glaive » ! Qu'il s'agisse d'une erreur inconsciente — combien révélatrice, si c'est le cas ! — ou qu'il s'agisse d'une déformation volontaire, comme le laisse penser une rature du manuscrit consulté par Lortholary, tout Kafka est dans cette glissade hors du réel. Et sur ce dérapage capital, les variantes, finalement, se rejoignent, n'ont pas de prise.

★ L'ÉTERNEL MARI, de Dostoïevski, traduction, préface et notes de Bernard Kreise, éditions L'Age d'homme, 214 p., 120 F.

★ AMERIKA, de Kafka, traduction et préface de Bernard Lortholary, CF-Flammarion, 346 p., 32 F.



D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Deux romans qui font voyager

\* PRÉSUMÉ INNOCENT, de Scott Turow, traduit de l'anglais par Jean Clem, Albin Michel, 444 p., 120 F.

\* LE TRAIN VERT, de Herbert Lieberman, traduit de l'anglais par Marie-France de Palomera, Seuil, 416 p., 99 F.

Et si les juges étaient des ripoux ?... Si les femmes-flics usaient de leurs charmes pour monter dans la hiérarchie ?... Pas chez nous, bien sûr. En Amérique. Le sujet a paru suffisamment alléchant pour que Présumé innocent, le premier roman d'un inconnu, Scott Turow, demeure en tête des ventes aux Etats-Unis depuis plus d'un an, en édition reliée puis en poche. Un « polar » sur une corporation — la police et la justice, — qui est un des phénomènes de l'édition 1987. Pour Présumé innocent, l'éditeur le plus « smart », le plus intello de New-York (Farrar Straus & Giroux), qui a édité Barthes, Susan Sontag, Joseph Brodsky,

Le procureur, selon la loi américaine, est un magistrat élu tous les quatre ans, donc soumis aux alliances politiques et au harcèlement des médias. Rusty va être chargé de l'enquête. Nous sommes en pleine campagne électorale, à trois semaines des « primaires ». Pour la première fois, Horgan est menacé par un de ses anciens collaborateurs, un rival nommé Nico Della Guardia dit Délat. L'assassinat de Carolyn, une « collègue » de Rusty, a été le détonateur qui fera basculer la popularité de l'ancien procureur : corruption, retournements d'alliances, lâchages en série, crocs-en-jambe pour s'emparer de la place, piques à conviction égarées ou bien fabriquées par le médecin légiste lui-même — un Japonais surnommé « l'Indolore » — vont concourir à la chute inéluctable du fonctionnaire, tellement enquis que tout le désigne comme coupable.

Le Train vert, train Est-Ouest, quitte la gare de Finlande de l'ancienne capitale russe (où est exposé le « Train de Lénine ») à 11 heures pour arriver cinq heures cinquante-cinq minutes plus tard dans la capitale finlandaise. Le roman commence comme ces livres de voyages ferroviaires roboratifs tellement à la mode, dans le style d'un Paul Theroux, comme ces « croisières » de luxe sur l'Orient-Express ou le Transsibérien. L'auteur nous dit tout ce qu'il faut savoir sur la construction de cette voie ferrée qui remonte à 1862 pour être achevée en 1870, qui devint « une des principales artères d'un commerce florissant entre la Finlande et la Russie et dont l'importance grandit encore en 1914 ». Nous sommes à la frontière finno-soviétique « quelque part entre Vainikkala et Vyborg ». Il est 13 h 15, heure finlandaise, il fait anormalement chaud : 30 °C. Au-dessus du train, un hélicoptère tourne en rond.

en France ? Dommage. N'empêche. Carolyn, présumée coupable de tous les vices — nous ne la connaissons qu'à travers le souvenir qu'elle a laissé chez ses amants véritables ou potentiels, — est une bien belle garce qui devrait trouver des amateurs.

AUTRE exotisme, à l'échelle mondiale cette fois, mais à l'ombre du pacte de Varsovie : nucléaire, comconesque, otanesque et kaguébesque tout à la fois, le roman d'espionnage de Herbert Lieberman, le Train vert, nous transporte sur les bords du golfe de Finlande entre Leningrad et Helsinki. Le savoir-faire de l'auteur, plus proche du thriller à l'échelle planétaire que du roman psychologique provincial, nous est bien connu à travers à plusieurs traductions et notamment grâce au tantifiant New-York de Neopolis — Grand Prix de littérature policière en 1978 (1).

Le Train vert, train Est-Ouest, quitte la gare de Finlande de l'ancienne capitale russe (où est exposé le « Train de Lénine ») à 11 heures pour arriver cinq heures cinquante-cinq minutes plus tard dans la capitale finlandaise. Le roman commence comme ces livres de voyages ferroviaires roboratifs tellement à la mode, dans le style d'un Paul Theroux, comme ces « croisières » de luxe sur l'Orient-Express ou le Transsibérien. L'auteur nous dit tout ce qu'il faut savoir sur la construction de cette voie ferrée qui remonte à 1862 pour être achevée en 1870, qui devint « une des principales artères d'un commerce florissant entre la Finlande et la Russie et dont l'importance grandit encore en 1914 ». Nous sommes à la frontière finno-soviétique « quelque part entre Vainikkala et Vyborg ». Il est 13 h 15, heure finlandaise, il fait anormalement chaud : 30 °C. Au-dessus du train, un hélicoptère tourne en rond.

A bord du train vert, des passagers, « insouciés » ou indépendants, parmi lesquels un journaliste alcoolique soviétologue de longue date, bien connu des lecteurs anglais, Anthony Beech-

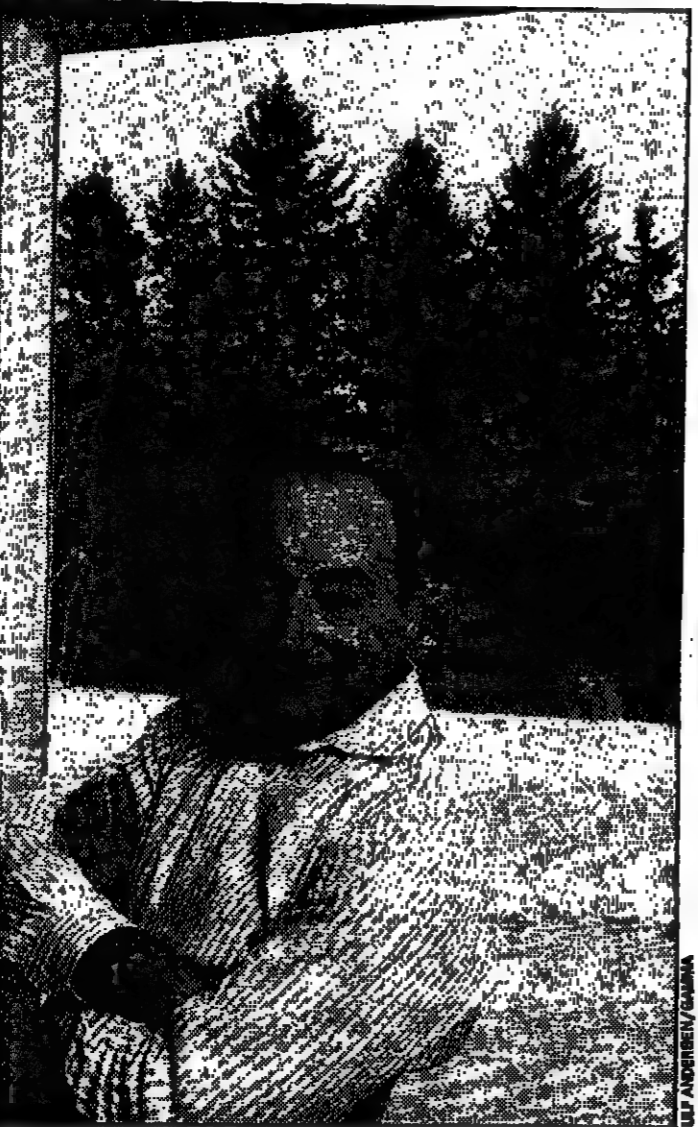
Herbert Lieberman : à lire en train pour se faire peur

Thomas — « correspondant de son journal au Kremlin, il avait établi son quartier général à Leningrad », — qui se vante d'avoir connu tous les apparatchiks, leurs Tchouka et leurs Zil noirs, d'être allé dans leurs datchas de Crimée, d'avoir chassé à Zavidovo avec Kossyguine III. Nous voilà donc en plein roman, avec des « clés » multiples qui s'ouvrent rien.

Comme dans Mort sur le Nil, Herbert Lieberman nous présente les voyageurs de chaque compartiment : un professeur américain spécialiste des fossiles de la troisième époque glaciaire, une chorale de Valladolid, deux couples d'Italiens, un couple à problèmes de l'Iowa, une famille californienne d'origine finlandaise, des Indiens d'une caste supérieure de Bombay, un Japonais, des Argentins, un Canadien qui appartient au « groupe Intourist 409 ». Des soldats font l'inspection. Un colonel soviétique chargé de l'interrogatoire des suspects va devenir le personnage principal, l'otage principal.

Pourquoi ce train vert va être arrêté à la frontière et ses passagers retenus comme des otages dans leur wagon, incident qui fait fuir une des journaux du monde entier, vous le savez... 28080516 en lisant ce roman d'espionnage soviétique « à l'américaine », même s'il ne vaut pas le Traque — sur les nazis installés au Paraguay — ou 3 heures du matin à New-York, — un « polar » financier. Depuis Hitchcock, l'URSS est la terre bénie des thrillers. A lire en train pour se faire peur. Vous y trouverez aussi le mot le plus grosier de la langue russe (?), que vos charmantes guides Intourist n'emploieront jamais.

(1) De Herbert Lieberman, on peut lire la huitième Case (Denoël, 1975), et aux éditions du Seuil et en Points-Roman : Neopolis (1978), la Traque (1979), 3 heures du matin à New-York, la Maison près du marais (1984), la Nuit du silence (1985).



etc., a payé à l'auteur une avance de 200 000 dollars, environ 1 200 000 F. Le gros lot pour Scott Turow, sans compter les clubs de livres, l'édition de poche — sortie depuis dix semaines — et les droits cinématographiques pour 1 million de dollars !

Originaire de Chicago, Scott Turow, trente-huit ans, est... procureur, prosecutor, disent les Américains. Cela se sent ; dès l'exposition des faits : « Je suis le procureur. J'exerce les poursuites au nom de notre Etat. Je suis ici pour vous présenter les éléments d'un crime. (...) Je pointe l'index. Je cherche le regard de l'accusé. Je dis : « Cet homme est l'accusé. » Bientôt, au fil d'une machination diabolique, l'accusateur deviendra l'accusé. Présumé coupable. Présumé innocent.

Qui a tué Carolyn Polhemus, une « femme-flic », retrouvée assassinée dans des conditions horribles, nue, ligotée et apparemment violée par un rôdeur, un clochard sans doute ?... « Une même intelligente, sexy », ambivalente, qui ne s'embarrasse pas de scrupules. Quand commence le livre, par un printemps gris du Middle West, dans une ville aux ethnies multiples qui pourrait être Chicago, le « héros », d'origine yougoslave, Rozat K. Sabich dit Rusty, trente-neuf ans, marié à une mathématicienne depuis près de vingt ans, est l'adjoint dévoué, l'homme de confiance, l'homme à tout faire, de Raymond Horgan, le prosecuting attorney du Kindle County.

ainsi que l'excursion dans les cuisines de la police, de la justice et de la politique sont menés avec un réalisme et une précision d'antonomasticien disséquant des insectes dont il connaît parfaitement l'occurrence. Comme Turow doué pour la narration, la psychologie, les arcanes de la procédure, les joutes entre l'accusation et la défense. L'enquête policière nous fait pratiquer les différentes « techniques » du crime ; elle est passionnante, même si la loi américaine ne nous est pas forcément familière et que le procès pourra paraître parfois un peu étiré, trop attaché à des vétilles, des parcelles de vérité qui font parfois écrouler des montagnes.

Le suspense bien mené de ce gros roman quasi ethnologique et « corporatiste » qui nous plonge dans le sordide de la politique municipale en fait une lecture parfaite pour les longs voyages. Même si le happy end, féministe à sa façon — qu'il ne faut absolument pas dévier — ne vogue pas vraiment vers le bonheur « chassé » mais vers la grimace en laissant l'arrière-goût aigre-doux d'un moralisme sucré un peu écœurant. A propos tant des méfaits de l'adultère et de la liberté sexuelle dans la vie privée et publique, des couples désunis, des frustrations de l'instinct maternel que de la corruption des juges, de la pourriture en général. Initiation à la mentalité très américaine, ce mystère pourra sembler exotique. Connaissiez-vous un best-seller traitant, même en roman policier, de la corruption des juges

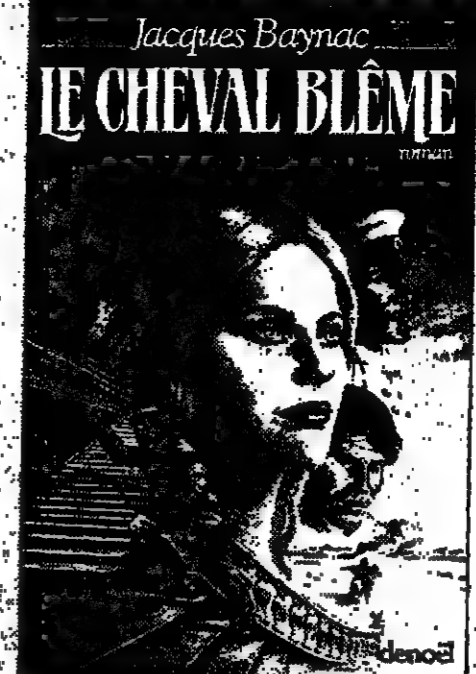
DENOËL UN ÉTÉ HISTORIQUE

Jean Diwo LE GÉNIE DE LA BASTILLE

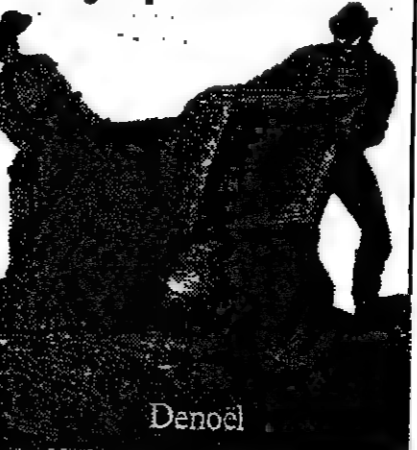


Le génie du romancier de Jean Diwo, associé à une documentation scrupuleuse, a assuré le succès des 2 premiers ouvrages « Les dames de Faubourg » et « Le lit d'acier ». Ces mêmes qualités sont à l'œuvre dans « Le génie de la Bastille », dernier volume de la trilogie consacrée aux lieux d'histoire de Paris.

Par l'un des plus éminents spécialistes de la Révolution russe, le premier tome d'une vaste fresque de plus de 500 personnages. Sur ce fond historique, dramatique et grandiose, se détache Sacha, jeune Petersbourgeoise de vingt ans. C'est toute la Russie qui est évoquée ici, dans l'élan profond de la vie, de l'amour et de la mort.



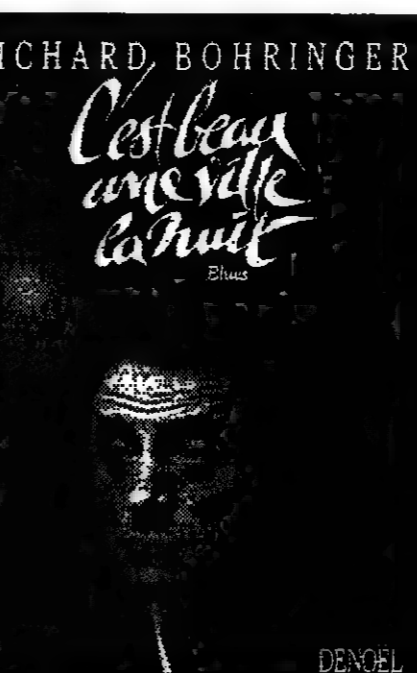
Pierre Darmon LA MALLE A GOUFFÉ



Pierre Darmon retrace, dans un style au fil du vent, les aventures de Maurice L'Éclair et Louis Hoyle, un fait d'espionnage sous « nous de la « malle » française qui a fait le succès de la France de la 1<sup>re</sup> Guerre mondiale.

Un livre passionnant où les maîtres et les héros les héros et les granitiers de la conquête coloniale revivent dans une fresque inspirée.

Gilbert Comte L'EMPIRE TRIOMPHANT 1871-1936



« Ainsi va le livre, coup de cœur et clins d'œil, coup de cafard et cris de colère. Toujours dans le tempo qui sauve. "Je voudrais inventer un blues blanc, et le bougre l'invente en l'écrivant." JEAN-MICHEL FRODON / LE POINT

« Son premier livre, un coup d'essai, est un coup de maître » CHRISTINE ARNOTH / LE MARSIEN LIBÉRÉ « C'est beau une ville la nuit devrait donner des envies de lecture à tous ceux qu'on a persuadé de la lecture, que lire ne « servait » à rien et qui aujourd'hui se retrouvent manchots de leur imagination. Il paraît qu'ils sont tous en train de lire Bohringer. Quelle bonne nouvelle ! » JOSYANE SAVIGNEAU / LE MONDE « Dépêchez-vous d'embarquer pour cette bouleversante croisière d'amour et d'espoir. » DERRÈ / LA SUISSE « Mieux qu'une autobiographie c'est un cri et la révélation d'un écrivain entier, viril et passionnant. » LE VIF / L'EXPRESS BRUXELLES « Ce livre, Bohringer le peaufinait secrètement depuis des années. C'est une superbe découverte. La naissance d'un écrivain, tout simplement. » J.C. LAMY / PREMIÈRE

anceendance

Le rôle de la femme dans la société... (Text is partially obscured and difficult to read)

PHILIPPE PETIT... (Text is partially obscured and difficult to read)

nouvelles trahisons

Text is partially obscured and difficult to read, appearing to be a list or collection of short pieces.

# Culture

## LA 4<sup>e</sup> FÊTE DU CINÉMA

### L'espoir sur grand écran

Près de deux millions de cinéphiles devaient participer le jeudi 30 juin à la 4<sup>e</sup> Fête du cinéma organisée par une profession qui hésite entre l'inquiétude — 1987 fut l'année la plus noire de son histoire — et l'espoir né du retour aux affaires d'une équipe qui la comprend mieux.

Le moins que l'on puisse dire est que le cinéma aura pâti de deux années de gestion libérale. C'est une révolution tranquille que nous avons connue, loin du théâtre médiatique, dans les diques durs des logiciels comptables. Écrivait M. François Létard en préface de son ouvrage, *Culture, les chemins du printemps*. Désireux de mettre à plat les comptes de son ministère après cinq années de « subventions » et de « contraintes », l'ancien ministre de la culture et de la communication devait pourtant comprendre, mais assez tard, qu'un ministre de politique culturelle, et donc de cinéma, il ne pourrait se contenter de conserver le pied au frein.

#### Passoport pour la journée

Pour le prix d'un billet à plein tarif acheté dans n'importe quelle des cinq mille salles de cinéma en France, on retrouve aux cinémas un espace où qui leur permette, de 13 heures à la dernière projection, d'assister, contre le somme de 1 franc, aux films de leur choix dans les salles de leur choix.

#### THÉÂTRE

##### « Jean Chouan l'insoumis » à Lassay

### L'histoire dans les bocages

Autour des châteaux de la France historique l'imagerie s'anime pour s'amuser avec les légendes.

Les bocages et les prairies de la France historique, les maisons de pierre autour de l'église plus ou moins romane avec monument aux morts de la Grande Guerre ou statue religieuse, on oublie que ça existe en dehors des téléfilms rétro pour venir à l'étranger. Pourtant, ça existe, à 300 kilomètres de Paris et loin de tout béton : en Mayenne. Avec des châteaux qui les touristes en visite guidée arpentent pendant le jour et qui la nuit s'illuminent pour des spectacles racontant un haut fait d'histoire locale.

Pendant dix ans, à quelques kilomètres de Laval, le château de Lassay, qui date du quinzième siècle et appartient depuis 1935 à la famille de Montalembert, sert de décor à un son et lumière. L'association culturelle du lieu s'étant agrandie, les sponsors se montrent attendus et le bicentenaire de la Révolution approchant, il a été décidé de produire un vrai spectacle. L'essentiel restait de flatter le patriotisme de clocher.

On a donc choisi un homme du pays, Jean Cottereau dit Jean Chouan, ainsi nommé parce que, comme tous les bretonniers en révolte contre l'impôt du sel, il lançait le cri de chat-huant pour avertier ses complices sans se faire repérer

commissait sous son autorité une accélération dramatique. Encore serait-il plus juste de parler d'abord d'une crise de l'exploitation. Effondrement des entrées en salles — de 1985 à 1987, le cinéma a perdu 42,5 millions de spectateurs, — effondrement des recettes aussi — dans le même temps, en France constants, 832 millions disparaissent des guichets, — et nombreuses fermetures de salles — 5 190 salles en 1985, tout juste 5 000 salles ces jours-ci.

Ce constat devait conduire la Fédération nationale des cinémas français à rassembler ses adhérents le 29 octobre dernier pour une assemblée générale où, au-delà d'un mot d'ordre, — « Létard, démission ! », — près d'un millier de professionnels constataient, par la voix de celui qui allait devenir leur président, M. Jean Labé, que « le ministre a raté sa réforme de l'audiovisuel. La crise du cinéma, c'est son échec ».

M. Létard, après la nomination d'un médiateur, devait décider à la fin de l'été d'un plan d'urgence de 100 millions de francs pour « assainir la situation financière des exploitants ». Malheureusement, la mise en œuvre de ce plan n'était pas financée et le nouveau gouvernement devrait très prochainement dégager, par le biais des décrets d'urgence, une somme de 70 millions de francs dont l'essentiel, selon M. Jérôme Clément, directeur du Centre national de la cinématographie, irait aux exploitants.

Cette première décision de la nouvelle équipe émise par M. Jack Lang manifeste la volonté de reprendre en main un dossier capital. Le ministre se propose de travailler dans quatre directions : l'exploitation, prioritaire au vu de la voir — outre les crédits spéciaux, une réflexion est engagée avec les collectivités locales pour leur donner des moyens accrus afin d'empêcher la fermeture des petites salles, — le réexamen des rapports du cinéma et de la télévision dans le cadre d'une réflexion très large sur l'audiovisuel

M. Jérôme Clément n'hésite pas à parler déjà d'un « durcissement des règles » qui régissent l'achat, la diffusion et la redistribution des films à la télévision. — l'étude approfondie du contexte européen — il faut veiller à ce que l'entrée en vigueur de l'acte unique en 1993 et le développement des satellites de télédiffusion ne rendent pas inopérants les dispositifs français de protection des professions cinématographiques, — et enfin un débat avec les professionnels sur l'identité culturelle de nos produits. « Il nous faut défendre les films de langue française, de culture française, et nous opposer à cette sorte de déviation mollesse qui se cache sous le vocable de « production internationale » et qui s'avère n'être en fait qu'une américanisation des productions françaises », affirme M. Clément.

#### Une profession inquiète et divisée

Autant de sujets qui devraient être au centre des conversations ce jeudi 30 juin puisque le ministre de la culture et de la communication a invité mille cinq cents professionnels dans les jardins du Palais-Royal. Il lui faudra beaucoup de conviction pour rassurer des gens inquiets, d'autant que, comme souvent en ces périodes à risques, ils se sont divisés : tensions entre exploitants et auteurs, au choix de la production pré-amortie par les droits de télévision, la sortie en salle n'étant plus qu'une opération de prestige ou de promotion. Comment s'étonner alors de la prolifération d'œuvres vides de sens qui violent les salles ?

La lecture du palmarès 86-87 des films français les plus populaires devrait pourtant encourager la prise de risques : Jean de Florette arrive en tête avec 7 140 000 spectateurs dans tout l'Hexagone, suivi de *Maison des sources* (6 534 000), *Le Nom de la rose* (4 809 000), et puis, bien placés, *Temps de solitude* (3 138 000), *Le Grand Chemin* (2 597 000) et *Au revoir les enfants* (2 076 000). Tous ces succès n'ont rien de surprenant, pour certains ils ont trouvé leur public. Parce que, comme le confiait M. Jérôme Clément, « jamais la télévision ne pourra exister en grand (...). La télévision reste ce qu'il y a de plus proche de la radio ».

100 % français ou à majorité française, les chiffres ont contribué au montage de 113 longs métrages pour 123,5 millions de francs au titre de l'apport et 218,9 millions au titre des droits. Ces sommes représentent 21 % des financements totaux. Indirectement, en créant ou prenant des parts dans des maisons de production qu'elles contrôlent en tout ou partie. Au point que les socialistes sont favorables aujourd'hui à une législation anticoncentration, seule capable d'éviter une intégration verticale. « La Berlusconi » qui a conduit l'Italie où l'on sait.

En posant toujours plus sur l'économie du cinéma, la télévision a désormais les moyens de peser sur la qualité des films (choix des scénarios, des comédiens...). Lorsque l'on sait l'importance qu'a prise la mesure de l'audience, on comprend qu'elle ne fait pas volontiers le pari de l'audace, de la créativité et de la nouveauté. De leur côté, les producteurs, les acteurs, les cinéastes, les comédiens, éprouvés par les difficultés que connaît leur art, sacrifient trop souvent, pour certains d'entre eux, au choix de la production pré-amortie par les droits de télévision, la sortie en salle n'étant plus qu'une opération de prestige ou de promotion. Comment s'étonner alors de la prolifération d'œuvres vides de sens qui violent les salles ?

La lecture du palmarès 86-87 des films français les plus populaires devrait pourtant encourager la prise de risques : Jean de Florette arrive en tête avec 7 140 000 spectateurs dans tout l'Hexagone, suivi de *Maison des sources* (6 534 000), *Le Nom de la rose* (4 809 000), et puis, bien placés, *Temps de solitude* (3 138 000), *Le Grand Chemin* (2 597 000) et *Au revoir les enfants* (2 076 000). Tous ces succès n'ont rien de surprenant, pour certains ils ont trouvé leur public. Parce que, comme le confiait M. Jérôme Clément, « jamais la télévision ne pourra exister en grand (...). La télévision reste ce qu'il y a de plus proche de la radio ».

De deux façons, essentiellement. Directement, en entrant dans le financement des films sous la forme d'un apport ou d'un droit de diffusion : en 1987, pour les films à

### En France, la bande-son est le parent pauvre

Midnight autour de la musique, combien de metteurs en scène négligent purement et simplement la bande-son ? Obsédés par le travail de l'image, le réalisateur français ne s'intéresse à l'illustration sonore que sur le table de montage. A ce stade de la production, les budgets sont la plus souvent largement entamés, voire dépassés. Faute d'argent, on demande alors à l'éditeur de musique de prendre le relais financier de l'opération. A lui de prendre les risques de l'investissement en se rémunérant sur un pourcentage des recettes du film et la vente éventuelle des disques tirés de la bande sonore.

L'éditeur qui hérite de cette responsabilité ne peut pas faire de miracles. Le budget minimum d'une bande sonore est de 200 000 francs. Les recettes que l'éditeur peut attendre, après quatre ans d'exploitation du film en salles cassettes et sur le petit écran, n'atteignent pas 100 000 F. Alors, on réduit le cachet du compositeur et le nombre de musiciens, les séances d'enregistrement, ou on fabrique le tout directement sur synthétiseur. Le résultat final est, le plus du temps, insupportable en disques, ce qui prive l'éditeur de recettes complémentaires.

Principal atout commercial « Les éditeurs n'ont pas les reits assez solides pour financer à perte la musique de film, explique Marie-Claude Lagarde. En se déchargeant de cette responsabilité artistique et financière, la production française fait une mauvaise affaire. Elle se prive d'une arme de promotion commerciale que les américains du Pont de la rivière Kwai à *Francis ou toujours* se remarquaient d'utiliser. »

Mais producteurs et réalisateurs ne sont pas les seuls responsables de la grande misère des bandes sonores françaises. Auditoriums spécialisés et professionnels n'ont pas suivi la grande révolution technologique qui secoue le secteur depuis une dizaine d'années. « On n'a pas investi dans le son-cinéma depuis quinze ans », affirme William Figeolet, ingénieur des studios de Philippe Sarda, un des rares auditoriums qui offre, depuis deux ans, un cinéma les techniques numériques dont disposent déjà les studios de variété. « Depuis 1974 les Américains tournent en Dolby stéréo. Les films français, eux, continuent à être mixés au mono. »

### Rencontre avec Jean Henochsberg

### « J'y crois ! »

Le cinéma va mal. Jean Henochsberg parie sur son rétablissement, rachète des salles parisiennes, devient distributeur et bientôt producteur. Courage !

Après avoir exercé ses talents dans l'hôtellerie et la restauration — et y avoir gagné quelque argent — Jean Henochsberg sert désormais depuis quinze ans les intérêts du cinéma de qualité. Cinéphilie engagée, il a pu, petit à petit, associer sa passion. Au milieu des années 70, il rejoint « l'équipe des hommes de l'ombre de Frédéric Mistral et des « Olympic », une très bonne école ». En 1978, il crée avec lui une petite société de distribution, Jenic films, qui veut proposer de films récents et classiques de qualité, objectif qu'il poursuit aujourd'hui à la tête de Ciné Classic, créée il y a peu à 50/50 avec un ami, Jean Hernandez, et qui vient de se signaler par le rachat, en plein accord avec sa veuve Bruna, du catalogue du producteur Georges de Beauregard.

A titre personnel, dès 1980, Jean Henochsberg achète des salles, toutes classées « art et essai ». Il commence sur la rive gauche par le Saint-Germain puis, sur la rive droite, par le Balzac. Viendront au fil des mois plusieurs salles dont certaines sont désormais fermées. Aujourd'hui, il possède huit salles en tout, le Saint-Germain, les trois Balzac, le Racine et les trois Luxembourg et emploie trente-quatre salariés.

Tout n'est pas rose pour lui, et donc pour un certain nombre d'exploitants menacés ces jours-ci, s'il pouvait disposer d'un libre accès aux films. « Tous les distributeurs veulent nous priver des films neufs, les Américains comme UGC, Gower et Pathé. Il n'y a qu'avec AMLF et AAA que nous pouvons discuter. Ainsi, dans mon groupe, le Balzac, qui pourtant dispose d'une salle de 450 places super-comfortable, équipée du Dolby stéréo, est complètement servi de films nouveaux. Au point que son existence même est aujourd'hui menacée. Alors qu'il est le premier cinéma « art et essai » de la rive droite. Si deux fois dans l'année, deux fois seulement, je pouvais disposer d'un grand film, même à égalité avec une ou deux salles des Champs-Élysées, je pourrais assurer le fonctionnement du Balzac. »

Cette difficulté d'approvisionnement est incommensurable. Je me bats sans cesse avec les distri-

buteurs qui me refusent des copies en raison de la capacité de mes salles, du nombre d'entrées, de la proximité d'autres salles et le vois arriver des films américains dans des salles de 80 places à l'Odéon. Ça me désole.

Nous ne sommes plus que quelques indépendants à Paris. Il nous faut adopter une attitude nouvelle, pugnace, vis-à-vis des distributeurs et cesser de subir la loi qu'ils nous imposent depuis de longues années au nom de notre label « art et essai ». Label qui arrangeait bien les grands circuits. Cette condescendance amicale et aujourd'hui apitoyée en raison des nombreuses fermetures de salles ne doit pas masquer le vrai scandale actuel : les distributeurs refusent aux exploitants indépendants les copies en version originale de grands films américains qui trouveraient un autre public.

Jean Henochsberg connaît pourtant de beaux succès. Dernier en date : la réédition de *A bout de souffle*, qui a totalisé 25 000 entrées dans une salle. « Je n'ai pas besoin d'assistance. On a transformé les hommes de cinéma — et les exploitants en particulier — en assistés, on les maintient sous cette drogue douce en vie artificielle. Nous avons plutôt besoin d'une nouvelle législation qui régisse clairement les rapports entre les salles classées « art et essai » et les distributeurs. »

Pour mettre toutes les chances de son côté, Jean Henochsberg mise aussi sur la production. « La dégradation du cinéma « art-essai » pour origine la faiblesse des investissements des producteurs et donc leur déresponsabilisation ? Je ne le sais pas. Mais nous devons nous affranchir de la télévision qui leur donne l'impression de pouvoir produire trop facilement trop de mauvais films. » Alors, le néo-producteur lit beaucoup. Et investit aussi : il vient de décider d'assurer la finition de *Tabataba*, de Raymond Rajonarielo, présenté lors de la dernière quinzaine des réalisateurs à Cannes.

Il n'oublie pas pour autant son rôle de distributeur. A l'automne, il redécouvrira la Réimpression de Jacques Rivette, et il est bien décidé, pour l'occasion, à mettre au point un système de distribution qui permettra à un grand nombre de salles de la périphérie de bénéficier du film le jour de la sortie nationale, et non des semaines plus tard comme c'est le cas chez la plupart des grands distributeurs. L'avenir du cinéma, il veut y croire. Et se bat.

#### MUSIQUES

##### « L'italienne à Alger » au Festival de Strasbourg

### Opéra-gags

En écoutant l'italienne à Alger, présenté par le Festival de Strasbourg, comment ne pas se demander, une fois de plus, si Rossini était bien le compositeur bouffé qu'on en a fait pendant si longtemps.

Composé en 1813, juste après *Tancrède*, la partition de *L'italienne à Alger* est beaucoup moins inspirée. Le sujet, évidemment, est de pure fantaisie. On pourrait le résumer ainsi : Mustafa, directeur des Mille et Une Nuits, s'éprend de la belle et jeune Fatma-Beyglar, avec faux canotiers et ambiance rétro, les deux vertus domestiques de son épouse, demande à son homme de confiance d'aller lui chercher de quoi s'amuser un peu.

Justement, le spectacle de Jérôme Savary se produit à Strasbourg, et rien n'est plus simple que de convaincre la troupe d'aller organiser, chez Mustafa, une petite farce avec narguilis et stores vénitiens pour le couleur locale, girls en bas réfilée et porte-jarretelles pour le coup d'œil. Quand on lui présente l'addition du décor et des costumes, d'ailleurs fort beaux, Mustafa comprend que cette petite fantaisie coûte les yeux de la tête, mais il a une idée : si on allait tous à Paris au Théâtre de Chaillot la saison prochaine ?

Ce n'est pas là, dira-t-on, un compte rendu fait fidèle du nouveau spectacle de Jérôme Savary ; mais rien n'étant plus ennuyeux à lire que la description d'une mise en scène insupportable, mieux vaut aller directement au fond des choses. Dire par exemple que le public « quand Taddéo, coiffé d'une tête de lion, a posé un

faible « mison » fera hausser les épaules à l'écouter.

Le seul vrai reproche qu'on puisse adresser à cette production concerne le parti de ne donner aux personnages qu'une vie factice qui se dissout dans une brillante animation scénique purement décorative. Il n'y a ni tension ni enjeu, seulement des idées, et parfois des trouvailles. Et cependant, le spectacle a connu un gros succès : il en aura sans doute à Paris, et c'est justice, ne serait-ce qu'à cause de la beauté charmante d'une dizaine d'esclaves demi-nues qui créent, par leurs danses lascives, un contrepoint continu aux évolutions des chanteurs.

Tous les airs de Rossini se ressemblent, mais les filles sont vraiment folles », résumait à l'entracte un spectateur heureux. Ces airs, il faut cependant les chanter. Et la distribution réunie est d'une excellence. Ragnel Pierotti (Isabella) possède une voix de mezzo-collorature et une technique infatigable ; il n'y manque, dans ses vocalises, qu'un peu de cette souplesse qui transforme la virtuosité impeccable en bel canto, mais c'est déjà remarquable. Simone Alaimo (Mustafa), voix de basse singulièrement étendue elle aussi, semble davantage préoccupé de l'éclat que des couleurs multiples qu'il pourrait tirer d'un organe aussi généreux que le sien. Chez Bruce Ford (Lindoro) également, la sûreté d'une voix de ténor signale un peu d'humanité à l'interprétation. Tout cela, est vrai, va trop dans le sens de la mise en scène pour qu'il soit possible de faire la part des choses.

L'Orchestre philharmonique et son chef, Theodor Guschbauer, ont accompagné le spectacle avec un doigté et une maîtrise consommés.

GÉRARD CONDÉ.  
\* Palais des congrès, dernière représentation Jeudi 30 juin, 20 heures.



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

JEANNE TRUCQUOT À ESPARILL... MY NAME IS LOLITA... LES BONNES...

BOUYE DE LA MONNAIE (SALLE DUFOUR)... HUCHETTE... LA BASTILLE... LA BRUYÈRE... LE GRAND EDGAR...

Les autres salles: ARLEQUIN RESTAURANT-THÉÂTRE... ATELIER... HENRI... BOUTES PARESIENS... CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE... COMÉDIE DE PARIS...

jeudi 30 juin

ŒUVRE (48-74-42-52)... CAVEAU DES OUBLIETTES... ESPACE CHANSON... OLYMPIA... FORTNIÈRE... ROSEAU-THÉÂTRE... SAINT-GEORGES... THÉÂTRE DE DIX HEURES... THÉÂTRE DE LYLE SAINT-LOUIS... THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR...

Ballets

THÉÂTRE DES ARÈNES DE MONTREUIL... THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS... TRISTAN-BERNARD... VARIÉTÉS... Music-hall: BATAILLON... BATEAU IVRE... CAFÉ DE LA DANSE... MONTREUIL (SALLE BERTHELOT)...

Comédie musicale

THÉÂTRE TRISTAN-BERNARD... Les concerts: SALLE PLEYEL... Région parisienne: MONTREUIL (SALLE BERTHELOT)...

cinéma

La Cinémaèque: Les Prochets (1917)... Les exclusivités: ACTION JACKSON... LES AILES DU DÉSIR... AMÉRIQUE RÉCOLTE... AMSTERDAM... LES ANGES SANDWICHES... BALANCE MAMAN BORS DU TRAIN... LES ARISTOCATS... MON BEL AMOUR, MA DÉCHÉURE... PAÏSA... PIERRE PAN... LA FLEUR... PINK FLOYD THE WALL... SHERLOCK HOLMES CONTRE JACK L'ÉVENTRÉ... LA SOIF DU MAL... LA TAVERNE DE LA JAMAÏQUE... VÉRITÉS ET MENSONGES... VOYAGE EN ITALIE...

LIASON FATALE... LONGUE VIE À LA SIGNORA... MANAC COP... MARIAGE... MATADOR... MÈRE TERESA... LA MÉRIDienne... MELAGRO... MON PÈRE C'EST MOI... NEUF SEMAINES ET DEMIE... L'ŒUVRE AU NOIR... POLICE ACADEMY 2... LE QUATRIÈME PROTOCOLE... SAMMY ET ROSE SE VOIENT EN L'AIR... SEPTÈMBRE... LA SÉDUCTION... LE SPECTACLE... UN ENFANT DE CALABRE... UN MOIS À LA CAMPAGNE... UNE NUIT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE... UN SÉRIEN SÉPENDUE... URGENCES... LA VIE EST BELLE... LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE... WALL STREET... Les grandes reprises: A BOUT DE SOUFFLE... AGENT TROUBLE... ALLEMAGNE ANNEE ZÉRO... AMOÛRE... LES ARISTOCATS... MON BEL AMOUR, MA DÉCHÉURE... PAÏSA... PIERRE PAN... LA FLEUR... PINK FLOYD THE WALL... SHERLOCK HOLMES CONTRE JACK L'ÉVENTRÉ... LA SOIF DU MAL... LA TAVERNE DE LA JAMAÏQUE... VÉRITÉS ET MENSONGES... VOYAGE EN ITALIE...

LES FILMS NOUVEAUX

CONTRAÎNTE PAR CORPS... EST-IL FACILE D'ÊTRE JEUNE EN URSS... LES FEUX DE LA NUIT... JULIEN EN SEPTEMBRE... LIBRE... PUBLI-VORE... THE GATE... MES AMOURS DE 68... MON BEL AMOUR, MA DÉCHÉURE... PAÏSA... PIERRE PAN... LA FLEUR... PINK FLOYD THE WALL... SHERLOCK HOLMES CONTRE JACK L'ÉVENTRÉ... LA SOIF DU MAL... LA TAVERNE DE LA JAMAÏQUE... VÉRITÉS ET MENSONGES... VOYAGE EN ITALIE...

PARTEZ EN VACANCES AVEC Le Monde. ABONNEMENTS VACANCES. Table with columns: DURÉE, FRANCE, ÉTRANGER. Includes contact info: BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09.

Avec Le Monde sur Minitel. Admissibilité SELEC FESIC. GRANDES ÉCOLES 36.15 LEMONDE.

Radio-télévision. Jeudi 30. Vendre. Large advertisement for radio and television services, featuring a large image of a person's face.





# Echecs

## La Coupe du monde à Belfort

### Kasparov se détache

A moins d'un effondrement subit et bien improbable de Kasparov dans les trois dernières rondes, le résultat du Tournoi de Belfort semble acquis. Le champion du monde a enregistré dans la douzième ronde, le mercredi 29 juin, sa quatrième victoire affilée, cette fois contre Ehlvest, alors que son rival immédiat, Karpov, ne prenait qu'un demi-point à Short.

Spassky et Huchner auraient pu décider de la nullité avant de jouer, puisqu'ils sont restés face à face un petit quart d'heure avant de céder leur combat. Timman, à la dérive, a perdu sa dame devant Spielman et une partie de plus.

**RÉSULTATS DE LA 12<sup>e</sup> RONDE**  
 Karpov-Short 0,5-0,5 (47) ;  
 Kasparov-Ehlvest 1-0 (34) ;  
 Beliavsky 0,5-0,5 (31) ;  
 Yousouppov-Andersson 0,5-0,5 (23) ;  
 Noguera-Ljubojevic 0,5-0 (15) ;  
 Ribli-Hjartarson 0,3-0,5 (12) ;  
 Huebner-Spassky 0,3-0,5 (11) ;  
 Timman-Spielman 0-1 (40).

# Le Carnet du Monde

## Naissances

— Michel SEELIG, Nicole OTTENAD, son épouse, et Jean ont la joie d'annoncer la naissance de Claire, le 28 juin 1988, à Thionville.

## Décès

— Les coprésidents et les membres du conseil d'administration de la Fédération nationale de la publicité (FNP), ont le grand regret de faire part du décès de

M. André BOUHEBENT, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, président fondateur de l'AACP, ancien vice-président de la FNP.

On timent le saluer la mémoire de celui qui, au cours de sa longue carrière, œuvra pour la profession publicitaire.

FNP, 40, boulevard Maistreherbes, 75008 Paris.

— M<sup>me</sup> Georges Brossard, son épouse. Le docteur Georgette Gaiddon-Brossard, M. Edouard Gaiddon, ses enfants, Dominique, Sabine-Marcel, Lysse-Anne, ses petites-filles, M<sup>me</sup> André Desbarre, sa belle-sœur. Les familles Brossard, Dupon, Malardier, Lamet, Gachod, parents et alliés, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, le 27 juin 1988, dans sa quatre-vingt-cinquième année, à Dole, de

M. Georges BROSSARD, chef de service honoraire à la Compagnie des wagons-lits, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier du Mérite agricole.

L'inhumation s'est déroulée le mercredi 29 juin à 15 h 30, en l'église d'Assas (Jura).

9, rue Marcel-Aymé, 39100 Dole.

— Le ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères, Le secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, Le directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques, Le personnel du ministère des affaires étrangères (direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques), ont le regret de faire part du décès accidentel de

M. Jean CHARPENTIER, ancien attaché culturel à la Nouvelle-Orléans, chargé de mission à la direction de la communication du ministère des affaires étrangères.

— N. CHESNEY, nous a quittés le 22 juin 1988.

— M<sup>me</sup> Marcel Santini, son épouse. M. André Santini, député maire d'Issy-les-Moulineaux. M. Charles Santini, M. M<sup>me</sup> Dominique Santini, ses enfants, Valérie et Pauline, ses petites-filles. Les familles Santini, Coccaldi, Barini, Martet et Jandois. Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel SANTINI, survenu le 29 juin 1988, dans sa soixante-dix-huitième année, à Paris-16<sup>e</sup>, au terme d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 1<sup>er</sup> juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne d'Issy, 5, place de l'Église, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière communal, 57, rue de l'Égalité.

Prises pour lui: 54, boulevard de la Paix, 92400 Courbevoie. Hôtel de ville, 62, rue du Général-Leclerc, 92130 Issy-les-Moulineaux.

## Communications diverses

— Cercle Bernard-Lazare: Jean-Pierre Allali, Myriam Amissov, Claudine Atlas-Donfut, Roland Baril le petit poète, Denise Baumann, Esther Benbasa, Claude Bochnerberg et Denise Baldran, Henry Balawin, Henri Caley, Jacques Cassal, Annie Goldmann, Jacques Hassenau, Pierre Michel Klein, Annette Lévy Willard, Haim Musikant, Maurice Rajfus, Adam Rayski, Carole Sandrel, Moshe Zaksman, présentent et signent leurs œuvres. Animation musicale, ballets, rondes, dimanche 3 juillet, de 16 h 30 à 22 h 30, 10, rue Saint-Charles, 75003 Paris. Tél.: 42-71-68-19.

— M<sup>me</sup> Adèle Falcoz, sa fille M<sup>me</sup> Germaine Fouilloux, sa sœur. La famille Gittonak, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis FALCOZ, M<sup>me</sup> Marcelle Fouilloux, institution bancaire, survenu le 29 juin 1988, en son domicile à Paris, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre d'Yzeure (Allier), le vendredi 1<sup>er</sup> juillet, à 15 heures, suivie de l'inhumation au cimetière d'Yzeure, dans le caveau de famille.

28, avenue Mozart, 75016 Paris. 33, rue Archède-Brinard, 03400 Yzeure.

## CARNET DU MONDE

Tarif: la ligne H.T.  
 Toutes rubriques ..... 79 F  
 Abonnés ..... 69 F  
 Communications diverses ..... 82 F  
 Renseignements: 42-47-95-03

## Pompes Funèbres Marbrerie

**CAHEN & C<sup>e</sup>**  
 43-20-74-52  
 MINITEL par le 11

## Lettres

### Les grands prix de l'Académie française

L'Académie française vient de proclamer ses grands prix, à l'exception du Grand prix de la francophonie, du Grand prix de la littérature et du Grand prix du roman, qui seront décernés à l'automne. Voici quelques-unes des cent quatorze distinctions décernées par l'Académie, pour l'année 1987.

— Prix de rayonnement de la langue française. — Médailles de vermeil: Jorge Amado (Brésil), Kolja Micevic (Yougoslavie) et Georges Tenekides (Grèce).  
 — Grand prix de poésie (100 000 F): Jean-Claude Renard.  
 — Premier prix Gobert (Histoire) (50 000 F): Inés Murat, pour *La Seconde République* (Fayard).  
 — Second prix (25 000 F): Jean-Paul Bled, pour *François-Joseph* (Fayard).

— Prix de la biographie (50 000 F): Laurence Schifano, pour *Luchino Visconti* (Perrin).  
 — Prix de la critique (50 000 F): Frédéric Vitoux, pour *Céline* (Grasset).  
 — Prix de Fessal (50 000 F): Claude Arnaud, pour *Chamfort* (Laffont).

— Prix de la nouvelle (50 000 F): Pierre Gripard, pour *Contes celtiques* (L'Age d'Homme).  
 — Prix d'Académie. — Médailles de vermeil: Paul Benichou, pour *Les Marges romantiques* (Gallimard) ; amiral Philippe de Gaulle, pour la publication de *Lettres, notes et carnets*, du général de Gaulle (Plon) ; Bernard Raffalli, pour l'édition de *A la recherche du temps perdu*, de Marcel Proust, dans la collection « Bouquins » (Laffont) ; Charles Sterling, pour *La Peinture médiévale à Paris* (Bibliothèque des arts) ; Jean-Yves Tadié, pour la nouvelle édition de *A la recherche du temps perdu*, de Marcel Proust, dans la collection « La Pléiade » (Gallimard).

— Prix du théâtre (50 000 F): Loleh Bellon.  
 — Prix du jeune théâtre (20 000 F): Danièle Sallanave, pour *Conversations conjuguées*.  
 — Prix du cinéma (50 000 F): Jean-Claude Carrière.  
 — Médaille de vermeil de la chanson française: Gilles Vigano.

## Mort de l'écrivain Robert Margerit

L'écrivain Robert Margerit, victime d'un infarctus, est mort dans la nuit du lundi 27 au mardi 28 juin à l'hôpital de Limoges. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

[Né le 25 janvier 1910 à Brive (Corrèze), Robert Margerit, après des études de notariat, se lance dans le journalisme en 1931. Reporter, critique littéraire, chroniqueur de théâtre et, enfin, rédacteur en chef au *Populaire du Centre*, il commence à publier en 1934, à Limoges. Son premier roman d'aventures, *Vie des perroquets*, est publié en 1942. Viennent ensuite *Mont-Drac* (1945), chaleureusement remarqué par Julien Gracq, *Le Dieu nu*, qui obtient en 1951 le prix Renaudot, et *La Terre aux loups* (1958).

En 1963 paraissent les trois premiers volumes d'un grand roman sur la Révolution, qui obtiennent le prix de l'Académie française. Le dernier volume, *Les Hommes perdus*, est publié en 1968. Entre *Guerre et Paix* et *Le Semestre sans Aragon*, cette grande fresque historique retrace l'épopée révolutionnaire de 1789 au Directoire. Les romans de Margerit, d'abord publiés chez Gallimard, sont en cours de réédition chez Phébus (quatre volumes parus).

— *Dé Gracq mobilise l'emphase et la préciosité*, du *Gracy brutal*, écrivait Gilles Vigano, à propos de la réédition de *La Terre aux loups*, en 1986.

**HOTEL DES VENTES**  
 9, rue Drouot, 75009 PARIS  
 Téléphone: 42-46-17-11  
 Téléc: Drouot 842280  
 Informations téléphoniques permanentes: 47-70-17-17

**Compagnie des commissaires-priseurs de Paris**  
 Régularité O.S.P., 84, rue La Boétie, Paris. Tél.: 45-63-12-88  
 Les expertises auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sur indications particulières, « excepté le matin de la vente ».

**LUNDI 4 JUILLET 1988**  
 S. 8. - 14 h 15: Livres anciens et modernes - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN MM. Guerin et Courvoisier, experts.  
 S. 9. - Porcelaine, linges, dentelles - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M<sup>me</sup> Daniel, expert.  
 S. 10. - 14 h Grands vins. Cave de 10 000 à 12 000 bouteilles. - M<sup>me</sup> DEURBERGUE.  
 S. 12. - Autographes. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M. Bodin, expert.

**MARDI 5 JUILLET**  
 S. 1. - Haute époque. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Coquepot.  
 S. 2. - Tableaux, bijoux et beaux meubles. - M<sup>me</sup> BINOCHE, GODEAU.  
 S. 3. - Bijoux. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
 S. 4. - Tab, bib, mob. - M<sup>me</sup> BOISGIRARD.  
 S. 6. - Estampes modernes, tableaux et dessins modernes. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M<sup>me</sup> Caillet et M. Bizobet.

S. 7. - Tableaux anciens, Chine, meubles et objets d'art. - M<sup>me</sup> DAUSSY, de RICOLES. M<sup>me</sup> de Granddier, Angier, Bourdeley et Rainerd.  
 S. 8. - suite de la vente du 4 juillet. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
 S. 11. - Meubles, tableaux et objets d'art. - M<sup>me</sup> LENORMAND, DAYEN.  
 S. 13. - Tab, bib, mob. - M<sup>me</sup> LANGLADE.  
 S. 14. - Tableaux, objets d'art, meubles. - M<sup>me</sup> CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC.  
 S. 15. - Art nouveau, art déco. ARCOLE - M<sup>me</sup> RENAUD.

**MERCREDI 6 JUILLET**  
 S. 3. - suite de la vente du 5 juillet. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
 S. 12. - Imagerie populaire, vues d'opéra, livres anciens et modernes, manuscrits du Jean Genet. - M<sup>me</sup> LENORMAND, DAYEN.

**JEUDI 7 JUILLET**  
 S. 1. - 14 h 15 Joaillerie, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromanger, Vétouquet Fromanger.  
 S. 2. - Tableaux, objets d'art, mobilier. ARCOLE - M<sup>me</sup> OGER, DUMONT.  
 S. 7. - Tableaux anciens et modernes, objets d'art, beau mobilier, collection de lampes de Gallé. - M<sup>me</sup> LIBERT, CASTOR.  
 S. 8. - Tableaux, meubles et objets d'art. - M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU.  
 S. 10. - Mobilier de propriété du 18<sup>e</sup> siècle: Tableaux anciens, portraits, sièges et meubles des époques Régence, Louis XV, Louis XVI et Empire. - M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
 S. 15. - Tableaux anciens. - M<sup>me</sup> BOISGIRARD.

**VENDREDI 8 JUILLET**  
 S. 2. - Atelier Mario Cassia. - M<sup>me</sup> DEURBERGUE.  
 S. 3. - Livres. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
 S. 8. - Suite de la vente du 7 juillet. - M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU.  
 S. 11. - 14 h 15 ESTAMPES JAPONAISES notamment: Hiroshige, Utamaro, Kuniyada, Toyokuni et Jaconlet. PEINTURES JAPONAISES - ALBUMS JAPONAIS Important lot de documentations et catalogues. Visibles dès à présent chez les experts. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Fortier, experts.  
 S. 12. - Art africain et militaire. - M<sup>me</sup> BOISGIRARD.  
 S. 16. - Mobilier. - M<sup>me</sup> ROGEON.

**ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE**  
 ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
 ARCOLE (G.L.E. de C.F.) 46-22-82-50 - Endes: ARTUS, GRIDEL, BOSCHER, FLOBERT, GROS, DELETTREZ, MATHIAS, OGER, DUMONT, RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY, RENAUD, REUNIER, BAILLY-POLMERY, LE ROLX, SARGEI.  
 AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
 BINOCHE, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.  
 BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
 CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, 117, rue Saint-Lazare (75008), 42-94-10-24.  
 DAUSSY, de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.  
 DEURBERGUE, 19, bd Montmartre (75002), 42-61-36-30.  
 LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.  
 LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
 LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Léves (75009), 42-61-80-91.  
 LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.  
 MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.  
 PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
 ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

**CAMPUS**

## Championnats du monde d'équitation

La ville de cheval, Seumur, accueillera, du 5 au 10 juillet, les premiers championnats du monde universitaires d'équitation. Patronnés par l'Association internationale des étudiants cavaliers (AIEC), la Fédération équestre internationale (FEI) et la Fédération internationale des sports universitaires (FISU), ils rassembleront 24 nations. Chaque pays envoie ses trois meilleurs cavaliers étudiants, assistés de leurs entraîneurs et de leurs supporters. En tout 400 étudiants sont attendus pour ces championnats du monde, 150 concurrents et 250 accompagnateurs. Les participants seront départagés sur la principale du « KO système »: l'équipe organisatrice prête les chevaux. Chaque animal est attribué par tirage au sort à trois cavaliers. Le meilleur participe à la qualification suivante. L'avantage de ce système est « d'éviter de privilégier les étudiants possesseurs d'un cheval », précise Nathalie Grumbach, présidente de l'ANEC, la branche française de l'AIEC.

Créée en 1978, l'ANEC est la seule association équestre universitaire. Elle compte 54 écoles et universités réparties dans toute la France, et regroupe près de 2 000 personnes. L'ANEC veut permettre à des gens qui n'ont pas les moyens de monter à cheval et de faire des concours. Mais pour sa présidente, « si dans les compétitions nous sommes avant tout des cavaliers sérieux respectueux des règles de la Fédération, nous sommes aussi une association de jeunes qui s'amuse ».

**T. Bd**  
 (ANEC, 56, rue de Montparnasse, 75014 Paris. Tél.: 43-35-24-75.)

- Ingénierie mathématique  
 L'université de Nancy vient de créer pour la prochaine rentrée un DESS en « Ingénierie mathématique ». Une formation sur les applications des mathématiques aux problèmes industriels et économiques.  
 (Université Nancy-I, 24, rue Lenoir, BP 2153, Tél.: 83-27-55-51.)
- Patrimoine européen  
 L'université Lille-III lance un magistère « Patrimoine et cultures de l'Europe du Nord-Ouest ». Cette formation est ouverte aux étudiants titulaires d'un DELG de lettres, sciences humaines et arts.  
 (Université Lille-III, UFR des sciences historiques, BP 149, 59663 Villeneuve-d'Ascq Cedex. Tél.: 20-91-92-02.)
- Notaires  
 Les universités de Caen et Toulouse proposent aux notaires de suivre d'octobre 1988 à juin 1989 un enseignement en droit des affaires. Cette formation de troisième année permet d'acquies

Victime du « cœur »

FRANCHE DE LA LOTERIE NATIONALE

TALOTAC

N° de la Française de la Loterie Nationale		Montant de la Française de la Loterie Nationale	
N°	Montant	N°	Montant
12345678	100 000 000	12345678	100 000 000
23456789	50 000 000	23456789	50 000 000
34567890	25 000 000	34567890	25 000 000
45678901	12 500 000	45678901	12 500 000
56789012	6 250 000	56789012	6 250 000
67890123	3 125 000	67890123	3 125 000
78901234	1 562 500	78901234	1 562 500
89012345	781 250	89012345	781 250
90123456	390 625	90123456	390 625
01234567	195 312	01234567	195 312
12345678	97 656	12345678	97 656
23456789	48 828	23456789	48 828
34567890	24 414	34567890	24 414
45678901	12 207	45678901	12 207
56789012	6 103	56789012	6 103
67890123	3 052	67890123	3 052
78901234	1 526	78901234	1 526
89012345	763	89012345	763
90123456	381	90123456	381
01234567	190	01234567	190
12345678	95	12345678	95
23456789	47	23456789	47
34567890	24	34567890	24
45678901	12	45678901	12
56789012	6	56789012	6
67890123	3	67890123	3
78901234	1	78901234	1
89012345	0,5	89012345	0,5
90123456	0,25	90123456	0,25
01234567	0,125	01234567	0,125

TALOTAC

Les grands prix de l'Académie française

Le grand prix de l'Académie française... Mort de Robert Marguerite... L'Académie française a élu...

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

Wilander, victime du « tueur » désinvolte

1988 ne sera pas l'année du premier grand chelem masculin depuis 1969 : vainqueur des Internationaux d'Australie et de France, le Suédois Mats Wilander a été éliminé, le mercredi 29 juin, en quarts de finale des championnats de Wimbledon. Tenant du titre, l' Australien Pat Cash n'est pas allé plus loin. Les demi-finales devaient donc opposer, vendredi 1<sup>er</sup> juillet, Ivan Lendl à Boris Becker et Miloslav Mečir à Stefan Edberg.

LONDRES de notre envoyé spécial

Cinquante ans après Donald Budge, dix-neuf ans après Rod Laver, Mats Wilander avait-il une chance réelle de devenir le troisième tennisman à réaliser le grand chelem, c'est-à-dire à gagner, dans la même année, les quatre tournois majeurs qui ont lieu, pendant deux semaines, à Melbourne, Paris, Londres et New-York ? Le Suédois avait fait la moitié du chemin en gagnant les titres australien et français, avant d'arriver à Wimbledon. Et là, il ne lui restait plus que trois marches à monter pour recevoir la coupe mise en jeu pour la cent deuxième fois. Il avait bien sauté la plus haute, la Yougoslave Slobodan Zivojnovic. Il a dérapé mercredi sur la plus gisante, la Tchèque Miloslav Mečir.

Inéluctablement, serait-on tenté d'écrire, Wilander n'a jamais été à

son affaire contre celui qui a été surnommé à juste titre « le tueur de Suédois » pour la facilité presque désinvolte avec laquelle il se joue des lifters scandinaves. Mečir avait ainsi battu six fois Wilander lors de leurs dix précédents matches. Ensuite, le gazon anglais, sur lequel fleurissent surtout services et volées, n'est pas un terrain fertile pour les graines de renvoyeurs telles que le Suédois.

Quand son aîné Bjorn Borg avait triomphé à Roland-Garros, les spécialistes avaient été péremptores : il ne pourrait jamais gagner Wimbledon. Le Suédois avait inscrit cinq fois de suite son nom au palmarès du plus vieux tournoi du monde, série continuant un record depuis l'abolition du Challenge Round. Tout en étant le champion du monde des « crocodiles », Borg avait un énorme service et un retour tout aussi fort. Avec ces deux coups, il ne lui était pas absolument nécessaire de se précipiter au filet où, au demeurant, il n'était pas malhabile.

L'ennui, pour Wilander, est que dans les trois coups déterminants sur gazon, il n'est vraiment dangereux qu'en retour de service. Il a d'ailleurs été sur le point de faire le break au premier set face à Mečir. Mais en variant les effets, le Tchèque a réussi à parer le coup de la balle au court central qui avait été la scène de leur triomphe. La représentation, c'est-à-dire la partie, a tenu les promesses de l'affiche. Elle fut brutale, intense, foudroyante comme un orage.

Mečir n'a eu aucun besoin de se déchaîner pour attirer Wilander vers le fond. L'aurait-il voulu qu'il en aurait sans doute été incapable. Ce n'est pas dans son tempérament de pècheur à la ligne. Et ce n'est pas dans ses capacités physiques actuelles. Le Tchèque joue avec les reins soutenus par une large gaine de latex pour soulager la douleur provoquée par un tassement des disques vertébraux. Ce harnachement le fait ressembler à un pilote de moto avant le départ d'un grand prix de vitesse. Mais ce n'est pas pour cela qu'il donne une accélération particulière à la partie. Au contraire, les balles sans consistance que lui adressait Wilander lui donnaient le temps nécessaire pour sentir les coups à contrepied qui sont sa véritable manière.

Foudroyante comme un orage

Dans son naufrage, le numéro deux mondial a perdu une chance, sans doute unique, d'accomplir ce fameux grand chelem. « A l'époque de Budge et de Laver, trois fois les titres étaient faits sur le gazon et une sur terre battue. Désormais, c'est très différent puisque Wimbledon est le seul grand tournoi sur herbe », a-t-il remarqué. Faudra-t-il qu'on mette une chape de béton sur le gazon du All England Club pour qu'un joueur puisse enfin mettre à son palmarès les quatre levées dans la même année ?

S'il n'y avait plus que deux pour s'opposer à ce projet - bien invraisemblable en vérité - ce seraient Boris Becker et Pat Cash, l'Allemand de l'Ouest et l'Australien, qui se sont partagés le titre ces trois dernières années. Les alicés du tirage au sort les faisaient se rencontrer mercredi, en quarts de finale sur le court central qui avait été la scène de leur triomphe. La représentation, c'est-à-dire la partie, a tenu les promesses de l'affiche. Elle fut brutale, intense, foudroyante comme un orage.

Depuis le début du tournoi, les deux joueurs étaient sous pression. Mais il s'agissait de cette pression particulière, entretenue de ce côté de la Manche, par la presse populaire à coups de ragots et de sous-entendus obscènes. L'un et l'autre en avaient marqué quelques agacements. Le président de Wimbledon s'était même senti obligé de leur faire des excuses par lettre. Pourtant, c'étaient deux champions en colère qui allaient s'affronter.

Le coude à coude de l'Australien et de l'Allemand de l'Ouest rassembla aux 100 mètres des championnats du monde d'athlétisme, à Rome, l'été dernier, entre Carl Lewis et Ben Johnson. Le premier n'avait jamais couru aussi vite. Le second était de toute façon devant. Cash aurait pu prendre le service de Becker au premier set. Ce fut l'Allemand de l'Ouest qui fit le break pour le gain de la manche, grâce à trois malheureuses volées de l'Australien. Becker devait ensuite contrôler le deuxième set après avoir fait le break dès le deuxième jeu. Enfin, il a été mené 4-2 dans la troisième manche, mais il s'est adjugé les quatre derniers jeux en prenant le service de Cash, une première fois grâce à deux doubles fautes, et une deuxième grâce à un retour bloqué et un passing de revers époustouflants.

Cash ne s'était pas vraiment mis dans la peau d'un champion de Grande-Bretagne après sa victoire ici l'an passé. Il avait sans doute gagné les aspects les plus outrés de sa personnalité, mais il n'avait pas perdu les exigences de son nouveau statut. Avait-il pensé que les bandeaux à carreaux qu'il distribuait à poignées à ses groupes opérèrent comme des reliques miraculeuses ? C'est en se remettant durement au travail que Becker est de nouveau au rendez-vous des demi-finales où l'attend un autre forcené de l'entraînement, Ivan Lendl. Ce sera une revanche de la finale perdue en 1986 par le Tchèque Miloslav Mečir.

ALAIN GRAUDDO.

Les résultats du mercredi 29 juin SIMPLE MESSIEURS Quarts de finale

Lendl (Tch., 1) b. Mayotte (E.-U., 13) 7-6 (7-2), 7-4 (7-1), 6-3. Becker (RFA, 8) b. Cash (Austr., 4) 6-4, 6-3, 6-4. Edberg (Suède, 3) b. Kuhnert (RFA, 89) 6-3, 4-6, 6-1, 7-6 (7-2). Mečir (Tch., 7) b. Wilander (Suède, 2) 6-3, 6-1, 6-3.

SIMPLE DAMES

Quarts de finale M. Navratilova (E.-U., 2) b. R. Fairbank (Afr. S., 44) 4-6, 6-4, 7-5.

Table of national lottery results (loterie nationale) with columns for numbers and prizes.

TRANCHE DE LA LOTERIE NATIONALE 51<sup>e</sup> TRAIAGE DU MERCREDI 29 JUILLET 1988

TALOTAC LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTIERES

Le numéro 291614 gagne 4 000 000,00 F. Les numéros approchant à la centaine de mille...

Table of numbers and prizes for the 51st draw of the national lottery.

LOTTO TRAIAGE DU MERCREDI 29 JUILLET 1988. Les numéros gagnants sont : 26, 32, 33, 40, 44, 48, 2.

Le Monde CADRES

ETAP recruitment advertisement listing various job positions like 'JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN', 'RESPONSABLE DE PROJET', etc., with contact information.

Mairie d'Elancourt recruitment advertisement for 'UN REDACTEUR OU ATTACHE' and 'L'AGENDA'.

L'IMMOBILIER

Real estate listings for 'appartements ventes', 'locations non meublées', and 'terrains'.

Real estate advertisement for 'CANNES RESIDENTIEL' featuring a property on 'ENTRE LA RUE D'ANTIBES ET LA CROISSETTE'.

Real estate listings for 'maisons individuelles', 'locations meublées', and 'propriétés'.

Real estate listings for 'bureaux' and 'Locations'.



Crise économique et rigueur budgétaire

## Le FONJEP lutte contre l'enlèvement

Le monde associatif ne croit plus aux miracles et il n'espère plus, même avec le retour de la gauche au gouvernement, une augmentation, lors des négociations budgétaires, du nombre de postes d'animateurs socio-culturels financés par l'Etat par le biais du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP). Mais un statut qui permettrait au moins aux bénéficiaires de ces postes de souffler un peu.

**P**RISES dans les tourments de la crise économique, de la rigueur budgétaire et parfois perdues dans la redistribution des cartes liées à la régionalisation, les associations ont, en plus, connu brutalement en 1987 une mise en cause complète des postes FONJEP : diminution de leur nombre (baisse d'environ 400 prévue pour 1988), chute de la contribution de chaque ministère (de 45 666 F par poste en 1986, elle n'est plus que de 40 000 F en 1988) et remise à plat des contrats passés avec les associations bénéficiaires. Malgré la hausse de l'apport des collectivités locales, qui participent également au financement de postes FONJEP, ces décisions ont provoqué des remous. Elles ont relancé le débat sur la responsabilité et le rôle de l'Etat et des collectivités vis-à-vis du mouvement associatif

et la redéfinition du cadre des rapports entre ses partenaires.

C'est à l'initiative de Maurice Herzog, alors secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, qu'a été créé, en 1964, le FONJEP. Le souci de celui-ci, ainsi défini dans le préambule des statuts de l'organisation : « Apporter aux problèmes posés par le développement de l'animation une solution permettant de financer avec continuité les organismes de droit privé sans but lucratif remplissant une mission d'intérêt général dans le secteur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de l'action sociale ».

### Assurer l'animation

« Jusqu'alors, explique Jean-Claude Champin, le délégué général du Fonds, les postes d'animations étaient financés pour un bon nombre de cas par les subventions. Ils se trouvaient donc soumis aux aléas des votes budgétaires annuels. Les emplois en étaient précaires et les politiques d'animation fragilisées. »

L'idée a alors germé de créer un organisme pour recevoir les contributions des différents financeurs : les ministères (actuellement jeunesse et sports, affaires sociales et emploi, agriculture, for-

mation professionnelle et droits des femmes) et les collectivités territoriales ensuite, pour les distribuer aux associations. Son rôle serait essentiellement d'assurer la continuité du versement des crédits et de faire écran entre les deux partenaires dans ce secteur sensible de l'animation culturelle.

La gestion du Fonds ainsi mis sur pied se fait de façon paritaire. Au conseil d'administration siègent, d'une part, des membres de droit (ministères financeurs, des collectivités et caisses d'allocation familiales), disposant de 16 voix, d'autre part, des représentants des associations bénéficiaires de postes FONJEP, avec 17 voix.

Si le secrétariat permanent est dirigé par un délégué général nommé par le gouvernement, le président du conseil d'administration est, lui, désigné par les membres élus. La gestion connaît cependant des limites. Bien que le président du Fonds signe le contrat de financement, le gouvernement n'a pas été à l'époque jusqu'à lui confier la responsabilité de l'attribution des postes. Celle-ci reste de la compétence du ministère ou de la collectivité qui finance.

### Coup de frein

L'association qui désire un poste FONJEP en fait donc la demande à son ministère de tutelle et aux collectivités locales, qui prennent leur décision à l'étude du dossier suivant des critères qui leur sont propres. Si la réponse est positive, l'association se retourne vers le FONJEP pour une demande d'adhésion. Celle-ci sera accordée par le conseil d'administration sous certaines conditions fixées par le Fonds : l'association ne doit pas cacher une activité commerciale, ne pas être un support municipal, avoir un caractère démocratique, bénéficier d'une reconnaissance d'un ministre membre de droit du

FONJEP, etc. Autrement dit, le conseil ne vérifie pas le bien-fondé de la demande de poste, mais la crédibilité de l'association elle-même.

Parallèlement à cette mission, le FONJEP en a reçu deux autres : rassembler et gérer les crédits destinés à la formation des animateurs professionnels,

fois créés. Des associations attendaient un peu trop facilement cette aide qui revenait presque automatiquement chaque année. De même, les petites associations se plaignaient fréquemment de la préférence trop marquée pour des fédérations : en 1987, par exemple, 7 fédérations se partageaient 2 314 postes.

politiques d'animation. Elles soulignent les difficultés d'évaluation année par année d'une politique d'animation... En fait, les interrogations sur le FONJEP sont soulevées par la question des relations entre l'Etat, les collectivités et les associations. Les fédérations craignent d'être affaiblies par l'affectation de plus en plus locale

### L'évolution du nombre de postes

MINISTÈRES	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Agriculture	8	24	24	157	176	178	198	202,50	197,50
Affaires sociales et emploi	684	746	993	1285	1285	1285	1290	1248,25	1244
Coopération								14	15
Economie sociale								15	15
Environnement				53	53	81	90	91,50	81
Droits de la femme								5	
Jeunesse et sports	741	760	1287	2171	2298	2298	2326	2372,50	2374
<b>TOTAL</b>	<b>1443</b>	<b>1530</b>	<b>2274</b>	<b>3666</b>	<b>3810</b>	<b>3840</b>	<b>3919</b>	<b>3947,75</b>	<b>3935,50</b>

conduire des études et des recherches dans le domaine de l'animation.

En 1964, l'Etat finançait 15 postes que se partageaient 6 associations. En 1987, les postes étaient au nombre de 4 116 pour 672 associations. Mais l'évolution ne s'est pas faite de façon régulière. Elle connaît une croissance extraordinaire après l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Alors que l'on comptait 1 530 postes en 1980, il y en eut, l'année suivante, 2 274 et 3 666 en 1982. La droite en revenant au gouvernement donna un sérieux coup de frein à ce mouvement ascendant dès 1986, et, en 1987, année charnière, le ministère de la jeunesse et des sports, qui finance plus de la moitié des postes, annonçait qu'il réduirait sa contribution tant en nombre de postes que sur le montant alloué à chacun d'eux. Il décidait également de favoriser les postes cofinancés par d'autres collectivités, de donner la majorité des crédits à des postes d'animateurs locaux, et enfin de revoir tous les contrats passés jusqu'à présent.

### Des rentes de situation

Ces orientations provoquèrent de nombreuses réactions. Certains ont vu un règlement de comptes politique. Sur le principe de la révision des contrats, les passions ne se sont pas déchaînées autant qu'on pouvait s'y attendre. Beaucoup ont pensé que c'était peut-être l'occasion de secourir des associations et des pourvoyeurs de crédits qui, au fil des années, avaient pris un mauvais pli. Des rentes de situation s'étaient per-

des crédits. Beaucoup se demandent si l'Etat va continuer de se désengager longtemps ainsi. N'y a-t-il pas danger de fragilisation d'associations qui remplissent des missions d'intérêt général dans le domaine social, médico-social et d'éducation populaire auxquelles le mécénat, présenté comme une solution miracle, ne s'intéresse que très peu ?

Si, naguère, les associations protestaient contre les lourdeurs et la rigidité administratives des ministères, elles redoutent aujourd'hui les aléas des volontés politiques locales.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## LES ASSOCIATIONS ET LE CREDIT COOPERATIF

Quelle que soit la façon dont on aborde le fait associatif, on ne peut manquer d'être frappé par le développement des associations qui ont en charge la gestion de services d'intérêt collectif, selon des méthodes qui peuvent être plus souples et plus participatives que des services publics.

Même si, par leur structure juridique et leurs finalités, les associations ne sont pas des entreprises « ordinaires », beaucoup sont des entreprises, voire de grandes entreprises : se rend-on suffisamment compte qu'elles emploieraient environ sept cent mille salariés ? Mesure-t-on bien ce que cela signifie en termes d'outils d'exploitation, de capacités administratives, de flux de trésorerie à gérer ?

Les associations gestionnaires d'équipements sociaux ou culturels ont donc à concilier les objectifs d'intérêt général qui les animent avec la nécessaire rigueur de la gestion, à un moment où l'engagement de l'Etat diminue.

C'est pourquoi elles doivent, comme les entreprises commerciales, s'adapter aux transformations qui affectent actuellement la vie économique et sociale de notre pays et qui modifient le cadre de leur activité. Qu'il s'agisse de l'évolution des politiques gouvernementales pour les unes, des besoins collectifs pour les autres, du système financier pour toutes, sans parler des perspectives européennes, nombreux sont les facteurs qui rendent nécessaires une adaptation saine des méthodes de gestion.

Les mesures à prendre à cet effet peuvent être d'ordre strictement technique et relever notamment de la gestion comptable et financière. Elles peuvent avoir pour objet de prendre en compte les possibilités nouvelles du mécénat ou d'établir de nouveaux rapports avec les collectivités décentralisées. Elles peuvent aussi conduire à des réformes de structures.

Le Crédit coopératif, dont les associations constituent une part importante des sociétaires, s'efforce de les aider dans ces adaptations.

C'est une tâche délicate, car les modalités retenues doivent être compatibles avec les objectifs propres à chaque association. C'est une tâche indispensable, car les associations jouent un rôle essentiel dans le terreau économique et social français.

### CREDIT COOPERATIF

banque des associations

33, rue des Trois Fontaines, BP 211, 92002 NANTERRE CEDEX

47 24 89 71 ou sur MINITEL

CREDIT COOPERATIF MAGAZINE 3614 COOPA

### INFORMATIQUE ET ASSOCIATIONS

SPM ORGANICO INFORMATIQUE 76 - 78 rue d'Hauteville 75019 Paris ☎ 42.06.56.80.

Etiquettes mailles, Développement de logiciels, Formations, Maintenance, Assistance. **TOUTS LES PROGRES DU MARCHE. TOUTES LES SOLUTIONS A VOS BESOINS.**

**LIGA** Gestion adhésifs, abonnements, mailing, correspondances, statistiques...

**DIXI** Dépouillement d'annuaires

**PAO** Composent votre revue à moindre coût et en un temps record

Revenez nous voir

**Bull**

**Randonnées Pédestres UN VRAI VOYAGE A TRAVERS LES CEVENNES**

Randonnées itinéraires avec ou sans sac à dos, séjour en gîte rural. La randonnée comme art de vivre et de voir, parmi les plus beaux sites du parc national des Cévennes.

DE 1 300 F A 1 600 F TOUT COMPRENS Association DRAILLES, VIMBOUCHES 46240 Saint-Privat-de-Valleron. Tél. : 66-45-56-96.

**LA SOLIDARITE**

et il y a ceux qui la pratiquent quotidiennement à l'intérieur comme en dehors des entreprises pour la qualité de la vie: c'est un contrat et ça se respecte.

**MAGIF**

**3<sup>e</sup> FORUM DES COMITÉS D'ENTREPRISE ET CHSCT**

LA SOLIDARITE PAR CONTRAT

26, 27 et 28 septembre 1988 à Parc Floral de Paris - Bois de Vincennes FORUM CE 35, rue Compagnon, 75019 Paris, tél. (1) 42.49.89.99

LE FORUM NATIONAL DES SERVICES AUX ASSOCIATIONS

**FORUM**

16/17/18 NOVEMBRE 1988 FORTE DE VERSAILLES PARIS - HALLS

LE RENDEZ-VOUS DES ENTREPRISES ET DES ASSOCIATIONS

MINITEL 35-18 GUEXPO

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS CAPRIC, 35, rue de Colonne, 75008 PARIS. Tél. : 42-35-41-38 Téléx 948701

**fonda**

Participez avec la fonda et son comité Rhône-Alpes, au colloque

l'association, un défi aux exclusions ?

Bourg-en-Bresse, 19 novembre 1988

pour découvrir des initiatives locales d'insertion, se rencontrer, échanger ... pour agir !

fonda

fondation pour la vie associative 18, rue de varenne 75007 paris tél. (1) 45.49.06.58

# Economie

## SOMMAIRE

■ Les perspectives de l'INSEE font état d'une croissance économique plus forte que prévu pour l'économie française. L'emploi total est en légère hausse (lire ci-dessous).  
■ En relevant le loyer de l'argent pour lutter contre

l'inflation, la Bundesbank reprend ses vieilles habitudes (lire page 32).

■ Le gouvernement procède à une baisse de la TVA sur les boissons non alcoolisées et autorise des hausses

de prestations sociales (lire ci-dessous).

■ Les résultats du commerce extérieur en mai 1988 sont déficitaires et montrent la faiblesse de nos échanges industriels (lire ci-contre).

Malgré un ralentissement au second semestre

## La croissance française devrait atteindre 2,8 % en 1988

estime l'INSEE

Une croissance forte, mais qui se ralentit (le produit intérieur brut marchand progressant de 2,8 % sur l'année), un investissement qui reste dynamique, une inflation modérée (3,2 % entre décembre 1987 et décembre 1988), l'emploi total en légère hausse : la note de conjoncture de l'INSEE, rendue publique le jeudi 30 juin, prévoit aussi pour 1988 la persistance d'un déficit commercial élevé (33 milliards de francs).

En France comme à l'étranger, « la flamme d'activité qui s'est opérée récemment devrait faire place à une phase de ralentissement », note l'INSEE dans ses prévisions traditionnelles de milieu d'année sur le second semestre, en ajoutant : « Mais l'amélioration des conditions fondamentales de la croissance, facilitée par la baisse durable du prix du pétrole, permettrait à terme une croissance plus régulière et un peu plus forte qu'au début des années 80 ».

Pour la France, l'INSEE prévoit donc un ralentissement de la croissance au second semestre. Après une progression de 1,2 % du PIB au premier semestre, celle-ci ne devrait plus être que de 0,8 % au cours des six derniers mois de l'année. Malgré cela, et grâce aux acquis de la période récente, la croissance devrait être, pour l'ensemble de 1988, de 2,8 % : une belle performance. Le PIB n'avait progressé que de 2,3 % en 1987 (1). En mars dernier, le gouvernement de M. Chirac avait encore retenu comme hypothèse une croissance de 1,9 %.

Plusieurs éléments devraient, selon l'INSEE, contribuer au ralentissement de la croissance. Après avoir été de 3,1 % en glissement en 1987, la consommation des Français n'augmentera que de 1,8 % en 1988, du fait notamment d'un ralentissement dans la progression du pouvoir d'achat des particuliers. La demande mondiale adressée à la France, notamment celle des pays de l'OCDE, va se ralentir. Pour les seuls produits manufacturés, elle

n'augmenterait que de 3 % en glissement en 1988, après plus de 10 % en 1987.  
Seul élément encore très dynamique de la demande, l'investissement productif croîtrait de 7 % en 1988, une nette accélération par rapport à l'évolution de 1987 (plus 5,4 % voir encadré). La production industrielle, qui a atteint des niveaux élevés au cours des derniers mois, devrait rester soutenue. « La production manufacturière progresserait encore de 3,1 % en 1988, après 3,4 % en 1987 », note l'INSEE, les services (4,4 %) et le bâtiment-travaux-publics (3,7 %) garderaient un rôle moteur de la croissance.

### Amélioration de l'emploi

Ce haut niveau de l'activité va permettre, selon l'INSEE, « une situation meilleure que les années précédentes » sur front de l'emploi. « La contraction de l'emploi industriel en 1988 serait la plus faible de ces six dernières années », estime l'expert de l'INSEE : la baisse des

effectifs salariés passerait de 2,5 % en 1987 à 1,3 % en 1988. Le nombre de salariés des secteurs marchands non agricoles progresserait de 0,4 %, l'emploi total de 0,2 % (soit plus de quarante mille). Après avoir atteint près de 2,7 millions fin septembre, le nombre des demandeurs d'emploi pourrait se stabiliser.

### Persistance du déficit commercial

Sur le front des prix de détail et du commerce extérieur, les prévisions de l'INSEE sont moins favorables. « En l'absence de mesures spécifiques » (la note a été rédigée avant l'annonce de la baisse de la TVA sur les boissons non alcoolisées), la progression des prix à la consommation devrait être au second semestre analogue à celle du premier (+ 1,6 %). Ils augmenteraient ainsi de 3,2 % entre décembre 1987 et décembre 1988 (contre 3,1 % l'année dernière). En ce domaine, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a repris

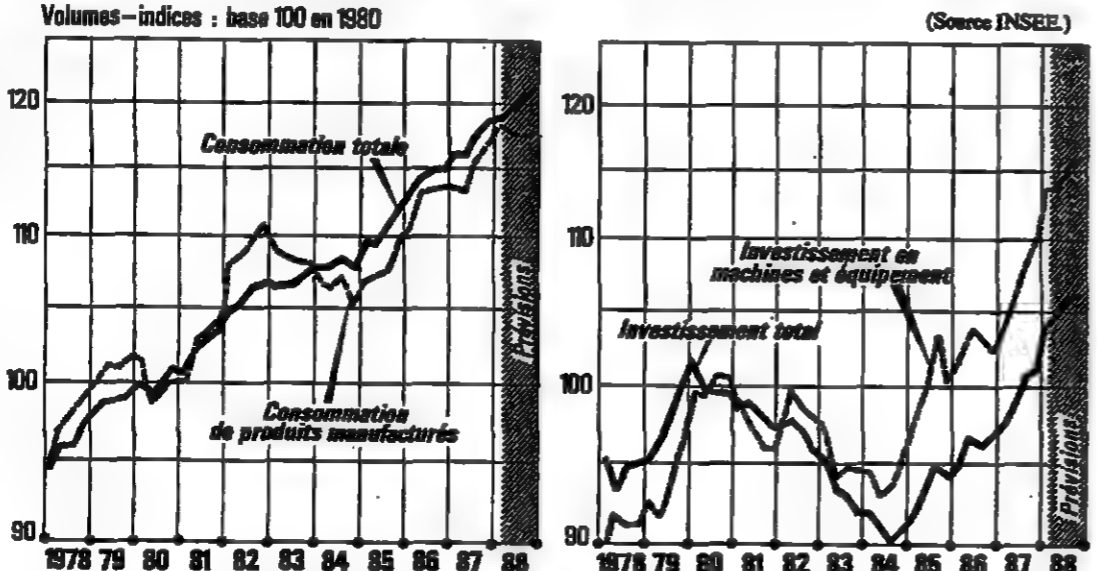
l'objectif de son prédécesseur, M. Edouard Balladur, en tablant sur une hausse des prix de 2,5 %.

Le ralentissement simultané des exportations et des importations devrait enfin déboucher sur une « stabilisation » du déficit du commerce extérieur (autour de 33 milliards de francs, après 31,5 milliards en 1987 et 0,6 en 1986). Pour les produits manufacturés, la dégradation du déficit devrait prendre fin au printemps 1988.

Mais sur l'ensemble de l'année, le déficit industriel devrait encore atteindre 31,8 milliards de francs (contre 29 milliards en 1987). A l'étranger, la France devrait à nouveau perdre des parts de marché. « La part des produits étrangers dans la demande française, passée de 23,7 % fin 1985 à 26,3 % fin 1987, serait de 26,4 % en 1988. L'offre française continue donc à répondre de manière insatisfaisante aux demandes tant nationales qu'étrangères.

(1) Ces prévisions de l'INSEE sont établies sur la base des comptes trimestriels, tous les indicateurs étant appréciés aux prix de 1980. Il peut, de ce fait, y avoir certaines différences avec les comptes nationaux annuels.

## LA CONSOMMATION ET L'INVESTISSEMENT EN FRANCE



## La reprise de l'investissement est-elle suffisante ?

Faut-il donner un coup de pouce à l'investissement ? Souvent débattue avant les élections, cette question pourrait revenir sur le tapis lors des discussions budgétaires. La note de conjoncture de l'INSEE donne des arguments aux opposants comme aux partisans d'une aide à l'investissement.  
Pourquoi s'inquiéter ? Il est actuellement en plein boom, disent les premiers. « L'investissement français s'accroît et augmente depuis 1985 au même rythme que l'investissement mondial », note l'INSEE. Après avoir été de 7,2 % (en moyenne annuelle) en 1987, l'investissement productif devrait croître de 9 % en 1988. Dans l'industrie, l'accélération est plus marquée encore, puisque après une

hausse de 7,1 % il devrait augmenter de près de 10 %. En léger ralentissement, l'effort d'investissement dans les commerces, les services et le BTP reste soutenu.  
Un autre élément positif sera utilisé par les opposants à une aide à l'investissement : plusieurs enquêtes récentes confirment que la part des investissements de capacité tend à s'accroître. Les entreprises, profitant de l'amélioration de leur situation financière et de perspectives de demandes positives, n'investissent plus seulement pour accroître leur productivité mais aussi pour étendre leur capacité de production.  
Les partisans d'une aide à l'investissement pourront eux aussi

trouver dans la note de l'INSEE des arguments en leur faveur. « En 1988, la croissance de l'investissement ne devrait pas permettre un notable relâchement des goulots de production », relève l'INSEE. Pour l'ensemble des branches marchandes non financières, l'accroissement des investissements a sensiblement compensé celui des décaissements. Dans l'industrie, la croissance de la capacité de production n'a été en 1987 que de 1 % environ et devrait atteindre 1,5 % à 2 % en 1988.  
Malgré donc une augmentation de l'investissement, celui-ci reste insuffisant pour permettre un accroissement sensible de la capacité de l'outil industriel français à répondre à la demande, tant fran-

çaise qu'étrangère. Les conséquences en sont connues : « La France perd tendanciellement des parts de marché : depuis un an, note l'INSEE, ces parts s'amenuisent sur les marchés extérieurs, mais la pénétration des produits étrangers reste forte sur le marché national ». Malgré un relâchement de nos importations, le déficit du commerce extérieur subsiste.  
Les comparaisons internationales seront également utiles pour les partisans d'une aide à l'investissement. Si l'investissement augmente en France, les progressions sont plus spectaculaires encore dans de nombreux pays étrangers, notamment aux Etats-Unis et au Japon.  
ERIK IZRALEWICZ.

## Persistance du déficit du commerce extérieur français

### Le solde des échanges industriels s'est creusé en mai de 2,5 milliards de francs

Les ministres du commerce extérieur changent, les médiateurs résultats commerciaux de la France demeurent. Dès son arrivée qu'il Branly, M. Jean-Marie Rausch s'est trouvé confronté à cette rude réalité : en mai, le déficit a encore atteint 1,4 milliard de francs en données corrigées des variations saisonnières. Plus que ce chiffre — moins impressionnant que les 2,1 milliards d'avril — c'est la persistance de lourds déficits industriels qui une fois de plus constitue le principal sujet de préoccupation.

Interrogé par RTL, M. Rausch a pu relever « quelques éléments encourageants, notamment l'excellent solde agro-alimentaire ». De fait, celui-ci a connu un excédent record de 4 milliards de francs contre 3,6 milliards en avril et 3,2 milliards en mars. En moyenne mensuelle, cet excédent n'était que de 2,4 milliards en 1987. Les bons résultats de mai excellent malgré tout une quelconque euphorie : ce sont les produits agricoles non transformés qui ont le plus contribué à l'amélioration de mai, avec un solde positif de 3,3 milliards.

Le léger creusement du déficit énergétique ne suscite pas, pour sa part, de réelle inquiétude. De 5,9 milliards de francs contre 5,5 milliards en avril, il reflète la remontée du dollar et des cours du pétrole, mais demeure très en deçà de la moyenne mensuelle de 1987, 6,8 milliards de francs. Reste le principal souci du gouvernement, les échanges de produits industriels. En ce domaine, les résultats de mai n'apportent aucune lueur d'espoir. Le déficit reste de 2,5 milliards de francs — contre 3,2 milliards en avril — en dépit de la vente d'un nombre inhabituel d'Airbus : six appareils assurant 1,7 milliard de francs de recettes au pays.

Plus encore que les fortes importations de biens d'équipement, 20,5 milliards contre une moyenne mensuelle de 19,6 milliards en 1987, c'est l'anémie des exportations qui reste frappante. On peut espérer déceler dans la progression des achats de produits étrangers la volonté des chefs d'entreprise d'investir. La stagnation des ventes françaises, en revanche, perdure

dangerusement, poussant le nouveau ministre du commerce extérieur à mettre l'accent sur « le développement des exportations industrielles dans le domaine des biens de consommation et des grands contrats ».

Au total, le déficit de la France s'est encore alourdi avec ses partenaires de la CEE, passant de 2 mil-

## Evolution favorable dans l'automobile

Une bonne nouvelle dans la griserie du paysage commercial français : les échanges de véhicules automobiles sont restés excédentaires et ont dégagé un solde positif de 1 milliard de francs durant les quatre premiers mois de l'année, indique la Chambre syndicale des constructeurs automobiles (CSCA). Ce solde était devenu négatif à hauteur de 1,25 milliard de francs en 1987. Pour l'ensemble de la branche automobile, équipements et pièces inclus, l'excédent pour la période janvier-avril atteint 6,72 milliards de francs, grâce à une progression de 8,1 % des exportations. La CSCA précise qu'au cours de cette période l'industrie automobile française a vendu à l'étranger 58 % de ses voitures particulières — en ce domaine, l'Espagne est devenue le premier débouché — et 40,6 % de sa production de véhicules utilitaires et industriels.

liards de francs en avril à 2,7 milliards un mois plus tard. Hors CEE, les résultats s'améliorent quelque peu avec les autres pays industrialisés. Le solde négatif étant ramené à 2,9 milliards, contre 3,5 milliards en avril. Mais depuis le début de l'année, le déficit cumulé atteint encore 8 milliards en données corrigées, contre 15,5 milliards, il est vrai, durant la période correspondante de 1987.

## SOCIAL

### Accord entre le CNPF et quatre syndicats

### Les augmentations de cotisations pour la retraite complémentaire coûteront moins cher aux entreprises

Un accord signé, le mercredi 29 juin, par le CNPF et les syndicats (sauf la CGT) va permettre aux entreprises d'augmenter plus facilement leur taux de cotisation pour les retraites complémentaires.

Jusqu'ici, lorsqu'une entreprise souhaitait augmenter son taux de cotisation au-delà du plancher obligatoire de 4 %, on examinait la structure d'âge des salariés de l'entreprise, et lorsque la moyenne d'âge était élevée, l'entreprise pouvait avoir à payer pendant dix ans une « surprime » qui, finalement, allait jusqu'à doubler le coût de la mesure. En effet, les pensions des retraités et les droits acquis pour les années antérieures d'activité des salariés (et même des anciens salariés) étaient augmentés dans les mêmes proportions que les droits dus par le relèvement de la cotisation.

Désormais, la revalorisation sera moindre. Elle sera évidemment automatique pour les droits à venir des salariés en activité dans l'entreprise. Mais pour les années passées, elle ne sera acquise pour ces salariés que si leur moyenne d'âge au moment de la décision est inférieure à cinquante-deux ans. Si elle est supérieure, on calculera ce qui peut rester sur les cotisations versées dans les quinze années à venir et on revalorisera en fonction des disponibilités. La même règle touchera les anciens salariés et les pensions des retraités ; pour ces derniers, en outre, l'augmentation ne s'appliquera qu'après un délai de six mois.

Ainsi une augmentation du taux de cotisation sera moins coûteuse pour une entreprise — surtout si ses salariés sont âgés. Cette mesure est l'application de l'accord signé par le CNPF avec les quatre syndicats FO, CFDT, CGC et CFTC sur les retraites complémentaires le 12 novembre 1986 (Le Monde du 15 novembre 1986) (1). Elle compense l'augmentation du « taux d'appel » des cotisations au-delà du taux minimum de 4 % en 1987 et 1989. Elle permet aux caisses de faire campagne auprès des entreprises pour accroître leurs cotisations et ainsi améliorer les retraites de leur personnel dans l'avenir, les responsables des régimes de retraite complémentaire considérant que celle-ci est encore plus avantageuse que les retraites par capitalisation.

Venant après la généralisation des régimes de retraite des cadres supérieurs, cet accord a suscité l'ire des assureurs, dont les systèmes de retraite par capitalisation sont en concurrence (Le Monde des 10 et 26 mars 1988) devant leur pression, la signature a dû être retardée de trois semaines.

Par ailleurs, la CGT, qui était favorable au développement du « facultatif », n'a pas non plus signé l'accord, qu'elle juge trop favorable aux entreprises ; hostile à d'autres dispositions, elle n'avait pas signé non plus celui du 12 novembre 1986.

G. H.

(1) Ces dispositions concernent l'Association des régimes de retraite complémentaires (ARRCO) qui réunit la plupart des salariés du privé (13,5 millions de cotisants). Outre les non-cadres, les cadres aussi cotisent à ces caisses sur la partie de leur salaire allant jusqu'au plafond de la Sécurité sociale.

## PRÉQUALIFICATION D'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre du projet ENERGY 1 financé par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, la Jiro Sy Rano Malagasy (JIRAMA), société nationale de l'électricité et de l'eau de Madagascar, procédera à la préqualification d'entreprises pour la fourniture :

- 1) De câbles produits dans les pays arabes ;
- 2) De matériels de distribution électrique (transformateurs, matériels de réseaux et de branchements), fournitures de préférence d'origine arabe, africaine ou arabo-africaine.

Les dossiers y afférents pourront être obtenus auprès de la JIRAMA, Direction de l'équipement électrique, 13, rue Rabezavana, Antananarivo (101), Madagascar - Tél. : 268-68 - Téléx 222-35.

La date limite de remise des dossiers est fixée le 26 août 1988.

## Baisse de la TVA sur les boissons non alcoolisées

M. Pierre Bérégovoy a annoncé, le jeudi 30 juin, une baisse de la TVA sur les boissons non alcoolisées. Supportant actuellement le taux normal de 18,6 %, elles ne devraient plus être taxées qu'au taux super réduit de 5,5 %, celui appliqué à la plupart des produits alimentaires. Cette mesure sera effective dès le 8 juillet et devrait se traduire par une baisse des prix des boissons en question. Elle devra toutefois faire l'objet d'un vote du Parlement. Son coût budgétaire est évalué par la Rue de Rivoli à 2 milliards de francs en année pleine.

Pour 1988, le gouvernement ne prévoit aucune compensation, les recettes fiscales, supérieures aux

prévisions, devant permettre d'en assurer le financement.

Cette mesure constitue un effort de la France en faveur de l'harmonisation fiscale européenne. Le rapprochement des taux de TVA envisagé par la Commission européenne nécessite en France une réduction sensible des taux, et plus généralement des recettes fiscales liées à la TVA.

Le gouvernement précédent avait déjà pris des mesures dans ce domaine, avec notamment la baisse de la TVA sur les automobiles (ramenée de 33,3 % à 28 % à l'automne dernier). M. Bérégovoy compte poursuivre dans cette voie. Europe oblige.

## LE MONDE IMMOBILIER

Publicité  
Renseignements :  
45-55-91-82  
Poste 4138 - 4324

ACIIONNN  
... participation  
... industriels  
... Suez a pris  
... dans la Société  
... de Belgique.  
... entre deux  
... complémentaires  
... une étape  
... la création  
... premiers  
... industriels et  
... européens  
... des actifs de  
... milliards de  
... milliards.  
... répond à la  
... information, Sa  
... Astorg, 7500

Persistance du déficit commerce extérieur français

Ide des échanges industriels en mai de 2,5 milliards de francs

Le déficit du commerce extérieur français s'est accru en mai de 2,5 milliards de francs, soit 1,5 milliard de plus qu'en avril. Le déficit s'élevait à 1,5 milliard de francs en avril et à 4 milliards de francs en mai.

Evolution favorable dans l'automobile. Une bonne nouvelle pour le secteur automobile français. Les ventes de voitures neuves ont augmenté de 10% en mai par rapport à avril.

Le Groupe Suez a pris une participation de contrôle dans la Société Générale de Belgique. Cette alliance entre deux holdings complémentaires marque une étape fondamentale: la création de l'un des premiers groupes industriels et financiers européens.

de cotisations complémentaire aux entreprises

Les cotisations des entreprises ont augmenté de 10% en mai par rapport à avril. Le montant total des cotisations s'élevait à 1,5 milliard de francs en mai et à 1,3 milliard de francs en avril.

Le Groupe Suez a pris une participation de contrôle dans la Société Générale de Belgique. Cette alliance entre deux holdings complémentaires marque une étape fondamentale: la création de l'un des premiers groupes industriels et financiers européens.

# ACTIONNAIRES DE SUEZ, vous participez à la création de l'un des premiers groupes industriels et financiers européens.

*Le Groupe Suez a pris une participation de contrôle dans la Société Générale de Belgique. Cette alliance entre deux holdings complémentaires marque une étape fondamentale: la création de l'un des premiers groupes industriels et financiers européens représentant des actifs de près de 50 milliards de francs français. Cet investissement stratégique répond à la*

*volonté du Groupe Suez d'accélérer sa croissance, son développement international et sa rentabilité. La solidité de votre titre en est renforcée, même si le cours de Suez ne reflète pas sa véritable valeur d'aujourd'hui (350F par action) et a fortiori demain. Votre assemblée générale réunie le 28 juin a approuvé la distribution d'un dividende de 6 francs*

*par action (+ 3 francs d'avoir fiscal), en hausse de 30% par rapport à l'année dernière. Ce dividende vous sera versé à compter du 6 juillet. Le Groupe Suez confirme ainsi sa volonté de verser à ses actionnaires une part importante de ses résultats.*



**Pour toute information, Suez Actionnaires, Direction de la Communication, 1, rue d'Astorg, 75008 Paris. Tél. 40.06.64.00, Minitel 3615 Suez.**

BDDP

Économie

TRANSPORTS

La catastrophe de l'Airbus A-320

On va trop vite en accusant le commandant de bord nous déclare le président du Syndicat national des pilotes de ligne

Les deux pilotes de l'Airbus A-320 qui s'est écrasé, le dimanche 26 juin, à Mulhouse-Habsheim (Haut-Rhin), faisant trois morts, ont affirmé aux enquêteurs que « les instruments de bord leur indiquaient une hauteur au sol de 100 pieds (environ 30 mètres) peu avant la catastrophe ».

Ces déclarations contredisent les résultats provisoires du dépeullement des « boîtes noires », tels qu'ils ont été présentés dès le 27 juin par M. Louis Mermaz, président de l'Association des pilotes de ligne (APL).

Dans l'entretien qu'on lira ci-dessous, M. Alain Ducloux, commandant de bord de Boeing-747 chez UTA et président du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), prend la défense du commandant de bord de l'Airbus accidenté.

« Quelles conclusions tirez-vous de la chute de l'A-320 d'Air France ? » - J'ai pris la peine d'enregistrer tous les films qui ont été diffusés à la télévision afin de les analyser. J'y ai constaté d'abord que le pilote recherchait, au moment de son passage au-dessus de l'aérodrome d'Habsheim, une prise d'assiette, une incidence maximum, c'est-à-dire qu'il cabrait son avion. Mais sa trajectoire ne semblait pas stabilisée car la queue de l'avion continuait à descendre, et c'est elle qui a touché les arbres en premier. Par ailleurs, j'ai été étonné de ne pas voir de buée de chaleur derrière les réacteurs lorsque le pilote a remis les gaz au milieu du terrain.

« La radio-sonde vocale leur aurait indiqué qu'ils se trouvaient à 10 mètres au lieu des 30 mètres prévus. » - Nous ne pouvons rien dire tant que nous ne connaîtrons pas les résultats de la commission d'enquête. Chaque fait, chaque dixième de seconde compte. Je crois plutôt que le trou de 5 secondes dont nous parlons a été dû à l'ignorance où se trouvait le pilote de la poussée réelle de ses moteurs. Il a repris les gaz au milieu du terrain survolé, soit 300 ou 600 mètres avant la forêt. Et la poussée normale ne serait intervenue qu'au niveau des arbres ? Ça m'étonne.

« Le conflit d'Air Inter nous embarrasse, c'est le moins qu'on puisse dire. A titre personnel, je le juge sans espoir. La raison d'État est éliminée. » - Sur quels thèmes vous battez-vous ? - Nous défendons ceux qui nous paraissent essentiels : le maintien de la fonction du pilote face à l'ordinateur, la formation adaptée des nouvelles générations de professionnels, des conditions de travail convenables afin de ne pas épuiser les hommes.

Un cockpit bruyant

« Les premiers analyses des « boîtes noires » feraient apparaître que les réacteurs sont retournés normalement en puissance. Qu'en pensez-vous ? » - Je dirais d'abord que tout s'est joué en 5 secondes, et notamment la carrière du pilote. Quelle était sa marge de décision dans un aussi bref laps de temps ? Humainement, c'est épouvantable, surtout quand on voit le courage admirable dont il a fait preuve pour sauver son copilote et ses passagers.

« On va un peu trop vite en déclarant partout que c'est la faute du pilote. Je suis convaincu qu'il s'est fait tromper et je le défends. » - Le plan de vol déposé n'aurait pas été respecté ? - Un plan de vol comporte les points de départ et d'arrivée, la vitesse, l'altitude et le circuit de l'avion. Il faudrait connaître les termes exacts de celui de dimanche dernier. Le plan de vol est une chose ; ce qu'on en fait après discussion avec les autorités en est une autre. A Air France, l'altitude minimum en cas de « baptême de l'air » est de 600 pieds (200 mètres) train rentré, et de 100 pieds (30 mètres) train sorti.

« Nos employeurs pensent qu'ils nous paient cher et ils en veulent pour leur argent. Cette recherche de outrance de la productivité - par exemple un décollage à 20 heures, après un atterrissage à 8 heures du matin pour un vol long-courrier - risque de rendre les équipages peu disponibles dans les phases délicates du vol. » - Utilisez-vous l'arme de la grève ? - Eh oui ! La grève est une inépité, mais depuis un siècle on n'a pas inventé mieux.

La présence d'un mécanicien

« Tenez-vous normal qu'un équipage prenne ainsi des risques avec cent trente passagers à bord ? » - Vous visez la participation à un meeting aérien. Mon camarade d'Air France, Christian Roger, s'est exprimé à ce sujet en s'étonnant que la compagnie gagne de l'argent grâce à ce genre d'exhibition. L'important c'est de savoir que le pilote aurait pris de tout autres précautions s'il n'avait pas eu affaire à un avion sur lequel l'ordinateur donne une impression trompeuse de sécurité.

« Pensez-vous que la présence d'un mécanicien à bord aurait évité que les moteurs tournent excessivement au ralenti ? » - C'est vraisemblable. La proximité d'une ligne électrique à haute tension a mobilisé l'attention. L'idéal aurait été que quelqu'un regarde dehors et que quelqu'un d'autre s'occupe de ce qui se passait dans l'avion.

« Vous vous êtes favorables à l'équipe à deux ou, comme vos camarades d'Air Inter, préférez-vous l'équipe à trois, soit deux pilotes et un mécanicien ? » - Je vole en long-courrier, à trois membres d'équipage. C'est la composition optimale, la plus confortable. Malheureusement, pour des tas de raisons, tous les avions court-courrier ont aujourd'hui deux pilotes.

BANQUE INDOSUEZ prend la parole aux 1<sup>ères</sup> Journées Prospectives du journal Le Monde 11.12.13 Octobre 1988 à l'UNESCO

PHILIPS prend la parole aux 1<sup>ères</sup> Journées Prospectives du journal Le Monde 11.12.13 Octobre 1988 à l'UNESCO

PHILIPS prend la parole aux 1<sup>ères</sup> Journées Prospectives du journal Le Monde 11.12.13 Octobre 1988 à l'UNESCO

AFFAIRES

Préoccupée par l'envoi du dollar

La Bundesbank renoue avec ses priorités traditionnelles

Après le relèvement des taux d'intérêt en Grande-Bretagne, les marchés financiers s'attendaient, le jeudi 30 juin, à l'annonce d'une hausse d'un demi-point du taux d'escompte allemand, laissé inchangé à 2,5 % depuis octobre dernier.

Après un temps qualifié de laxiste par certains, il faudrait ainsi revenir à la règle d'or d'un mark fort, principal garde-fou contre le dérapage des prix, et notamment celui qui s'annonce sur les matières premières et les produits agricoles.

« Pour la Bundesbank, la tentation était grande de tirer parti de la faiblesse persistante du mark vis-à-vis du dollar pour resserrer légèrement la politique du crédit. En relevant le taux de l'argent, elle pouvait espérer faire coup double : rappeler aux investisseurs qu'ils existent d'autres armes que celles des interventions pour calmer le jeu monétaire ; reprendre un cours plus traditionnel - orthodoxe soupirent déjà ses partenaires - de lutte contre une inflation dont l'institut d'émission craint toujours la réapparition. »

« Les résultats du premier trimestre les ont confortés dans leur analyse : de 1,5% sur les trois mois précédents, la croissance aura atteint 4,2% par rapport au premier trimestre 1987, portée par une consommation en progression de 4,6% en un an et par le boom de la construction, favorisé par un hiver particulièrement clément. »

« Une croissance de 4,2% Fallait-il pour autant utiliser l'arme des taux d'intérêt ? Avant même de connaître le verdict définitif de l'Union européenne, les marchés ne cachaient pas leurs préoccupations. Sans inquiétude pour la tenue du franc, d'une fermeté imperturbable ces derniers temps, on ne sait que trop à Paris qu'une hausse des taux outre-Rhin compliquerait le choix de la date et de l'ampleur d'une nouvelle hausse du loyer de 1,80 DM la cote d'alerte était dépassée. »

« Cette vision est jugée trop pessimiste par le gouvernement. Les partenaires de Bonn souhaitent pouvoir lui donner raison dans les faits. Mais les risques de nouvelles baisses aux yeux de la conjoncture allemande n'a rien pour le réjouir. D'autant que les excédents de la balance des paiements, 75 milliards de marks encore cette année selon les cinq instituts, tendent à prouver que les efforts menés pour reculer une expansion trop dépendante des exportations seront lentement à produire leurs effets. »

« L'interminable conflit d'Air Inter ne masque-t-il pas les vrais problèmes de pilotage de ligne, la préparation de l'Europe de 1993 et la concurrence accrue entre les compagnies ? » - Le vrai problème, c'est la survie de la profession de pilote de ligne. Il nous en faut, de la motivation, pour supporter d'être vilipendés par nos dirigeants dans les médias pour nos feuilles de paie prétendument excessives ! Ils n'ont pas compris qu'il existe une pénurie de pilotes et que le meilleur moyen d'en obtenir n'est pas de les traîner dans la boue.

« Le chiffre d'affaires a augmenté l'an passé de 20 %, pour atteindre 17,2 milliards de francs. Si l'on exclut les effets de structure (notamment dans la téléphonie, avec l'arrivée de Perceval), la hausse aurait été de 16 % à parité comparable. Mais c'est le bénéfice qui affiche la plus belle progression (50 %), pour s'établir à 230 millions de francs (part du groupe). »

eslsca 3<sup>e</sup> CYCLE SPÉCIALISÉ EN "TRADING" Formation professionnelle de haut niveau débouchant sur une nouvelle fonction de management particulièrement adaptée à l'Europe d'après 1992.

SOLDES HEMISPHERES 1 Boulevard Emile Augier. Paris 16<sup>e</sup> 22 Avenue de la Grande Armée. Paris 17<sup>e</sup>

Représentant les deux tiers des ventes du groupe Les activités civiles de Matra ont réduit leurs pertes en 1987

ANÉE de rupture juridique, 1987 aura été placée sous le signe de la stabilité. En termes de stratégie industrielle, pour Matra : le groupe présidé par M. Jean-Luc Lagardère a continué d'améliorer ses comptes tout en renforçant son poids dans les activités civiles.

Américains, les Japonais... Europe

Le marché... Les résultats du premier trimestre les ont confortés dans leur analyse : de 1,5% sur les trois mois précédents, la croissance aura atteint 4,2% par rapport au premier trimestre 1987...

FRANÇOISE CROUGNEAU. An sein même du gouvernement Kohl, on se félicite de telles perspectives.



# Économie

## AFFAIRES

### Les Américains, les Japonais... et l'Europe

(Suite de la première page.)

**Vous, Européens, êtes engagés dans un processus porteur d'un grand potentiel de croissance et de changement. Durant les années 80, j'ai investi dans le Pacifique. Dans les années 90, je vais investir en Europe parce que ma présence n'y est pas suffisante et parce que le plus de croissance de la prochaine décennie, c'est là qu'il va être.** Ainsi parlait le patron d'un grand groupe américain à Jean Gandois, le PDG de Pechiney mais aussi de la Belge Cockerill Sambre (propos rapportés par la Tribune de l'économie).

Ce sentiment paraît partagé par le président de la J.P. Morgan, Denis Weatherstone qui, le 20 juin, devant la chambre de commerce helvético-américaine, « une perspective américaine de l'Europe de 1992 », et qui clamait son admiration devant les efforts pour transcender les intérêts locaux et les traditions afin de « créer un marché européen des services financiers plus efficace ».

« Nous avons eu moins de succès de l'autre côté de l'Atlantique dans notre tentative pour forger un consensus sur un but semblable bien que plus modeste par bien des aspects : à savoir permettre aux sociétés financières d'être engagées à la fois dans la banque et dans la gestion de portefeuilles sur l'ensemble du territoire en vue de créer aux États-Unis un marché des services financiers plus efficace. Et nous n'avons qu'un seul pays à convaincre, pas douze. Et le président de la J.P. Morgan de dire son espoir que l'intégration des marchés financiers européens accroisse la pression pour une réforme aux États-Unis ».

Il est vrai que nombre de pays européens sont plus libéraux en matière d'assurance et de banque que les États-Unis, le Japon, voire l'Australie et la Suisse. Or, affirme M. Weatherstone, « tout laisse à penser que la Commission européenne ne sera pas timide dans sa recherche de réciprocité ».

Ce pari que l'Europe sera plus unie en 1993, on le sent dans un éditorial du très respecté William Pfaff dans l'*International Herald Tribune* du 23 juin et intitulé « Prends garde, Amérique, l'Europe arrive ».

Rappelant les progrès déjà enregistrés pour l'unification du marché, William Pfaff reconnaît que « ce qui a été fait jusqu'à présent est la partie la plus facile. Mais l'assurance d'un éventuel succès est fournie par l'enthousiasme pour le marché unique qui soulève les milieux d'affaires européens et a déjà transformé le débat politique européen (...) De nouveaux groupes à l'échelle mondiale émergent de la course aux fusions et acquisitions d'entreprises européennes persuadées qu'elles doivent renforcer leurs positions pour survivre. Et le gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest a maintenant accepté le principe d'une banque centrale européenne, ce qui implique des politiques financières communes dans toute l'Europe. Tout cela est une bonne nouvelle pour une Europe qui sombre, il y a quelques années, dans l'euro-pessimisme ».

L'analyse des Japonais n'est pas fondamentalement différente. L'annonce par plusieurs grandes sociétés - comme Canon ou Sony - d'une plus grande « européanisation » de leurs activités par un accroissement de leurs dépenses européennes de recherche et de développement, par l'augmentation du contenu communautaire de leurs produits et par une plus grande

liberté accordée à leurs filiales répond à une volonté.

Les firmes japonaises pensent qu'il vaudra mieux être bien implanté dans la Communauté pour profiter à plein de 1993. Or elles ont un fort retard. Les entreprises nipponnes n'emploient en Europe que soixante-quinze mille personnes soit moins que la seule IBM. La décision de la Commission, en mars dernier, de s'attaquer aux « usines tournantes » à partir des fabricants de machines à écrire électroniques Canon, Sharp, Matsushita et Silver Reed accusés d'utiliser plus de 60 % de pièces non-européennes (le 1<sup>er</sup> juillet au 26 avril), les procédures antidumping ouvertes contre les firmes nipponnes de matériels de travaux publics et les taxes imposées aux imprimantes d'ordinateurs ne peuvent qu'accroître le mouvement.

Il faut entendre les craintes exprimées Bruxelles début juin par le premier ministre japonais Noboru Takeshita souhaitant que « le grand marché européen ne soit pas un bloc économique exclusif mais ouvert aux pays tiers » pour comprendre l'état d'esprit des principaux concurrents commerciaux de la CEE.

### Un marché protégé

Tout le monde sait que - marché unique ou pas - l'Europe de l'Ouest sera « le champ de bataille » des exportations du monde dans les années 90. Le déficit commercial des États-Unis rend les autorités américaines trop attentives à leurs échanges et, malgré la volonté d'ouverture des dirigeants nippons, le marché japonais est encore culturellement trop organisé pour être facilement pénétré. Un marché unique européen aux normes acceptées dans les douze pays apparaît forcément comme un enjeu majeur. Ne dit-on pas, à juste titre, que les Japonais - dont le développement européen a longtemps été freiné par les protections non tarifaires des États - pourraient être les mieux à même de profiter d'une telle unification ?

A condition de n'en être pas exclus. La grande peur des milieux d'affaires extra-communautaires, c'est que l'Europe des affaires se forme contre eux. La requête de nombreux constructeurs automobiles communautaires de voir les Douze adopter une politique économique extérieure commune et se protéger ainsi contre les Japonais est à cet égard significative. Ce qui est une bonne nouvelle pour l'Europe - pourrait être une mauvaise nouvelle pour les Américains, les Japonais et les Européens de l'Ouest non membres de la CEE, écrit William Pfaff. Le bénéfice d'un marché unique ne sera pas octroyé au reste du monde sans que celui-ci ait à en payer le prix ».

La prise en compte par les partenaires commerciaux de l'Europe de l'objectif 1993 - alimenté par les multiples fusions ou prises de contrôle qui occupent les dirigeants économiques du Vieux Continent plus actifs que les politiques depuis plusieurs mois - vise donc d'abord à contrecarrer le protectionnisme montant des Douze qui va s'accroître même s'il n'est « pas forcément délibéré », comme le dit l'ambassadeur des États-Unis auprès de la Communauté Alfred Kingston. Avec ses trois cent vingt millions de consommateurs, sa richesse plus équitablement répartie qu'aux États-Unis, l'Europe sera en 1993 le premier marché du monde. Il aurait été bien étonnant que ses concurrents ne s'en préoccupent pas.

BRUNO DETHOMAS.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### PLM

Le groupe PLM a réalisé au cours du premier semestre social (de novembre 1987 à avril 1988) un chiffre d'affaires consolidé de 617 millions de francs se répartissant comme suit :

Activité	Chiffre d'affaires (1987/1988)	Variation par rapport à l'exercice précédent
Hotellerie	47	+ 9%
Restaurants	111	+ 15%
Restaurants d'entreprise	54	+ 8%
Total	212	+ 11%

L'augmentation favorable du chiffre d'affaires de l'hotellerie traduit notamment les premiers effets du changement, en mars 1987, des marques commerciales : Pullman, Altia et PLM Azur.

La modernisation des restaurants d'autoroutes et leur succès auprès d'une clientèle en augmentation expliquent la progression importante du chiffre d'affaires de la restauration.

Une association avec Casino permettra de réunir des expériences complémentaires, tout en laissant au groupe PLM un contrôle majoritaire des sociétés de restauration sur autoroutes. Dans le cadre de cette association, le groupe PLM tiendra son activité à douze sites de restauration qui sont actuellement gérés directement par l'actionnaire principal Wagons-Lits.

Signalons, dans le secteur des remontées mécaniques, que le téléphérique du Bévent, en reconstruction pendant tout l'hiver, a été mis en service courant juin.

Compte tenu de ces éléments favorables et tout en précisant l'importance déterminante des mois d'été pour l'ensemble des activités du groupe, le résultat consolidé du groupe, y compris produits exceptionnels, devrait être en forte progression par rapport à l'année précédente.

### AUSSEDAT REY

Sur la proposition de Jacques Caloud, président directeur général d'Aussedat Rey, Jean-Philippe Montel a été nommé vice-président - directeur général de la société par le conseil d'administration réuni le 23 juin 1988.

Jean-Philippe Montel, quarante-neuf ans, HEC, est entré dans le groupe Aussedat Rey en 1983 comme directeur général.

### EUROFI

VENANT DE MERRILL LYNCH HUGHES E. RIANT REJOINT EUROFI

Consultant financier chez Merrill Lynch, Hughes E. Riant vient s'intégrer à l'équipe de conseils en communication institutionnelle financière d'EUROFI, agence présidée par Hugues Andriaux.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale ordinaire, réunie sous la présidence de M. André Mouly, a approuvé les comptes de l'exercice 1987 qui se soldent par un bénéfice de 131 670 224,26 F.

Elle a fixé la distribution à 111 113 000 F, ce qui permettra de servir un dividende de 41,30 F aux actions jouissances 1<sup>er</sup> janvier (20,65 F aux actions jouissances 1<sup>er</sup> juillet) contre 37,46 F pour l'exercice précédent, soit une progression de 10,25 %.

La mise en paiement s'effectuera à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1988.

Dans son allocution, M. André Mouly, après avoir rappelé la progression importante des résultats de l'exercice 1987, a souligné que l'exercice en

cours se déroule conformément aux prévisions, la société poursuit son programme d'investissement financé sans recours au marché financier, et le dividende devrait connaître à nouveau une croissance sensiblement supérieure à celle de l'inflation.

Réunis en assemblée générale extraordinaire, les actionnaires ont renouvelé au conseil d'administration les autorisations nécessaires pour doter, le cas échéant, la société de ressources financières supplémentaires.

A l'issue des assemblées générales, le conseil d'administration a pris connaissance du montant des loyers du 1<sup>er</sup> semestre 1988, celui-ci s'élève à 99,2 MF contre 93,3 MF en 1987, donnant lieu à une progression de 6,32 %.

### PALAIS DE LA NOUVEAUTÉ

L'assemblée générale ordinaire du 21 juin 1988 a approuvé les comptes de l'exercice 1987 de la société anonyme du Palais de la Nouveauté. Celui-ci font apparaître un bénéfice net comptable de 13,3 millions de francs contre 11 millions de francs en 1986.

L'assemblée a décidé de mettre en paiement à compter du 30 juin 1988 le dividende net minimum à 20 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 10 F soit un revenu total de 30 F.

### EUROCOM

Les comptes de l'exercice 1987, qui ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 23 juin 1988, font ressortir un bénéfice net consolidé global de 145,5 millions de francs.

La part du groupe dans ce bénéfice est de 92,7 millions de francs contre 72,1 millions de francs en 1986 (hors plus-values exceptionnelles), soit une augmentation de 28,5 %. Par action, ce bénéfice, calculé sur le nombre moyen d'actions de l'exercice 1987, est de 69 F au lieu de 56 F en 1986 (+ 23 %).

L'assemblée générale ordinaire a fixé le dividende à 23 F net par action, soit, avec l'avoir fiscal, un montant global de 34,5 F (+ 28 %). La somme totale versée aux actionnaires, compte tenu des actions nouvelles émises en 1987, passe de 23 à 36 millions de francs (+ 57 %).

En cours de cette assemblée, il a été précisé qu'à fin mai 1988 le revenu brut total des groupes de publicité était en progression de 22 %, et le chiffre d'affaires du groupe Toppack International T.P.I. en augmentation de 17 %.

Par ailleurs, le bénéfice net consolidé prévisionnel pour 1988, part du groupe et hors éléments exceptionnels, devrait être de l'ordre de 125 millions de francs. A ce montant s'ajouteraient des plus-values exceptionnelles pour 50 millions de francs.

L'assemblée générale extraordinaire, réunie à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, a adopté des modifications statutaires permettant à la société d'utiliser de nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le conseil de surveillance, qui s'est réuni le même jour, a renouvelé M. Pierre Danzert dans ses fonctions de président du conseil de surveillance. Il a accueilli en son sein M. André Rousselet qui avait été coopté le 8 juin 1988, en remplacement de M. Jean-Pierre de Lannoy, représentant le groupe Bruxelles Lambert, démissionnaire.

Sur recommandation et à la demande de ce conseil de surveillance, le directeur qui s'est réuni le 27 juin 1988 a décidé de convoquer pour le 5 août 1988 une assemblée générale extraordinaire qui aura pour objet de modifier le mode de gestion de la société en passant du système de fonctionnement par conseil de surveillance et directeur à celui du conseil d'administration.

(Publicité)



### LE PERSONNEL ET L'INTERSYNDICALE TELEMECANIQUE

## LE TELEMECANICIEN

### Le respect des hommes

Depuis 140 jours rassemblés devant l'offensive d'une OPA :

- La Direction,
- Les Cadres,
- Les Syndicats de l'Intersyndicale,
- Le Personnel,

ont défendu leur entreprise qu'ils avaient construite et qui représentait une des meilleures réussites économiques françaises et une forme de relation sociale particulière.

Aujourd'hui, la plupart des Télémecanicien ont perdu leur combat.

La seule position responsable qui reste à tous est de défendre ce que leur travail leur avait apporté : leurs emplois et leurs salaires, leur avenir garanti par l'esprit, la culture et la dynamique de Télémecanique. Toutes choses qui devraient être possibles puisqu'il leur a été promis un avenir meilleur dans le groupe Schneider.

Reste le vœu collectif que cessent les polémiques en cours sur ceux qui ont fait la Télémecanique et qui, durant 5 mois, ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour la défendre, elle et son personnel : ils n'ont fait que leur devoir.

- Le Directoire, la Direction Générale et les cadres qui ont tenu leur contrat en la conduisant parmi les meilleures mondiales.
- L'Intersyndicale et ses dirigeants qui ont toujours agi en responsables et dont aucun animateur, contrairement à ce qui aurait pu être dit, ne fait partie de mouvements révolutionnaires.
- Le Personnel en général qui, malgré l'adversité, a su conserver son calme, même dans ses manifestations sur la voie publique.

Tous demandent le respect des hommes pour pouvoir retravailler et se reconstruire des espérances...

En souhaitant que les promesses faites par Schneider par voie de presse seront tenues, que Télémecanique sera un partenaire, et non démantelée, enfin qu'aucun excès ne nous obligera à reprendre l'opinion à témoin.

### L'Union du Personnel et l'Intersyndicale TELEMECANIQUE

CAT

Confédération Autonome du Travail  
Jean FRALEUX



Jean-Paul PICY

FO

Force Ouvrière  
Michel CHOLLAT

Marchés financiers

Contrôle de Holophane : Emess est mis provisoirement hors cause

La cour d'appel de Paris n'a pas donné satisfaction à la société britannique Emess, candidate au rachat de la firme française Holophane (verrière pour l'éclairage public et les phares automobiles)...

Important plan de réorganisation d'IBM en Amérique du Nord

IBM a annoncé, le mercredi 29 juin, un vaste plan de réorganisation de plusieurs usines aux Etats-Unis et au Canada qui devrait déboucher sur le départ volontaire de trois mille à quatre mille salariés...

Des mille salariés sont concernés par ces mouvements dont l'objectif est d'améliorer la compétitivité du numéro un mondial de l'informatique. IBM, qui n'a jamais licencié dans son histoire, et ne compte pas la faire cette fois encore, a fait partir en retraite anticipée quinze mille salariés entre 1986 et 1987...

Les caisses de Crédit agricole de Reims et de l'Alsace fusionneront en 1989. Les caisses régionales de Crédit agricole mutual de Reims et de l'Alsace, présidées respectivement par M. Alain Delaunoy et M. Henri de Benoist, ont conclu un accord en vue d'une fusion qui interviendra le 1er janvier 1989...

tionnement des marchés boursiers, que la cour d'appel est saisie d'un recours contre une décision du conseil des Bourses de valeurs. Son rejet ne met cependant pas fin à la bataille pour la prise de contrôle de Holophane. La cour d'appel doit encore se prononcer sur la recevabilité du projet d'offre présentée par Emess. Le conseil des Bourses s'est engagé, dans le cas où le tribunal le déclarerait recevable, à fixer un nouveau calendrier qui permettrait à Emess d'assurer l'exercice de ses droits, c'est-à-dire de rentrer dans la compétition.

Thorn Emi avait lancé une première OPA à 122 F en avril dernier sur 100% du capital de Holophane. Le 1er juin, Emess avait contre-attaqué en proposant 1500 F à condition que les actionnaires majoritaires engagés lui rendent leurs actions à ce prix. Le 8 juin, Thorn Emi, fort de la recevabilité de sa première OPA, surchérchait à 1725 F. Selon son avocat, Emess, a été écartée car son offre n'était pas irrévocable, contrairement à ce qu'impose le règlement général de la société des Bourses de valeurs.

M. Valla reste président du directoire de Télémeccanique

M. Jacques Valla va rester président du directoire de Télémeccanique, mais d'ici à la prochaine assemblée générale en septembre, M. Didier Lescage sera nommé à la présidence...

Par ailleurs M. Pineau-Vasle a indiqué lors de l'assemblée générale de Schneider que le coût de l'OPA sur Télémeccanique (estimé à 7 milliards) serait financé pour 3,2 milliards grâce à la trésorerie, pour 1,8 milliard par un prêt à moyen terme et par un crédit relais de 2 milliards de francs en attendant une augmentation de capital. L'achat de Télémeccanique « n'a eu pas d'impact sensible » sur le résultat de 1988, « un impact faiblement négatif » en 1989, avant de devenir « favorable » en 1990.

NEW-YORK, 29 juin ↓

Prises de bénéfice

A l'issue d'une séance marquée par d'amples fluctuations, la Bourse de New-York a terminé la journée de mercredi sur une baisse de 8,89 points, selon l'indice Dow Jones, qui a fini à 2.121,58. La séance a été assez calme, avec quelque 160 millions d'actions échangées. On décomptait 901 hausses, contre 577 baisses.

La fermeté du dollar, qui a regagné un terrain appréciable malgré les interventions des banques centrales, a été très bien perçue par les investisseurs. Les plus hauts ont touchés dans le Middle-West, en entraînant une forte baisse du prix des obligations, qui ont dissipé sciemment les craintes d'une reprise de l'inflation. Malgré ces nouvelles encourageantes, les prises de bénéfice se maintenaient dès que l'indice se rapprochait du haut de la fourchette dans laquelle il fluctue depuis le tracé du 19 octobre.

Les investisseurs étaient également inquiets de la possibilité que le marché obligataire n'ait pas réagi, mercredi, à la fermeté du dollar.

J.C. Penney, Litton et Air Products ont coté du terrain. Tenneco, Hewlett Packard et Synnex étaient, en revanche, fermes.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 29 juin, Cours du 28 juin. Lists various stocks like Alcoa, A.T.T., Boeing, etc.

PARIS, 29 juin ↑

Reprise

Quelques gouttes de pluie sur le Middle West américain ont déçagé l'enthousiasme sur toutes les places françaises, et notamment à Paris où, mercredi, le cours affichait une hausse appréciable.

Dès le début de la matinée, l'indicateur accusait une baisse de 0,8 %. Au plus fort de la séance cet indice progressait même de 0,75 %. En fin de journée, il était en hausse de 0,22 %.

Les nouvelles météorologiques étaient donc au cœur des préoccupations des investisseurs. En effet, le plus zélé sur le Middle West, après un séchage de plusieurs mois, revêt une grande importance. Elle laisse espérer en particulier un recul des cours des valeurs américaines qui ont souffert ces dernières semaines. La menace d'une reprise de l'inflation s'estompée, celle d'une hausse des taux aux Etats-Unis également.

En outre, mercredi, Wall Street a réagi, mardi, le Dow Jones reculait sensiblement. Mercredi, la Bourse de Tokyo entraînant le même chemin.

A Paris, cette amélioration dans le ciel américain a relancé les programmes d'achat, notamment les professionnels, et il y a eu l'argent à pleurer en ce moment, en particulier celui provenant du paiement des coupons.

Pour la première fois depuis plus d'une semaine, tous les marchés de la place ont été favorisés normalement, sans incidents techniques ou débrayages. Pourtant, le spectre d'une reprise de la grève planait à nouveau sur le marché. La réunion de mardi entre syndicats et instances patronales sur l'extension de certaines gratifications dans le secteur fin et se sont mal passées, indiquant plusieurs bourses. Les écarts les plus importants à la hausse se situent entre 2 % et 5,5 %.

Alpi a gagné moins de 3 %. Société générale a reculé de 1,5 %. Les écarts à la baisse étaient nettement plus modestes, se situant entre 1 % et 3,5 %.

La formation du deuxième gouvernement Hugué ne suscitait aucune réaction sur les marchés, contrairement aux attentes. Hugué semble des aménagements. Le MATIF était ferme, avec une hausse de 40 centimes.

Sensible baisse de l'or avec un lingot à 85 850 F (-1 060 F) et un lingot à 502 F (-4 F).

LONDRES, 29 juin =

Stimulée

Rumeurs d'OPA et bonnes performances des autres places financières ont stimulé, mercredi, la Bourse de Londres, qui, en fin de journée, cotait néanmoins quelque 378 millions de livres échangées. L'indice Financial Times terminait en hausse de 2,3 points à 1.479,7.

La Bourse de Londres a ouvert de rumeurs d'OPA. On prête l'intention à la compagnie de Hongkong Hutchinson Whampoa de lancer un « raid » sur Dec Group, société de distribution. AB Food ferait également l'objet de spéculations. Le secteur des assurances a également été vaillant. Certains analystes estiment que l'Union Générale chercherait à se débarrasser des actions de la Compagnie du Midi (groupe français) pour jeter son dévolu sur l'Espagnol.

La réunion à la hausse des résultats de Glaxo pour 1988 par le comité Burckley de Zoot West a également joué un rôle important pour le marché, entraînant dans son sillage toutes les valeurs exportatrices. L'annonce de résultats annuels supérieures aux prévisions a entraîné une hausse de 16 points à 654 du titre Thorn Emi (Electronique). Les fonds d'Etat étaient irréguliers, tandis que les valeurs étrangères étaient plus calmes. La séance de clôture des cours des valeurs précieuses.

TOKYO, 30 juin ↑

Fermeté

Nouvelle séance de hausse, jeudi, à la Bourse de Tokyo, où l'indice Nikkei, en progression de 0,39 %, a terminé la séance à 27 769,40.

Quelque 2,5 milliards de titres ont changé de mains. Les investisseurs institutionnels étaient les principaux acheteurs en l'absence d'indications bien précises.

En effet, les opérateurs ont relégué au second plan l'évolution du dollar. Les valeurs du secteur maritime ont particulièrement été recherchées, ainsi que celles de l'industrie. Parmi les titres de haute technologie et des sidérurgiques après leur forte hausse des semaines précédentes. Recul également des assurances.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 29 juin, Cours du 30 juin. Lists stocks like Aihai, Bridgeston, etc.

FAITS ET RESULTATS

La Deutsche Bank devient le quatrième actionnaire de Fiat. M. Gianni Agnelli, président de Fiat, a annoncé, le 29 juin à Turin, lors de l'assemblée générale, que la Deutsche Bank a décidé de prendre une « participation permanente » (2,5 %) au sein de Fiat, provenant du portefeuille d'actions de 3 milliards de dollars que la banque avait pris en pension lorsque la Libye s'était désengagée du groupe italien en 1986. La Deutsche Bank devient ainsi le quatrième actionnaire de Fiat, derrière l'IFIL (société financière de la famille Agnelli, qui détient 28 %), l'IFIL (société financière du groupe Fiat, qui détient 9,7 %) et Mediobanca (banque d'affaires italienne, qui détient 3,5 %). Pour la Deutsche Bank, cette prise de participation s'inscrit dans le cadre de son développement européen. Par ailleurs, M. Etienne Davignon a été nommé membre du conseil d'administration de Fiat.

« amis ». S'étant fixé comme but le rachat à 100 % de Darty, M. François a déclaré qu'il allait tout mettre en œuvre pour parvenir à ce résultat. Marcoux Investissements détient 40 % de SGI - Marcoux Investissements devient le principal actionnaire de SGI (sécurité), précédé par M. Georges Pébureau, après avoir pris une participation de 40 % dans le capital de la deuxième société française de sécurité. Avec cet accord, le numéro deux français de la sécurité après SPS (filiale du groupe ECCO) compte devenir un des tout premiers groupes de la CEE dès 1990. SGI compte actuellement quelque six mille cinq cents salariés répartis dans trente-sept sociétés (dont une déjà installée en Grande-Bretagne) et cinquante-cinq agences en France. En 1988, le chiffre d'affaires de SGI devrait atteindre 800 millions de francs, contre 600 millions en 1987. ICI se renforce en Asie. ICI Australia se renforce dans le Sud-Est asiatique en rachetant 68,4 % de la société Philippines Explosives Corporation (P.E.C.). P.E.C. produit et commercialise une large gamme d'explosifs industriels aux Philippines et dans le reste du Sud-Est asiatique. ICI Australia est chargée depuis un an de la commercialisation des explosifs et fournitures annexes produits par ICI pour toute la région sud-est asiatique. La prise de participation, qui sera effective au 1er janvier 1988, est soumise à l'approbation du gouvernement philippin.

PARIS:

Table with 6 columns: Valeurs, Cours préc., Dernier cours, Valeurs, Cours préc., Dernier cours. Lists various stocks like A.E.P.S.A., Amal & Associés, etc.

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 29 juin 1988

Table with 4 columns: Valeurs, Prix exercice, Options d'achat, Options de vente. Lists various options like Accor, CCE, etc.

A la suite du retard dans le traitement informatique découlant de la grève à la Bourse de Paris, nous ne sommes pas en mesure de fournir les données du MONEP. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser de ce manquement indépendant de notre volonté.

MATIF

Table with 3 columns: Cours, Échéances, Prix d'exercice. Lists MATIF 10% and options data.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 29 juin, Cours du 30 juin. Lists various stocks like Aihai, Bridgeston, etc.

INDICES

Table with 2 columns: Changements, Bourses. Lists Dollar: 6,12 F and various stock indices like Paris, Londres, Tokyo.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with 4 columns: Cours du jour, Un mois, Deux mois, Six mois. Lists various currency rates like SEUL, Yen, DM, etc.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with 4 columns: SEUL, DM, Yen, FR, etc. Lists various interest rates for different currencies and maturities.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les émissions étant entièrement souscrites, le présent avis n'est publié qu'à titre d'information.

BANQUE REGIONALE DE L'OUEST B R O. EMISSION DE TITRES SUBORDONNES A DUREE INDETERMINEE TME JUIN 1988 FRF 50 000 000. EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE A TAUX VARIABLE TROP 1 MOIS EN TROIS TRanches JUIN 1988 FRF 450 000 000. Banque Régionale de l'Ouest. Crédit Industriel et Commercial de Paris. GROUPE CIC.

CHARGEURS S.A. Lors de sa réunion du 23 juin 1988, le conseil d'administration de Valeo a commenté les résultats estimés du 1er semestre, notamment le résultat net consolidé de 500 millions de francs, correspondant à 5,8% d'un chiffre d'affaires de 8,7 milliards de francs, ainsi que l'impact de ces résultats sur le cours du titre: les partenaires associés du conseil ont confirmé qu'ils suivent, pour le montant des droits qu'ils détiennent, l'opération de souscription de bons C Valeo qui sera close le 8 juillet prochain.

Valeo. Lors de sa réunion du 23 juin 1988, le conseil d'administration de Valeo a commenté les résultats estimés du 1er semestre, notamment le résultat net consolidé de 500 millions de francs, correspondant à 5,8% d'un chiffre d'affaires de 8,7 milliards de francs, ainsi que l'impact de ces résultats sur le cours du titre: les partenaires associés du conseil ont confirmé qu'ils suivent, pour le montant des droits qu'ils détiennent, l'opération de souscription de bons C Valeo qui sera close le 8 juillet prochain.

BOURSE DU 29 JUIN

Large table with multiple columns listing various market data, including stock prices and indices.

Comptant

Table with multiple columns listing various market data, including stock prices and indices.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 Les déclarations controversées d'un conseiller de M. Ararat provoquent des réactions contradictoires.	6-7-8-9 La déclaration de politique générale du premier ministre au Parlement.	13 La consécration de quatre évêques intégristes à Écône.	22 La 4 <sup>e</sup> Fête du cinéma. — Musiques : l'italienne à Alger au Festival de Strasbourg.	30 La croissance française devrait atteindre 2,8 % en 1988.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 27 Carnet ..... 26 Campus ..... 26 Echecs ..... 26 Mots croisés ..... 25 Loto, Loterie ..... 27 Météorologie ..... 25 Radio-télévision ..... 25 Spectacles ..... 24	• Admissibilité aux grandes écoles, SELECT FESIC, ECOLES 36-15 tapez LEMONDE • Tous les corrigés du bac et du brevet, BAC • Toute l'actualité, FLASH 36-15 tapez LM
3 Corée du Sud : la réarticulation au cours du débat politique.	10 Les réponses au discours de M. Michel Rocard.	14 Le débat sur la réforme des professions juridiques et judiciaires.	23 Expositions : « Borvine Frankel » ; « Lieux saints en Arabie saoudite ».	— Persistance du déficit du commerce extérieur français.		
4 La conférence du PC soviétique.	12 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie.	27 Les Internationaux de tennis de Grande-Bretagne.	— La grève du zèle des bibliothécaires.	32 Entretien avec le président du Syndicat des pilotes de ligne.		

## Le conflit de l'imprimerie Jean Didier

### Le Livre CGT durcit sa position

L'imprimerie Jean Didier de Massy (Essonne) est au centre d'un grave conflit du travail qui pourrait entraîner des perturbations dans la presse. Le PD-G de l'entreprise, M. Jean Didier, a demandé l'expulsion de 24 salariés dont la présence rendrait impossible la réouverture de l'usine, fermée depuis une quinzaine de jours à la demande de la direction. Le tribunal de grande instance d'Evry, saisi du litige, devait statuer le mercredi 29 juin sur l'expulsion de ces salariés, mais a décidé de repousser sa décision d'une semaine et de faire vérifier par huisserie si leur présence rendait réellement impossible la réouverture de l'imprimerie.

La Fédération du Livre CGT d'Ile-de-France a annoncé, pour sa part, un rassemblement à Massy, le jeudi 30 juin. M. Roger Lanry, secrétaire général de la Fédération, a indiqué « qu'il serait présent à Massy » et a appelé à la mobilisation. M. Didier s'assime au-dessus des lois, déclare M. Lanry, il veut licencier 24 personnes dont 20 délégués de la CGT afin de nous décourager. Nous sommes en situation de légitime défense : je suis donc décidé à aller jusqu'à des actions très dures à Massy qui débousseront l'ensemble des éditeurs. Le Livre va frapper très fort, et surtout, j'ai alerté les pouvoirs publics, M. Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne et les éditeurs.

M. Jean Didier quant à lui indique que le conflit a pour fondement la « demande de licenciement de deux salariés qui s'étaient battus et que des délégués de la CGT, refusent ». M. Didier demande l'expulsion de 22 autres salariés qui auraient, selon lui, commis des actes de déprédation dans l'entreprise de Massy. « Je ne suis pas contre la CGT, note M. Didier, mais je ne peux garder des personnes qui agissent ainsi et empêchent le travail de reprendre ».

Y. M. L.

## Hausse des prix du gaz et de l'électricité de 2,5%

Les tarifs du gaz domestique vont augmenter de 2,5% à compter du 1<sup>er</sup> juillet, ceux de l'électricité de 2,5% également mais à compter du 1<sup>er</sup> août, a indiqué, jeudi 30 juin, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. Le ministre a rappelé que ces hausses avaient été demandées en début d'année par les entreprises concernées, GDF et EDF, mais que le gouvernement précède les avances retardées.

Réaffirmant que « la lutte contre l'inflation constitue la priorité absolue » de sa politique, M. Bérégovoy a commenté la prévision de l'INSEE d'une hausse des prix de 3,2% en 1988 en déclarant : « Moi, je continue à agir pour que nous ne dépassions pas l'objectif de 2,5% ».

## BOURSE DE PARIS

**Matinée du 30 juin**  
**En panne**

L'informatique déraile rue Vivienne. A la suite d'une nouvelle panne d'ordinateur, il était impossible, jeudi en fin de matinée, d'avoir la moindre indication sur l'évolution du marché. Cependant, d'après l'agence Reuters, les valeurs françaises devraient rester bien orientées, bénéficiant de la baisse de la TVA sur les boissons non alcoolisées, qui profite à ce secteur de la cote.

## Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138

## CAMBODGE : depuis décembre 1978

### Les pertes vietnamiennes s'élèvent à 25 000 morts

Hochiminhville (AFP). — Vingt-cinq mille soldats vietnamiens au Cambodge ont été tués au Cambodge depuis le début de l'intervention vietnamienne en décembre 1978, a révélé le commandant en chef adjoint des forces vietnamiennes dans ce pays, rapatrié, le jeudi 30 juin, à Hochiminhville (ex-Saigon) en compagnie de quelque 280 officiers de l'état-major vietnamien. Le major-général La Kha Phieu, qui répondait aux questions des journalistes à l'aéroport de Tan-Son-Nhut, a ajouté que 13 000 « volontaires » vietnamiens ont été retirés du Cambodge depuis le début de cette année, soit un quart des quelque 50 000 hommes qui doivent quitter ce pays d'ici à la fin de l'année.

C'est la première fois qu'un responsable vietnamien révèle les pertes subies par l'armée de Hanoi au Cambodge, qui sont deux fois supérieures à celles affichées par l'URSS en Afghanistan.

Le général a indiqué que 15 000 hommes avaient été tués entre 1980 et 1981 et 100 000 autres de 1982 à aujourd'hui. « Pendant la guerre contre Pol Pot (chef des Khmers rouges) de 1977 à 1979, nous avons perdu 30 000 hommes dans les provinces du sud-ouest du Vietnam », a-t-il ajouté, soulignant qu'en tout, cette guerre contre les Khmers rouges avait coûté la vie à 55 000 soldats vietnamiens. Le général Phieu a indiqué que le nombre de blessés était identique. « En 1987, a-t-il poursuivi, nous avons perdu 500 hommes et 2 500 ont été blessés. Vous pouvez voir que les forces réactionnaires khmères ne sont pas aussi fortes qu'au paravent », a-t-il dit.

L'état-major vietnamien, commandé par le général Le Ngoc Hien, a été rapatrié, jeudi matin, depuis Phnom Penh à bord de trois hélicoptères soviétiques et de cinq Antonov-26. Trois mille soldats appartenant aux unités de logistique et de construction ont regagné le Vietnam mercredi, a dit le général Phieu. A propos du retrait vietna-

mien en cours, le septième depuis 1982, le général a affirmé que tous les conseillers militaires vietnamiens ont maintenant été retirés. De source vietnamiennes et cambodgiennes à Phnom-Penh, ont affirmé que tous les conseillers civils, soit un millier de personnes, seront rapatriés d'ici à la fin de cette année.

Jedi matin, dès l'aube, des milliers de Cambodgiens s'étaient massés le long de la route reliant Phnom-Penh à l'aéroport de Pochentong pour saluer le départ de l'état-major vietnamien. Le ministre cambodgien de la Défense, M. Koy Buntha, a remercié les officiers vietnamiens, lors d'une cérémonie organisée près de la piste, en présence de représentants khmers et étrangers. Le Vietnam affirmait avoir 100 000 hommes au Cambodge, mais les experts occidentaux citent le chiffre de 120 000 soldats. Hanoi s'est engagé à retirer en 1989 et 1990 les 50 000 « volontaires » restants, qui seront désormais rattachés au haut commandement militaire khmer.

L'armée régulière de Phnom-Penh qui se dit forte de 50 000

hommes, et les quelque 100 000 membres de la milice, doivent maintenant faire face à la guéilla menée par les 15 000 Khmers rouges installés à l'intérieur du pays. Les autres factions de l'opposition khmère — les partisans du prince Sihanouk et les nationalistes de M. Son Sann — ne sont pas efficaces sur le terrain, estimant les experts vietnamiens et cambodgiens.

Mais le régime de M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, se dit aujourd'hui confiant dans sa capacité de résister aux attaques de la guéilla. « Même après le retrait définitif des volontaires vietnamiens », a dit mercredi M. Hun Sen, les Khmers Rouges n'auront aucune chance de reprendre le pouvoir par la force ». Il s'est par ailleurs déclaré prêt à participer à la « rencontre informelle » le mois prochain en Indonésie en compagnie des trois factions de l'opposition khmère. Il s'est toutefois affirmé « peu optimiste » sur les résultats de cette réunion.

### La consécration de quatre évêques intégristes

## « Nous ne sommes pas des schismatiques » déclare Mgr Lefebvre

Au cours de la cérémonie de consécration de quatre évêques intégristes, le jeudi 30 juin à Écône, Mgr Lefebvre a déclaré : « Nous ne sommes pas des schismatiques. Il n'est pas question de nous séparer de Rome ni de constituer des Eglises parallèles. Loin de nous cette pensée misérable. C'est un contraire pour manifester notre attachement à Rome, à l'Eglise de toujours, que nous faisons cette cérémonie ».

Il a plaidé ensuite le « cas de nécessité », prévu par le droit canon : « Nous sommes dans la

nécessité de venir, chers fidèles, au secours de vos âmes, mais je le répète, loin de moi l'idée de vouloir m'ériger en pape. Je suis un évêque de l'Eglise catholique qui continue à transmettre la foi, face à la vague d'apostasie qui traverse aujourd'hui l'Eglise ».

Le fondateur d'Écône a poursuivi : « La seule vérité qui existe aujourd'hui dans l'Eglise, c'est l'esprit du concile, c'est l'esprit d'Astias. Nous n'en voulons pour rien au monde ».

La foule a applaudi. Puis Mgr Lefebvre a conclu : « Aujourd'hui, dans ce moment de cette opération de survie de la tradition, si j'avais fait un accord avec Rome, je faisais une opération suicidaire. En consacrant des évêques aujourd'hui, je fais revivre la tradition de l'Eglise catholique [nouveaux applaudissements] car vous savez qu'il ne peut y avoir de prêtres sans évêques. Or je ne veux pas que mes séminaristes reçoivent le sacrement de l'ordre d'évêques consécrés dans les sacrements sans doute, parce qu'on connaît mal leurs intentions ».

[Lire nos informations page 13.]

### Accord israélo-américain sur la fabrication d'un missile antimissile

Les États-Unis et Israël ont conclu, le mercredi 29 juin à Washington, un accord sur la mise au point et la production d'un missile antimissile. Cet accord, signé à l'occasion de la visite aux États-Unis du ministre israélien de la Défense, M. Itzhak Rabin, prévoit un financement à 80 % américain du projet.

Après avoir rencontré, lundi, M. Rabin, le président Reagan s'était déclaré troublé par les « développements militaires menaçants » au Proche-Orient. Le ministre israélien avait, pour sa part, insisté sur le danger que représente, aux yeux de son gouvernement, la fourniture de missiles soviétiques à la Syrie ainsi qu'à la Libye, et chinois à l'Arabie saoudite. Le porte-parole du département d'État a toutefois indiqué que l'accord conclu mercredi était à l'étude depuis trois ans et qu'il ne constituait donc pas « la réponse américaine à la prolifération de missiles au Proche-Orient ».

Le représentant de la Ligue arabe à Washington, M. Clovis Makoud, a estimé, dans un communiqué, que l'annonce de cet accord était « très fâcheuse » et fournissait « une nouvelle incitation à Israël dans son intransigence et son mépris vis-à-vis des efforts internationaux en vue d'une paix juste et globale » du conflit israélo-arabe. — (AFP.)

Le numéro de « Monde » daté 30 juin 1988 a été tiré à 547 357 exemplaires

A B C D E F G

## Sur le vif

### Vacances de chien

J'avais l'air fin, moi, ce matin, je vous jure ! Je débarque, la gueule enferrmée, dans le bureau d'un rédacteur et je lui balance : — Dis donc, je te signale, à partir de demain, vous me voyez plus, je pars en... — Ah ! Parce que madame prend des vacances, maintenant ? — Ben, oui, pas toi ? — Non, moi, je peux pas, je bosse. Je fais hâte d'écouler. — D'accord, on est mal payé dans cette boîte, mais de là à obliger un mac comme toi à trouver un job pour l'été ! Ça t'apprendra aussi à avoir une ribambelle de gosses. — Justement, c'est parce qu'ils partent que moi je peux pas. — Je comprends pas. — Simple. Le 3 juillet, faut que je mette Jérôme au train, il va en Bretagne chez un copain. Et il revient en voiture le 6 avec le copain et la mère du copain qui me laisse le copain jusqu'au 10. Le lendemain, j'ai mon neveu qui

arrive de Grenoble passer je ne sais plus quel concours. Après, c'est mon cadet, faut le conduire très tôt le matin à un stage de foot, et son aîné, très tard le soir, à Austerlitz. Il va en colo, près de Bordeaux. — Arrête, je sais plus où j'en suis. — Cherche pas, t'es à Roissy avec le footballeur, rentré à Paris pour quarante-huit heures, qui repart faire un stage linguistique en Allemagne. Bon, ensuite, coup de bol, j'ai un jour de congé. Après quoi, j'ai la petite dernière qui va prendre le car pour aller aux Jeannettes dans les Cévennes. Et puis c'est mon neveu, non, mon cadet, enfin, je veux dire, mon aîné qui... — Bon, ça va, chéri, te fâche pas. Et la mois prochain ? Août, c'est pas fait pour les chiens. — Si justement. Le mien, il part en août. Sans moi. Il veut pas que je l'accompagne. CLAUDE SARRAUTE.

### L'Assemblée nationale examine le report des élections cantonales partielles

L'Assemblée nationale devait discuter, le jeudi 30 juin, de la proposition de loi déposée, la veille, par les députés socialistes également présidents de conseils généraux, qui est relative au report des scrutins cantonaux partiels jusqu'aux prochaines élections générales prévues à l'automne. Ayant reçu l'assentiment de l'ensemble des présidents de groupe, cette proposition de loi dispose que « la dérogation de l'article L221 du code électoral, les sièges de conseillers généraux vacants entre le 5 juin et la date du prochain renouvellement » ont pourvus lors de celui-ci.

Cet article du code électoral prévoit que les élections cantonales partielles ont normalement lieu le même jour que le renouvellement général lorsque la vacance du siège est déclarée dans les trois mois qui précèdent celui-ci. Soit, dans le cas présent, après le 25 juin, si le scrutin général se déroule, comme l'envisage le ministre de l'Intérieur, les 25 septembre et 2 octobre.

Or, cette fois-ci, un certain nombre de députés élus dès le premier tour se sont démis de leur mandat de conseiller général avant le 21 juin, afin de respecter le délai de quinze jours fixés par la loi limitant le cumul des mandats.

**PCS**  
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1976

- Taux confirmés de réussite aux concours
- Corps professoral réputé
- Subventionnés par le Ministère de l'Éducation Nationale
- Admission : sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classe «pilote» HEC (ouverture septembre 1988)

- Pour bacheliers C avec mention «très» ou «très bien» admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de mars.

PCS  
48, rue de la Fédération 75016 Paris  
N° 01 45 66 59 98  
établissement d'enseignement supérieur

### M. Latournerie ne souhaitait pas revenir au Conseil d'État

M. Dominique Latournerie est le premier haut fonctionnaire à être déchargé de ses fonctions par le nouveau gouvernement. Nommé, le 2 mai 1986, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur, M. Latournerie rejoint le Conseil d'État (nos dernières éditions du 30 juin).

Informé, le vendredi 24 juin, par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, de la décision du gouvernement de mettre fin à ses fonctions, M. Latournerie lui a fait valoir que cette mesure était « en contradiction évidente avec les engagements solennels du président de la République et du premier ministre ».

Lundi 27 juin, il a adressé une lettre à M. Michel Rocard pour lui dire qu'il s'inclinait devant cette décision, mais pour lui rappeler aussi que, dans sa circulaire du 25 mai aux membres du gouvernement il indiquait : « Le remplacement contre la volonté des intéressés d'agents loyaux et compétents relève de ces « mauvaises manières » qu'à la suite du président de la République, dans sa « Lettre à tous les Français », je vous demande d'éliminer. Il cite également cette « Lettre » dans laquelle M. Mitterrand écrivait notamment : « Éliminez les mauvaises manières de la classe aux sorcières ».

(Publicité)

## Superbes Moquett.

en 4 et 5 m. Classées usure, feu, antistatiques, anti-salissures. 30 coloris. Mériteraient d'être vendus 2 fois plus cher.

## soldées 59,50 F/m<sup>2</sup> chez Artirec

300.000 m<sup>2</sup> en stock, agréé Fnac.  
• Artrec-Sols, 4, bd de la Bastille, 12<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Quai de la Rapée. Tél. 43.40.72.72.  
Merveilleux tissus 39,90 F le m en 270 cm • Chintz 1<sup>er</sup> choix anti-salissures soldé 39,90 F le m en 140 • Beaux sols plastiques soldés 19,90 F/m<sup>2</sup>, etc.  
• Artrec-murs : 8, imp. St-Sébastien, (43.55.66.50), 11<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> St-Sébastien-Froissart ou R.-Lenoir • 94 Kremlin Bicêtre, Pte d'Italie (46.58.81.12) • 94 St-Maur (48.83.19.97) • 78 Plaisir, N 12 (30.55.55.15).  
5 % retour Le Monde.